

Le Monde

idées

LE DÉBAT SUR LA RÉFORME PÉNALE

RÉPRIMER

Le débat sur la réforme pénale a repris. Jean Foyer croit à la nécessité de restaurer une certaine répression, faute de quoi on s'expose à susciter des réactions de vengeance. Bertrand Le Gendre montre l'utilité de revoir les textes sur les contrôles d'identité qui laissent subsister un danger d'arbitraire. Quant à Bernard Prévost, il voudrait qu'on s'attache davantage à la nature des délits qu'à la personne des délinquants, autrement dit qu'il n'y ait pas deux classes pour la justice.

DEPUIS le printemps de l'année, le manichéisme est la théologie du pouvoir. L'héritage, la pratique des précédents étaient des formes du mal. L'Etat socialiste est l'incarnation présente du principe du bien.

La politique pénale du dernier gouvernement, qu'elle s'exprimât dans les *Chevaux du lac Ladoga*, sous la plume d'Alain Peyrefitte, ou qu'elle se traduisit par le vote de la loi dite « sécurité et liberté », était, aux yeux des nouveaux maîtres, une politique rétrograde, pessimiste, dépourvue de confiance en l'homme. Elle était la politique de l'Etat, le ministre de la justice bien plus que ne l'est le garde des sceaux, inspire la nouvelle commission de réforme du code pénal, qui rassemble ses adeptes et ses amis, et quelques personnalités qui après avoir fait leur cour au pouvoir précédent et n'en ont pas retiré suffisamment d'honneurs et d'égards espèrent sans doute être plus heureux auprès du nouveau.

Désormais deux idées paraissent inspirer la législation qui se dessine, idées profondément rousseauistes. La société corrompt l'homme, il convient de l'en empêcher par la prévention. L'homme corrompu, qui a commis une infraction, ne mérite pas d'être puni, la société, auteur de son malheur, doit le réhabiliter et le réinsérer, ce qui n'est pas dépourvu de contradictions.

Qu'il y ait dans la description qui nous est présentée de la politique pénale antérieurement pratiquée une caricature déformante très injuste et souvent malveillante, cela est certain. Qu'il y ait dans le discours actuel des constatations exactes que le précédent pouvoir avait déjà faites, cela est évident. Qu'il y ait, à côté d'un souci publicitaire souvent agaçant, une générosité sympathique dans le nouveau discours, je n'en disconviens point et le reconnais volontiers.

par JEAN FOYER (*)

Mais en matière pénale, comme en bien d'autres domaines, la politique socialiste révèle sa difficulté à renouveler l'idéologie du Front populaire et de la Libération, son absence d'intérêt pour les expériences d'autrui, son mépris des réalités qui contredisent ses principes, et aussi, il faut le dire, une certaine dose d'hypocrisie.

La prévention a été trop souvent négligée en France, et dans tous les domaines. La Sécurité sociale, qui s'efforce à couvrir les dépenses de soins, refuse en principe de couvrir les dépenses de médecine préventive ! En fait de délinquance, nous subissons dans une large mesure les conséquences d'une urbanisation impossible à contenir sans doute, mais qui a été mal canalisée. Le rapport de la commission Peyrefitte sur la violence a publié des courbes qui rendent aveuglante la corrélation de l'augmentation de la criminalité à partir d'une certaine population.

L'effondrement des valeurs morales

Il est bon de faire pénétrer cette vérité dans l'esprit des responsables de l'urbanisme, à tous les niveaux. Il serait coupable de persévérer dans les erreurs commises, et encore plus de les renouveler. Mais il faut à la France, et à toutes les sociétés occidentales, vivre longtemps avec ce mal. On ne détruit pas demain à l'aide d'explosifs des agglomérations urbaines construites et équipées, mal peut-être, mais à si grands frais.

Les conséquences de l'urbanisation n'auraient pas été aussi néfastes si les effets de la croissance urbaine n'avaient été « potentialisés » par l'effondrement, simultané et certainement corrélatif, de toutes les valeurs morales traditionnelles dont la famille, les Eglises et l'école étaient les messagers, et la formation et la diffusion de contre-valeurs, populaires, voire délinquantes, et quelques fois, hélas ! par les institutions traditionnelles.

S'élèvera-t-on de voir des délinquants, jeunes le plus souvent, s'attaquer aux institutions d'une société

dont on leur dénonce l'injustice à longueur de journée, imiter les scènes de violence dont les écrans ne cessent de leur offrir l'image, et, demain peut-être, molester les personnes et les biens de ceux qu'on leur a présentés comme les ennemis de classe et les sbayes de la révolution socialiste.

Du reste, un récent congrès, organisé par un syndicat de magistrats, expliquait que la délinquance classique était plutôt bénéfique et que la délinquance financière était la seule condamnable. Il n'est pas sûr que les personnes âgées dont des cambrioleurs viennent dérober les économies et les usagers du métro malmenés par des loubards aient exactement la même appréciation.

Quoi qu'il en soit, la seule prévention efficace procèderait d'une réforme intellectuelle et morale, diffusée par l'éducation et les moyens de communication. Je vois mal le pouvoir socialiste s'en faire l'initiateur dans le temps qu'il porte à ses plus extrêmes conséquences législatives la libération des mœurs qu'il a inscrite dans son programme.

C'est tout le problème des structures légères de prévention. En soi, elles seraient bien adaptées, à la condition que leurs animateurs ne soient pas convaincus de l'injustice d'une société dont ils ont la charge de promouvoir le respect des lois.

La justice répressive demeure donc indispensable. Le pouvoir actuel veut l'orienter dans le sens de la réinsertion du condamné, les ennemis de classe étant cependant exceptés de cette réinsertion humanitaire. En réalité, ils n'inventent rien. Les principes de cette politique ont été définis au temps du gouvernement provisoire. L'expérimentation en a été faite sous la IV^e République. Ces institutions et les procédures en ont été instituées par une ordonnance du 22 décembre 1958, signée du général de Gaulle et contre-signée par M. Debré.

Malheureusement, en France comme à l'étranger, cette politique a échoué. On n'a plus fait exécuter de peine, ou du moins on l'a réduite, sous prétexte qu'on réinsérerait, et l'on n'a point réinséré parce qu'on n'en avait plus les moyens.

Certes ont manqué les moyens matériels surtout, et, plus gravement, manqué les personnes : il eût fallu et il faudrait pour ces tâches, si souvent ingrates et décevantes, une sorte d'ordre religieux et de véritables saints : la réinsertion à un taux d'échec énorme, et ses résultats positifs sont souvent peu durables.

L'effet le plus clair est d'avoir fait perdre confiance à de nombreux participants de l'œuvre de justice répressive dans la légitimité de leur mission, ou au moins de les faire douter.

Le risque d'une justice privée

Que faire ? Ne pas abandonner la réinsertion, mais restaurer une nécessaire répression, seule leçon que certains délinquants comprennent. D'abord dépolitiser et décharger les tribunaux d'affaires pour lesquelles d'autres méthodes seront plus efficaces. On n'a plus fait exécuter de peine, ou du moins on l'a réduite, sous prétexte qu'on réinsérerait, et l'on n'a point réinséré parce qu'on n'en avait plus les moyens.

Distinction entre les délinquants normaux et ceux qui ne le sont point et relèvent plus de la médecine que de la justice. Mais peut-être faudrait-il auparavant réformer une certaine psychiatrie ? Distinguer les longues peines, pour lesquelles le travail de rééducation doit être conservé, et les courtes peines pour lesquelles il n'a guère de sens faute de temps et n'est même pas sérieusement pratiqué.

Appliquer les peines de substitution répressives comme une véritable sanction, c'est-à-dire comme une gêne « pénible » dont le condamné souhaiterait éviter le retour. Conserver tout de même l'emprisonnement, même de courte durée, à l'appréciation du juge, mais un emprisonnement corrigé de ses vices actuels, un emprisonnement évitant la promiscuité et aidant le condamné à se prendre en charge, un emprisonnement comportant obligation au sport, au travail et à la formation, un emprisonnement sans journaux pornographiques et sans parloir rapproché, un emprisonnement comportant, à la sortie, des structures d'accueil et de placement.

Qu'on y prenne garde. La politique actuelle encourage les personnes qui exposent souvent leur vie pour arrêter de dangereux malfaiteurs. Elle expose les victimes et leurs familles. Elle indignes beaucoup de personnes. A la prolonger, on suscitera des réactions de justice privée, c'est-à-dire de vengeance. Ni le droit ni le respect de la personne humaine n'ont rien à y gagner.

(*) Député (R.P.R.) de Maine-et-Loire, ancien garde des sceaux, ancien président de la commission des lois.

« Vos papiers ! »

par BERTRAND LE GENDRE

DANS quelques mois, peut-être quelques semaines, la loi Peyrefitte sera effacée des codes. Rares sont ceux en arrière aura consacré un tel progrès. Mais, sur un point au moins, le gouvernement semble hésiter à braver l'opposition. Il s'agit des contrôles d'identité que la loi « sécurité et liberté » a généralisés et légalisés. Il y aura une réforme, M. Mitterrand l'a promis, mais une réforme en trompe l'œil. Pourquoi ? Parce qu'on s'apprête à revenir aux textes d'avant la loi « sécurité et liberté » et que ceux-ci comportent un danger d'arbitraire.

La généralisation des contrôles d'identité n'est qu'un codicille à la loi Peyrefitte, ajouté à ce texte, de connivence avec son auteur, au cours de la discussion parlementaire. Mais il ne tranche pas sur le reste. Comme la multiplication des procédures express, ils portent atteinte à une liberté fondamentale, celle d'aller et venir.

Depuis le 10 mai, ces contrôles étaient condamnés. Deux solutions étaient envisageables : refondre complètement les textes en vigueur ou revenir au système antérieur, dont le péché majeur, réducteur en matière de liberté, est de manquer de clarté et de laisser une large marge d'appréciation à la police.

Le retour au droit antérieur signifie que, à la différence de ce qui se passe aujourd'hui, les contrôles d'identité dits de police administrative ne seront plus possibles. Le simple badaud, le voyageur circulant dans les couloirs du métro, pourra refuser de s'y soumettre. Seront seuls autorisés les contrôles décidés à la suite d'un flagrant délit — un voleur à la tire pris sur le fait par exemple — ou à l'occasion d'une enquête préliminaire. Encore, dans ce dernier cas et par une bizarrerie juridique, la personne qui refusera d'obtempérer ne sera-t-elle passible d'aucune sanction.

Cela, c'est le droit pur. Dans la pratique — l'expérience des années antérieures à la loi Peyrefitte le prouve — il risque d'en aller différemment. D'abord parce qu'il est dans la nature de la police de chercher à étendre ses prérogatives. Les contrôles d'identité sont réglementés ? Qu'à cela ne tienne ! Interpellé pour délit de « sale gueule », le chevreuil du métro a eu un geste d'impudence. Illogique à l'origine, le contrôle d'identité devient intouchable parce qu'il y a eu « rébellion ».

La tactique est au point. Elle est même officiellement enseignée dans les écoles de police. En témoigne cet extrait d'un manuel toujours en usage : « Face au mutisme du contrevenant ou à un refus de ce dernier, exprimé de façon nullement outrageante, de déclarer son identité, l'agent de police judiciaire agit avec doigté. Le refus du contrevenant pourra le plus souvent être vaincu par la persuasion. Au cas

contraire, l'agent de police judiciaire pourra alors parfois, selon les circonstances de fait, et en appréciant celles-ci avec prudence, se considérer comme autorisé, ce qui justifiera alors la conduite coercitive devant l'officier de police judiciaire. »

L'autre réserve que suscite le retour au droit antérieur tient à la jurisprudence. Les contrôles d'identité de police administrative sont certes interdits, mais, depuis 1973, la Cour de cassation estime que la police est fondée à y procéder, même en l'absence d'infraction, si « les circonstances particulières l'exigent ». Depuis lors, les tribunaux ont plutôt tendance à interpréter cette notion de « circonstances particulières » dans un sens répressif, de sorte que la police se sent les mains très libres.

Un contrôle illusoire

Fonder les contrôles d'identité sur un tel système revient à prendre le risque d'abus. M. Badinter le sait, comme en témoigne le jugement qu'il portait sur ce système, à une époque, il est vrai, où il n'était pas encore ministre de la justice : « L'arrêt de 1973 [évoqué plus haut] n'est pas un monument à la gloire des libertés républicaines. Quand on nous dit que les pouvoirs de police administrative permettent, quand les circonstances particulières l'exigent, de procéder à des vérifications d'identité, cela veut dire tout simplement qu'on renvoie à ceux qui vont pratiquer le contrôle l'appréciation de ces circonstances particulières. Avec ce système, estimait M. Badinter, « on ouvre la porte à tout ».

Bien sûr, les tribunaux sont là pour réprimer les abus. Mais, ajoutait-il, le contrôle judiciaire, dans ce domaine, est une « illusion ». On ne saurait être plus pessimiste. Ou plus lucide.

Un front du refus commence à se dessiner contre cette pseudo-réforme. Il va du groupe communiste à l'Assemblée nationale au Syndicat de la magistrature, en passant par le Syndicat des avocats de France. Une des idées émises consisterait à modifier la loi, de manière à interdire sans ambiguïté les vérifications dites de police administrative. Ainsi mettrait-on le holà à la dérive de la jurisprudence.

Pour l'instant, M. Badinter n'est saisi que d'un avant-projet, celui qu'il a demandé à la commission que préside M. Jacques Léautaud, professeur à l'université de Paris-II. Tiendra-t-il compte des réserves que suscitent les suggestions de cette commission sur les contrôles d'identité ? Dans le cas contraire, il risque de se heurter à l'opposition des députés socialistes qui ont toujours manifesté une extrême sensibilité à tout ce qui touchait aux contrôles d'identité.

L'inconnue du code express

JUGER vite ou juger bien, il faut choisir. Ce lançant constat de l'antimétrie judiciaire, quel garde des sceaux n'a-t-il pas secrètement ou publiquement — révé de l'éliminer de nos codes, pour réunir sur un seul plateau les exigences d'un jugement efficace et les nécessités d'une promptitude sereine ?

L'hôte actuel de la Place Vendôme n'y a pas résisté. Voilà qu'il annonce une nouvelle réforme des flagrants délits. Certes, on verra disparaître sans regret les dispositions de la loi « sécurité et liberté ». Ce n'est pas pour autant que l'on acclamera sans réserve le projet conçu sous le règne du changement. Il marque, en effet, une singulière rupture par rapport aux régimes juridiques antérieurs. Rappelons donc brièvement ce qu'ils furent.

A l'origine, la procédure pénale express procédait d'une idée simple. Un individu ne peut être jugé le jour même de sa présentation au parquet que pour autant qu'il a été arrêté par la police « en flagrant délit ». On comprend l'esprit de la loi et les précautions du législateur. La justice à grande vitesse est chose périlleuse. Il faut ne l'appliquer qu'à ceux qui ont été appréhendés au moment même où ils commettent l'infraction. Ainsi se trouve exclue, par définition, une part de la recherche de la vérité judiciaire. Ainsi peut, raisonnablement, se justifier un jugement accéléré.

En leur temps, les « flags » furent légitimement fêtrés. Mais, le plus souvent, les critiques manquaient leur cible. Elles étaient généralement d'opportunité. Rarement de fond. A l'occasion de procès retentissants les bonnes âmes découvraient furtivement cette procédure, biffaient la précipitation de l'audience et dénonçaient la lourdeur des sanctions. En réalité, il y avait plus grave. La vraie tare — profonde et pernicieuse — des « flagrants délits » vint, en fait, de l'abandon progressif de l'exigence de « flagrance ». La remarque dépasse amplement la querelle de sémantique juridique. Elle exprime une véritable dénaturation de cette justice rapide. Initialement réservée à des infractions mineures et indiscutablement établies, elle fut, de plus en plus souvent, appliquée — particulièrement à Paris — à des délits graves, complexes, contestables. Plus que de la procédure elle-même, le danger

par Bernard PRÉVOST (*)

venait finalement de sa dérive et de son détournement.

La « saisine directe » de la loi « sécurité et liberté » est détestable en ce qu'elle consacre cet état de fait. Mieux, elle l'amplifie. Désormais, le procureur de la République peut saisir le tribunal le jour même « si les charges déjà réunies paraissent suffisantes ». Le glissement est considérable. Du délinquant « pris sur le vif », on passe à celui sur lequel ne pèsent plus que des présomptions mal définies. Laissons, en tout cas, à la seule appréciation du parquet, hors le moindre intervention d'un avocat.

A classe unique

La future réforme prétend écarter ce flou judiciaire. Généreuse dans son inspiration, elle risque cependant de manquer son objectif. Schématiquement, la situation de demain sera la suivante. Si le procureur — auquel la police conduit un individu qu'elle a appréhendé et interrogé — estime que les faits peuvent être jugés en l'état, il se trouvera devant un choix théoriquement clair. Soit « inviter la personne en cause à comparaître devant le tribunal en qualité de prévenu libre » à une audience ultérieure, ce qui correspond au système d'ores et déjà en vigueur sous l'appellation de « rendez-vous judiciaire ». Soit, « si les éléments de l'espèce lui paraissent justifier une mesure de détention provisoire » et « lorsque la peine prévue par la loi est égale ou supérieure à deux ans d'emprisonnement sans excéder cinq ans, traduire immédiatement le prévenu devant le juge de la comparution », qui aura seul la possibilité de saisir le tribunal dans les vingt-quatre heures.

On perçoit aussitôt que le système rompt profondément avec les inspirations antérieures. Jusqu'à présent, seule la nature du délit (qu'il fût « flagrant » ou suffisamment établi) était, officiellement, prise en compte pour retenir la filière pénale courte. La personne du délinquant n'avait pas à entrer en considération. C'était, de ce point de vue, retenir un principe d'égalité des justiciables de

* Avocat au barreau de Paris.

vant la loi. Demain, si le texte est adopté dans la forme qu'on lui connaît, ce droit peut être battu en brèche.

La nouvelle procédure, mesure exceptionnelle, ne s'appliquera que lorsque les « éléments de l'espèce » auront permis de justifier une mesure de détention provisoire, tant au procureur de la République qu'au juge de la comparution. Qu'est-ce à dire ? Quels peuvent être ces « éléments » que le texte se garde bien de définir ? Est-ce le trouble à l'ordre public, causé par le délit ? Certainement pas. La procédure ne vise que les délits punis d'une peine d'emprisonnement de deux à cinq ans, et dans cette fourchette, si aucune infraction n'est avérée, aucune non plus n'est une exceptionnelle menace pour la société.

Reste donc la personnalité des délinquants. C'est elle qui risque d'offrir les « éléments » recherchés. On sait ce que cela peut signifier. La détention provisoire sanctionne la plupart du temps l'absence de « garanties de représentation » des prévenus. En termes clairs : la fortune, le logement, l'emploi. Que viennent à manquer ces données et disparaissent ces « garanties ».

A ceux qui ne pourront présenter au parquet et au juge ni bulletin de salaire, ni quittance de loyer, n'est-ce pas alors un leurre que d'affirmer que la nouvelle procédure interviendra « à titre exceptionnel » et que les autorités judiciaires les remettront, en général, en liberté munis d'une convocation pour une audience ultérieure ? Cela ne se fera pas.

Le voilà le danger. Au lieu de consacrer une procédure à certains délits, la pratique, inégalement, la réservera à certains délinquants. Parmi les plus déshérités. Or les chômeurs sans domicile fixe n'ont pas à devenir légalement les justiciables ordinaires d'une procédure exceptionnelle. La justice à deux vitesses n'est pas, en soi, redoutable. A condition d'être à classe unique.

C'est peu de dire que les dispositions qu'on nous présente offrent sur ce point une bien vaste incertitude. La cause en est sans doute que, dans la précipitation de vouloir abroger la loi « sécurité et liberté », on ne fait que de la justice. Quand on avait la possibilité de présenter, dans le calme et la réflexion, une réforme d'ensemble du code de procédure pénale.

Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris

GESTION DE LA TECHNOLOGIE

PROGRAMME DE 3^e CYCLE
POUR INGÉNIEURS ET CADRES
Formation Supérieure et Recherches Appliquées
menées en binômes « mixtes »

INSTITUT VAUCANSON
né de la coopération entre
E.S.C.P. — E.N.S.A.M. — E.N.S.C.P.

ADMISSION SUR DOSSIER
DÉBUT DU PROGRAMME : 1^{er} trimestre 1982
DURÉE : 8 semaines réparties sur l'année (5 jours par mois)

Demande de documentation à adresser à :
Alain CADIX, Délégué de l'Institut Vaucanson
79, av. de la République, 75011 PARIS - Tél. : (1) 355.39.08

M., Mme, Mlle Fonction
Entreprise
Adresse
Tél.

Le Monde

étranger

LA SITUATION EN POLOGNE ET SES RÉPERCUSSIONS

Solidarité accuse la junte d'avoir transformé le pays
« en un vaste camp de travail »

La B.B.C. a diffusé lundi 4 janvier un document de Solidarité qui a mis une semaine à parvenir à Londres. Le syndicat indépendant accuse la junte d'avoir transformé le pays « en un vaste camp de travail ». Il affirme qu'en Pologne règnent maintenant « la peur et l'insécurité constantes ». Il ajoute que les Polonais ont le sentiment croissant que « les autorités militaires ne savent pas comment agir dans l'avenir ».

Solidarité affirme qu'entre les morts officiellement annoncés par les autorités « au moins quatre personnes » ont été tuées dans une mine de charbon de Wujek, en Silésie (selon Varsovie, sept mineurs avaient été tués à Wujek). La B.B.C. ne précise pas si les communiqués fait état des circonstances et de la date exacte de ces décès.

Solidarité ajoute que des centaines de personnes ont été libérées à l'occasion des fêtes, mais que « plusieurs milliers » d'autres étaient encore internés. Le syndicat affirme que la Pologne est actuellement dirigée par un groupe de quatre civils et quatre militaires, sans donner plus de détails. Enfin, Solidarité dit avoir demandé aux Polonais de porter des brassards noirs pour « montrer que le mouvement n'est pas mort ».

D'ailleurs, en écoutant Radio-Varsovie, on apprend que le président de Solidarité de Wrocław (sud-ouest de la Pologne), M. Włodzisław Krasynski, a pris le maquis et refuse de se rendre comme le lui avaient demandé les autorités, en promettant leur clémence. La radio a fourni cette indication dans sa revue de la presse régionale, citant le quotidien de Wrocław, *Gazeta Robotnicza*. Selon ce journal, le

représentant du comité national de défense à Wrocław, le général Kazimierz Stec, a déclaré à cinq anciens dirigeants de Solidarité qu'il recevait et leur avait promis le retour de la ville — que M. Krasynski avait tenté d'organiser des actions de protestation et des grèves au début de l'état de siège, avant de choisir la clandestinité. Le responsable militaire a ajouté qu'il avait adressé, avec le procureur de la voïvodie, un appel au président de Solidarité, promettant d'étendre à son égard la portée de l'« acte de grâce » officiel concernant en principe les délits à caractère politique commis avant le 13 décembre, s'il se rendait aux autorités. Cet appel, publié dans un journal local, est resté sans réponse, a-t-il ajouté.

La rentrée des usines

Toutefois, la junte entend bien, comme c'est le cas depuis plusieurs jours, donner l'impression que la situation est redevenue presque normale. La radio a affirmé que le travail avait repris lundi dans les grands centres industriels, notamment aux chantiers navals de Gdansk.

Dans la province de Szczecin, le travail a recommencé dans toutes les entreprises industrielles, de même que dans celle de Katowice. Les mines silésiennes de Ziemowit et de Piekary ont repris le travail. La résistance à l'administration militaire jusqu'à la semaine dernière — retrouvée progressivement toutes leurs capacités de production, toujours à l'œuvre Radio-Varsovie.

Cependant, d'après les rapports non officiels dont fait état le *Financial Times*, la moitié seulement de la main-d'œuvre des chantiers navals de Gdansk a pu reprendre ses activités. Le journal britannique ajoute que l'industrie reste paralysée par le manque de matières premières, l'absence de communications, et les contraintes de la loi martiale qui a créé une vide administrative. Le jour de la reprise du travail, l'armée a fait une démonstration de puissance, notamment en faisant défiler des blindés au centre de Varsovie.

Dans l'enseignement

Dans l'enseignement, les cours ont repris lundi après trois semaines d'interruption dans les cycles primaires et secondaires. Les universités restent fermées jusqu'à nouvel ordre. Les étudiants auront désormais « des rencontres régulières » avec des « représentants de l'armée » qui vont expliquer les raisons de la proclamation de l'état de siège, a précisé Radio-Varsovie. Enfin, autre signe d'assouplissement, même si cela ne concerne aucune grande ville, les communications téléphoniques et les lignes télégraphiques ont été rétablies lundi, grâce, selon la radio, à l'« amélioration de la sécurité et de l'ordre » dans ces régions.

Tchécoslovaquie

LA POLICE ADRESSE UNE MISE EN GARDE A M. HEJDUANEK, ORGANISATEUR DES SÉMINAIRES DE PHILOSOPHIE

Prague, (A.F.P.). — M. Ladislav Hejdunek, le signataire de la « Charte 77 », organisateur à Prague de séminaires non officiels de philosophie, a été averti lundi 4 janvier par la police qu'il serait poursuivi s'il ne mettait pas fin à ses activités. Cet avertissement lui a été signifié pendant une garde à vue de quelques heures, peu avant la tenue du séminaire qui se déroulera tous les lundis de l'année 1982. Le philosophe tchécoslovaque, actuellement gardien de magasin, a répondu que son activité d'organisateur de telles réunions était privée, qu'elle ne contredisait aucune loi tchécoslovaque et qu'il comptait donc la poursuivre.

Le séminaire du 4 janvier consacré à Platon, s'est déroulé en présence d'une vingtaine de participants mais deux policiers étaient postés à la sortie de l'appartement, notant l'identité des invités. Le philosophe français Jacques Derrida avait été arrêté et inculpé de « trafic de drogue » à la suite de sa participation au séminaire de M. Hejdunek, la semaine dernière. Après sa libération, il avait déclaré, à Paris, qu'il s'agissait d'une « machination visant à éliminer les intellectuels qui désirent apporter leur soutien aux membres de la Charte 77 ». M. Hejdunek a lancé un appel dimanche à ses confrères étrangers pour qu'ils ne se laissent pas « effrayer » (A.).

Dans le domaine politique, le parti ouvrier unifié pourrait tenir, dans le courant de cette semaine, une session de son comité central. Le parti, qui joue en principe le rôle dirigeant dans le pays, avait une activité apparemment très réduite depuis l'installation de la junte.

D'autre part, le *Financial Times* croit savoir qu'une tentative faite pour créer un parti chrétien-démocrate officiellement reconnu a échoué. La hiérarchie catholique refuse de soutenir dans les circonstances actuelles une telle opération. Ce nouveau parti aurait été dirigé par M. Zenon Koźminski, actuellement ministre du commerce extérieur. Celui-ci aurait en pour adjoint M. Richard Reiff, dirigeant un groupe catholique *Fax*, qui, jusqu'à une date récente, prônait la collaboration avec le gouvernement (et le parti communiste). Mais au Conseil d'Etat (présidence collective des plus hauts magistrats), M. Reiff avait refusé, le 13 décembre, de signer le décret instituant l'état de guerre.

Un « geste » symbolique

VARSOVIE A RÉGLÉ LES INTÉRÊTS DUS A UNE BANQUE ALLEMANDE

Francfort (A.F.P.). — La Pologne a réglé la semaine dernière 1 million de marks (650 000 dollars) d'intérêts dus pour le quatrième trimestre 1981 sur un crédit contracté auprès de l'un des plus gros créanciers privés de R.F.A., apprend-on de sources bancaires à Francfort.

Ce « versement symbolique » tempore, selon la même source, de la volonté de la Pologne de payer les intérêts de sa dette. Ces derniers sont estimés à quelque 450 millions de dollars pour le seul quatrième trimestre 1981. Plusieurs autres lendemains de coup d'état militaire du 13 décembre la Pologne a demandé aux banques occidentales de lui prêter un montant de 250 millions de dollars pour lui permettre d'acquitter les intérêts dus sur sa dette. Elle a également demandé en question ont fait savoir que sans garantie de leurs gouvernements respectifs, elles n'accorderaient plus de crédit à la Pologne. Cette demande a été rejetée par les banques occidentales. Comme la junte de Varsovie n'avait pu obtenir de nouveaux concours auprès de l'O.R.S.S. Certains rumeurs, reprises par la B.B.C., contenaient l'annonce de l'arrivée, selon lesquelles la Pologne aurait pu rassembler la somme dont elle a besoin. Rien ne permet à ce jour de les prendre en considération.]

M. SCHWARTZENBERG (M.R.G.) PRÉCONISE L'ENVOI D'UNE « MISSION D'ENQUÊTE » EUROPÉENNE

M. Roger-Gérard Schwarzenberg, président du Mouvement des radicaux de gauche, a préconisé, lundi 4 janvier, l'envoi par les Parlements de l'Europe d'une mission d'enquête européenne d'une « mission d'enquête » en Pologne.

M. Schwarzenberg, qui s'exprimait au micro d'Europe 1, a indiqué que cette mission d'enquête aurait pour but de « vaincre le mur du silence et de censure dressé par le pouvoir militaire » et de « faire la lumière sur le nombre et la liste des personnes arrêtées, sur les lieux et les conditions de leur détention ». Le président du M.R.G. a ajouté : « La France doit rappeler fermement chacun au respect des droits de l'homme et de l'acte final d'Helinski en ne tolérant pas qu'il devienne un chiffon de papier ». Il a enfin suggéré que « face à la dette polonaise, l'octroi de tout crédit supplémentaire par les pays occidentaux soit subordonné à la levée de l'état de siège, à la libération des détenus politiques et au rétablissement des libertés civiles et syndicales ».

« Les récentes déclarations de M. François Mitterrand sur l'Union et les demandes formelles, lundi 4 janvier, par les ministres des affaires étrangères des Dix ne changeront malheureusement rien à la répression qui se poursuit en Pologne », estime l'U.D.F. « Les lettres d'information quotidienne de l'Union pour la démocratie française, datée du mardi 5 janvier, elle poursuit : « A l'est on a appris à se plus d'un mois. Comme les actes ne viennent toujours pas — à l'exception des sanctions de M. Ronald Reagan — les milices du général Jaruzelski et les conseillers de Brejnev peuvent continuer leur sale travail ».

La position européenne sur les relations économiques avec Varsovie reste floue

APRÈS LA RÉUNION DES DIX

De notre correspondant

Bruxelles. — Les ministres des affaires étrangères des Dix, réunis lundi 4 janvier, à Bruxelles, pour examiner les affaires de la Pologne, ont dénoncé, en termes très fermes, l'évolution de la situation dans ce pays. Ils ont été unanimes pour imputer la responsabilité des événements qui s'y déroulent à la rigidité des systèmes totalitaires de l'Europe de l'Est. S'agissant cependant de l'attitude à adopter, des divergences sont apparues.

Les Dix ont d'accord non seulement pour condamner « la répression avec son cortège de violations des droits les plus élémentaires de l'homme et des citoyens au mépris de l'acte d'Helinski », mais surtout pour estimer que cette dramatique remise au pas d'un peuple trouve ses racines dans le système communiste (même si ce dernier mot n'apparaît pas dans la communiqué).

Les Dix ont souligné « les graves pressions extérieures et le caractère mené par l'U.R.S.S. et d'autres pays de l'Est contre l'effort de renouveau en Pologne ». L'appel pressant qu'ils lancent aux autorités de Varsovie ne surprendra pas : ils demandent la levée de la loi martiale, la libération des personnes arrêtées et la résiliation d'un dialogue réel avec l'Eglise et Solidarité.

Le général Jaruzelski a apparemment répondu par avance de manière négative à l'invitation qui lui était faite en réunissant, lundi matin, les ambassadeurs des Dix à Varsovie. A propos du sort des syndicalistes détenus, le chef de la junte aurait cependant, d'après les premières informations dont on dispose, distingué trois catégories : 1) Certains seront libérés à condition qu'ils s'engagent à s'abstenir de toute action politique ; 2) D'autres seraient maintenus « en isolement » ; 3) D'autres, enfin, seraient expulsés, qui pourraient être accueillis par les pays occidentaux si ceux-ci le désirent.

Le général Jaruzelski aurait affirmé avec netteté son intention de ne pas reprendre le dialogue avec ceux des dirigeants de Solidarité qui ont joué un rôle de premier plan avant l'imposition de l'état de guerre et qui sont à ses yeux responsables d'avoir conduit le pays au bord de la guerre civile. Le contenu du message du général Jaruzelski aux ambassadeurs n'est arrivé à Bruxelles que dans l'après-midi. Plusieurs ministres ont cependant insisté sur le fait que les Dix devaient se prononcer sur la situation en Pologne et en débiter sans attendre d'en avoir connaissance.

M. Chysson a considéré comme « un grand progrès, une preuve de maturité, certes un peu tardive », le fait que les Dix aient procédé ensemble à une analyse en profondeur de la situation. Jusqu'à présent, a-t-il indiqué, certains gouvernements refusaient une telle analyse, ce qui leur permettait de limiter leurs réactions. Le ministre français des relations extérieures a insisté sur la nécessité pour l'Europe de sensibiliser le tiers-monde et, au moins, les plus importants des pays non alignés au « phénomène historique » que constituait le « renouveau » polonais et le coup d'arrêt qui lui a été donné.

Un émissaire à Varsovie et à Moscou ?

Les Dix ont estimé opportun d'utiliser au maximum la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe pour dénoncer les violations de l'acte final d'Helinski en Pologne. C'est dans cet esprit qu'ils ont évoqué dans le communiqué la possibilité de reprendre la conférence de Madrid à la date prévue du 9 février. Il semble cependant que les Français n'aient, au départ, guère été favorables à ce projet de changement de calendrier. M. Chysson insistait surtout « afin de donner à la reprise de la conférence de Madrid un caractère aussi exceptionnel que possible » pour qu'elle se tienne au niveau ministériel.

Des divergences plus nettes sont apparues quant à l'opportunité d'envoyer à Varsovie, voire à Moscou, un émissaire des Dix, qui aurait pu être M. Tindemans, le ministre belge

M. Chysson, ministre des relations extérieures, a reporté le voyage qu'il devait effectuer au Koweït et à Abou-Dhabi du 9 au 11 janvier, en raison de sa participation à la réunion ministérielle de l'alliance atlantique sur la Pologne le 11 à Bruxelles. Le gouvernement français souhaite fixer de nouvelles dates, les plus proches possibles.

des affaires étrangères, qui assure, depuis le 1^{er} janvier, la présidence du conseil de la Communauté. Huit pays y étaient favorables, la France et la Grèce s'y sont opposées. Certes, comme M. Genscher, on fait valoir que, au moment où le général Jaruzelski affirme souhaiter engager un dialogue avec l'Europe de l'Ouest, c'était l'occasion de lui faire connaître de manière la plus directe la protestation de la Communauté et même d'essayer d'établir un contact avec Solidarité. M. Chysson répliqua qu'une telle mission n'aurait de sens que dans la mesure où le représentant des Dix aurait les moyens de s'informer, autrement dit de rencontrer non seulement le gouvernement polonais, mais les autorités syndicales et religieuses. Or, ajouta-t-il, tout porte à croire qu'une telle autorisation serait refusée. Les partisans du projet suggèrent alors que les conditions posées par le ministre français, auxquelles tous étaient prêts à souscrire, soient explicitement inscrites dans le communiqué.

L'aide alimentaire suspendue

Le ministre français explique qu'un tel émissaire devrait pouvoir aborder avec ses interlocuteurs l'ensemble des problèmes Est-Ouest. Or, selon lui, l'intégration politique des pays de la Communauté n'a pas atteint un stade suffisant pour qu'un émissaire unique puisse engager les Dix. M. Chysson ajoute qu'il fallait laisser à chaque pays — en faisant la part des différences de sensibilité — le soin de prendre les initiatives ou contacts qu'il jugeait nécessaires, la coordination et l'adoption des mesures communes étant assurées lors des réunions de coopération politique. On lui rappelle que les Etats membres avaient ainsi désigné un porte-parole unique à propos

du Proche-Orient ou de l'Afghanistan, mais sans le convier. Cependant, selon M. Chysson lui-même, cette question de l'émissaire unique reste ouverte.

A propos des sanctions décidées par Washington contre l'U.R.S.S., les Dix, manifestant ainsi leur solidarité, s'engagent à ne pas en compromettre l'efficacité. Il leur restait à s'entendre avec les Etats-Unis sur ce que cela signifie dans la pratique : quels seront, par exemple, les types de livraisons que la Communauté s'interdira de faire à l'U.R.S.S. pour ne pas « saper » l'action américaine. Il faut noter, même si ce n'est pas écrit aussi explicitement dans le communiqué, que la Communauté va étudier les sanctions économiques qu'elle pourrait elle-même décréter à l'encontre de l'Union soviétique. La Commission européenne penserait surtout, semble-t-il, à la limitation de certaines importations en provenance de l'U.R.S.S.

L'aide humanitaire des Dix à la Pologne est maintenue. Mais, beaucoup plus important, contrairement à ce que demandaient les Français, l'aide alimentaire, ou pour être plus exact, les ventes à conditions spéciales de produits agricoles à la Pologne ne seront, pour l'instant, pas reprises. Grâce à une subvention extraordinaire du Fonds européen agricole, les livraisons ainsi effectuées par les pays membres à la Pologne jusqu'au 31 décembre 1981 lui étaient facturées à un prix inférieur de 15 % au cours mondial. Le comité des représentants permanents des Dix a été chargé d'examiner ce problème des livraisons agricoles. En revanche, les Dix ont été d'accord pour geler l'aide économique et financière aussi longtemps que leurs objectifs politiques, c'est-à-dire la suppression de l'état de guerre et la libération des détenus, ne seront pas atteints.

PHILIPPE LEMAITRE.

LA DÉCLARATION COMMUNE

Un appel pressant pour la levée de la loi martiale la libération des détenus la restauration du dialogue avec l'Eglise et Solidarité

Voici le texte de la déclaration adoptée, lundi 4 janvier, à Bruxelles, par les dix ministres des affaires étrangères des Communautés européennes sur la Pologne :

1) L'évolution de la situation en Pologne suscite la totale réprobation des Dix ;

2) Ils ont noté la déclaration des dirigeants polonais sur leur intention de préserver l'indépendance nationale et de procéder à la libération des détenus politiques et à la restauration du dialogue avec les diverses composantes de la nation polonaise. Contrairement à cette déclaration, ils ont constaté malheureusement constater aujourd'hui que ce n'est pas le dialogue qui s'est instauré, mais bien la répression avec son cortège de violations des droits les plus élémentaires de l'homme et des citoyens au mépris des dispositions de l'acte final d'Helinski, de la charte des Nations unies et de la déclaration universelle des droits de l'homme ;

3) Ainsi lancent-ils un appel pressant pour que les autorités polonaises, dans les plus brefs délais, lèvent la loi martiale, libèrent les personnes arrêtées et restaurent un dialogue réel avec l'Eglise et Solidarité ;

4) La signification de ces événements dramatiques dépasse le cadre de la seule Pologne. L'incapacité des systèmes totalitaires, tels ceux de l'Europe de l'Est, à accepter les adaptations nécessaires pour faire face aux aspirations les plus légitimes de la population est de nature à mettre en cause la confiance des opinions publiques dans la possibilité de rapporter de coopération avec les pays de l'Est et à porter par là une grave atteinte aux relations internationales. A ce sujet, les Dix notent avec préoccupation et réprobation les graves pressions extérieures et la campagne menée par l'U.R.S.S. et d'autres pays de l'Est contre l'effort de renouveau en Pologne ;

5) Cette situation déjà grave ne trouverait encore aggravée si une intervention ouverte du pacte de Varsovie devait se produire. C'est pour cette raison que les Dix souhaitent adresser une

solennelle mise en garde à l'encontre d'une telle intervention ;

6) Les Dix sont solidaires du peuple polonais et sont prêts à continuer leur aide humanitaire directe en sa faveur ;

7) Ils ont pris note des mesures économiques décidées par le gouvernement des Etats-Unis à l'encontre de l'U.R.S.S. Les Dix procèdent à cet égard à des consultations étroites et positives avec le gouvernement des Etats-Unis et les gouvernements des autres Etats occidentaux afin de préciser quelles sont les décisions qui servent le mieux leurs objectifs communs et d'éviter tout ce qui serait de nature à compromettre leurs actions respectives ;

8) L'évolution en Pologne constitue une violation grave des principes de l'acte final d'Helinski. Les Dix considèrent que la conférence de Madrid doit s'en saisir le plus tôt possible, au niveau ministériel. Les Dix approcheront les neutres et les pays non alignés pour leur proposer une reprise anticipée de la réunion de Madrid.

9) Les Dix agissent au sein des Nations unies et des institutions spécialisées pour dénoncer les violations des libertés humaines et les actes de violence ;

10) D'autres mesures seront envisagées en fonction de l'évolution de la situation en Pologne, notamment s'agissant des mesures de crédit et des mesures d'aide économique pour la Pologne et en ce qui concerne la politique commerciale communautaire vis-à-vis de l'U.R.S.S. De surcroît les Dix accéléreront la poursuite de l'aide alimentaire à la Pologne ;

11) Ils ont fait appel aux autorités polonaises tant sur le plan national que par l'intermédiaire de la présidence des Dix afin que soient levées les restrictions anormales et inacceptables qui ont été imposées aux ambassadeurs, aux représentants de la presse, aux communications aériennes et autres en Pologne ;

12) Les Dix s'indignent de ce qui peut être fait pour soulager le sort des Polonais se trouvant hors de Pologne et qui ne désirent pas retourner dans leur pays dans des conditions précaires ;

LA VENTE DE MATERIEL DE CAMPING EST INTERDITE

Vienne (U.P.I.). — Pour lutter contre toute tentative de créer un mouvement de résistance, les autorités militaires polonaises ont interdit la vente de matériel de camping : sac à dos, tente, sacs de couchage, etc. Un décret sur l'application de l'état de guerre interdit déjà la possession de tout matériel pouvant servir à reproduire tracts et journaux.

FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT DE L'ENTREPRISE

par Raphaël Alomar



Il existe déjà de nombreux ouvrages consacrés à la gestion financière des entreprises. Rédigé par un auteur qui appartient à l'entreprise et qui a une expérience approfondie de l'enseignement, cet ouvrage se veut moins un manuel théorique qu'un guide concret ou un outil de décision. Livre d'action plus que d'information, l'étude de Raphaël Alomar, ancien d'E.C. et de l'E.N.A., ajoute une approche originale à la bibliographie des problèmes de gestion.

145 F - 400 pages

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

LES RÉACTIONS A LA SITUATION EN POLOGNE

Les « Izvestia » reprochent à la presse française de mener « une attaque sans précédent » contre la Pologne

De notre correspondant

Moscou. — Alors que la résolution adoptée à Bruxelles par les Dix n'avait encore suscité aucune réaction à Moscou, voici la France, une nouvelle fois, clouée au pilori par la presse soviétique pour son attitude à l'égard des événements de Pologne. Après la correspondance à Paris de la France, c'est au tour de celui des Izvestia de s'en prendre avec acrimonie, lundi 4 janvier, aux médias français, coupables de donner une image déformée de la situation en Pologne. « Est-il possible que des gens qui se disent des gens de gauche répètent les thèses de l'extrême droite ? », demande le correspondant du quotidien soviétique. Oui, répond-il, c'est le cas en France, où les moyens d'information de masse de la bourgeoisie mènent « une attaque sans précédent » contre la Pologne, avec le soutien d'organes de presse proches du parti socialiste, mais aussi à la télévision et à la radio contrôlées par le gouvernement. Certains « représentants officiels » vont jusqu'à se permettre d'intervenir dans les affaires intérieures de la Pologne, « comme si celle-ci était un département français ».

Le correspondant des Izvestia a même découvert le chef d'orchestre, fort peu clandestin, de cette vaste campagne : il s'agit de l'hebdomadaire Minute, que l'on considère, dit-il, comme « une feuille néo-fasciste » et qui veut faire la chasse à tous les Français prosoviétiques par la faute desquels la Pologne

THOMAS FERENCZI.

Le département d'Etat américain réaffirme que l'U.R.S.S. est « entièrement responsable de la répression »

Les divergences occidentales sur la question polonaise devaient être au centre des entretiens de ce mardi 5 janvier entre le président Reagan et le chancelier Schmidt, arrivé lundi à Washington.

Le département d'Etat a publié lundi un document de plus de trente pages reprenant les déclarations officielles sur la Pologne faites par Moscou au cours des dix-huit derniers mois, et visant à montrer que l'U.R.S.S. est « entièrement responsable de la répression en Pologne ». Ce document, dont la publication a précédé le porte-parole du département d'Etat, M. Dean Fischer, n'a « aucun rapport » avec la venue du chancelier Schmidt, « révèle une politique systématique de menaces et de pressions exercées par l'U.R.S.S. sur les autorités polonaises, en violation de la charte des Nations unies et des accords d'Helsinki ». Le gouvernement américain, a ajouté M. Fischer, dispose d'autre part « d'informations secrètes sur des activités clandestines entreprises par l'U.R.S.S. afin de faire pression sur les autorités polonaises », informations dont les alliés des Etats-Unis en Europe ont eu connaissance.

« A Bonn, le porte-parole officiel du gouvernement, M. Lothar Rühl, a indiqué que la R.F.A. et les autres partenaires européens des Etats-Unis avaient « assuré » Washington qu'ils ne « tourneront pas » les sanctions américaines contre l'U.R.S.S. M. Rühl a toutefois refusé de dire si la R.F.A. « associerait » aux sanctions américaines « le gouvernement fédéral » à tout moment, et a-t-il ajouté, et poursuivra cette politique aussi longtemps et autant que la situation internationale et les intérêts des

deux parties le permettront. Mme Anne-Marie Renger, députée social-démocrate et vice-présidente du Bundestag, s'est prononcée quant à elle contre des sanctions à l'égard de la Pologne.

« A Bruxelles, le porte-parole de l'OTAN a indiqué, lundi, que les ministres des affaires étrangères des quinze pays membres se réuniront, le lundi 11 janvier, en session spéciale afin d'adopter une position commune à l'égard de la crise polonaise, notamment en ce qui concerne les sanctions décidées par les Etats-Unis et l'évaluation du rôle joué par Moscou en Pologne. Cette réunion suivra d'une semaine celle des ministres des affaires étrangères des dix pays de la Communauté européenne. A l'issue de cette dernière réunion, le premier ministre grec, M. Papandréou, a mis fin aux fonctions du secrétaire d'Etat grec aux affaires étrangères, M. Asseyrakis Polytas, estimant que celui-ci n'avait pas suivi, à Bruxelles, les directives de son gouvernement.

M. Polytas s'était, selon les observations, montré partisan des sanctions contre l'U.R.S.S. proposées par Washington.

« Au Canada, tandis que, à Vancouver, des manifestants réclamaient du gouvernement qu'il interdise le départ de trois habitants polonais, le syndicat des dockers déclarait, pour sa part, qu'il ne boycotterait pas les navires soviétiques et polonais, « étant de sa sympathie pour Solidarité ».

« Des collectes d'argent et de médicaments en faveur de la population polonaise se poursuivent cependant dans divers pays européens. A Genève, nous indiquons que le Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) semble satisfait de sa collaboration avec la Croix-Rouge polonaise. Cette dernière, la plupart du temps avec l'aide de l'Eglise, procède à l'évacuation des blessés et à la distribution des secours, ce qui peut être considéré comme une garantie.

« Le Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) a également au sein d'une mission spéciale envoyée, qui se trouve depuis le 28 décembre dernier à Varsovie, à obtenir l'autorisation de se déplacer à l'intérieur du pays.

« Le commissariat des Nations unies pour les réfugiés a lancé, lundi, un appel aux gouvernements de vingt pays occidentaux pour qu'ils admettent davantage de réfugiés polonais. Les mille d'une requête de l'Austrie, où cinquante mille ressortissants de ce pays attendent une terre d'accueil.

« Les sanctions économiques décidées par les Etats-Unis contre l'U.R.S.S. affectent au moins un million de dollars de commerce annuel entre les deux pays. Ces sanctions élargissent à quelque 140 produits la liste des marchandises soumises à un contrôle préalable (contre 15 à 20 précédemment) et, actuellement, environ 200 demandes de licences d'exportation sont pendantes auprès du département du commerce. — (A.G.F.)

Au conseil général de la Haute-Vienne
UNE MOTION DE « SYMPATHIE AU PEUPLE POLONAIS » EST VOTÉE A L'UNANIMITÉ
(De notre correspondant.)

Limoges. — Réuni depuis le lundi 4 janvier pour l'examen de son budget primitif 1982, le conseil général de la Haute-Vienne a, en préalable à son ordre du jour, voté une motion d'urgence de solidarité avec la Pologne. Cette motion, présentée par la majorité socialiste de l'assemblée départementale, et votée à l'unanimité, déclare : « Le conseil général de la Haute-Vienne, ému par le développement de la situation en Pologne, adresse au peuple polonais dans ses durs épreuves : souhaite le rétablissement de la paix et la réconciliation entre les diverses constitutions de la vie politique et sociale polonaise ; soutient l'action entreprise par le président de la République et le gouvernement français afin que le peuple polonais trouve dans la position de la France une solidarité supplémentaire de croire en sa capacité de surmonter les périls qui l'assiègent.

« Au cours de la discussion, M. Pierre Baillot d'Estivau (R.P.R.) a déploré qu'aucune allusion explicite ne soit faite au syndicat Solidarité, et Mme Elise Constant, ex-députée de la Haute-Vienne, membre du comité central du P.C.F., a dénoncé « l'attitude d'indifférence et de froideur de la République et le gouvernement français à l'égard du peuple polonais ».

« L'assemblée départementale est composée de dix-sept socialistes, quatre communistes, un R.P.R. et six U.D.F.

PROCHE-ORIENT

Liban

PLUS DE 2000 MORTS ET DE 6000 BLESSÉS
1981 a été l'année la plus sanglante depuis la fin de la guerre en 1976

De notre correspondant

Beirut. — Si 1981 s'est achevée dans un calme insoupçonné au Liban, cette année aura été, avec plus de deux mille morts et de six mille blessés par suite d'actes de violence d'origine politique, la plus sanglante, après 1976, depuis la fin officielle de la guerre dans ce pays, en novembre 1976. Ces victimes, en grande majorité des civils, sont tombées à l'occasion de flammes de violence, de types différents et opposant divers belligérants, qui se sont succédés à un rythme particulièrement soutenu. Les principales ont été :

— La bataille d'avril-juin entre les troupes syro-palestiniennes, d'une part, l'armée libanaise et les forces libanaises (chrétiennes), d'autre part, à Zahle (plus de cent morts) et à Beyrouth (quatre cents morts environ, en incluant les victimes des bombardements intersecteurs tout au long de l'année) ;

— Les attaques menées durant deux semaines, en juillet, par Israël contre les Palestiniens, et qui ont comporté un bombardement de Beyrouth, faisant près de sept cents morts, dont plus de la moitié étaient des Libanais ;

— Les affrontements chroniques entre la milice chite Amal et les forces palestiniennes (près de deux cents morts) ;

— Les explosions de voitures piégées, en quasi-totalité à Beyrouth-Ouest, attribuées essentiellement aux conflits interarabes (deux cents morts en tout), ont visé plus particulièrement des permanences palestiniennes ;

— Les attentats divers (plus de cent morts), dont le dernier en date et le plus important a détruit l'ambassade d'Irak (au moins cinquante morts) ;

LUCIEN GEORGE.

En raison de l'annexion du Golan par Israël

Damas estime que la France aurait dû renoncer à participer à la force du Sinai

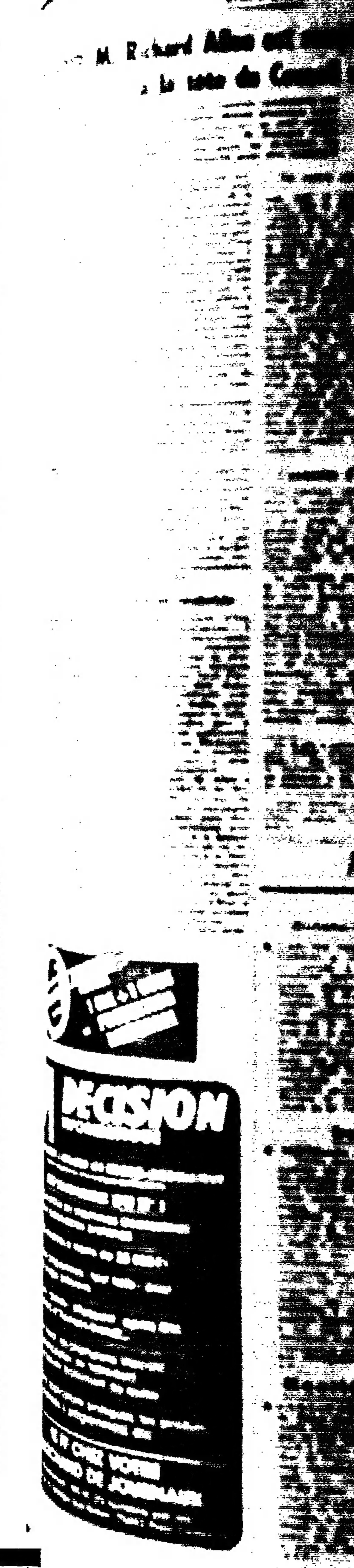
Le gouvernement syrien a officiellement protesté le lundi 4 janvier, auprès du chargé d'affaires de France à Damas, M. Alain Chambon, contre les déclarations faites la veille au Caire par M. Cheysson. A la question de savoir si la France, en dépit de l'annexion israélienne du Golan syrien, maintiendrait sa participation à la force multinationale qui sera mise en place au Sinai en avril, après l'évacuation totale de ce territoire égyptien par Israël, le ministre des relations extérieures avait répondu, ainsi que l'a confirmé le mardi 5 janvier, le Quai d'Orsay : « Il n'y a pas de changement de ce point : la France et ses trois partenaires européens (Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas) ont, comme le recommande d'ailleurs une résolution des Dix européens, proposé de contribuer à la constitution de la force multinationale du Sinai et il n'y a aucun élément nouveau sur ce plan. »

« Je dirai même, avait ajouté M. Cheysson, que les déclarations prises à propos du Golan donnent encore plus d'importance à l'évacuation des territoires occupés dans le Sinai. » La lecture de cette déclaration n'a pas été la même à Paris et à Damas, où l'on a estimé que l'annexion du Golan, pourtant vivement critiquée par la France, ne constituait pas aux yeux de celle-ci un « élément nouveau » dans les affaires du Proche-Orient. A Paris on pense au contraire que devant la politique expansionniste du cabinet Begin il faut garantir au maximum l'évacuation du seul territoire arabe qui soit resté sous le contrôle arabe depuis la création de l'Etat d'Israël.

« Le Koweït a demandé, le lundi 4 janvier, à l'Irak et à l'Irak de répondre aux efforts de médiation destinés à mettre un terme à la guerre qui les oppose depuis quelque mois afin de « priver les superpuissances d'un prétexte pour intervenir dans le golfe Persique ». Cet appel a été lancé par M. Abdoul Rahman El-Awadi, ministre par intérim des affaires étrangères de l'émirat. « La tension générale des événements indique que les deux parties ont le bon sens de mettre fin à la guerre », a ajouté M. El-Awadi. — (A.F.)

Que choisir pour bien dormir ?
UNE BONNE LITERIE
TRÉCA
EXPOSITION ET VENTE :
CAPÉLOU
DISTRIBUTEUR
37, Avenue de la République
75011 PARIS - 14^e - 14^e arrondissement
Téléphone : 357.45.35
LIVRAISON GRATUITE
dans toute la France

LE GRAND CHINOIS
6, Av. de New York 16^e
723.99.21 (tous les jours)
« LE MEILLEUR CHINOIS DE PARIS »
AIR-CLIMAT / ATLAS
PEUX CRUSTACE DE VERTU



AVANT TRANSFORMATIONS
MIEUX QUE DES SOLDES ANNUELS
Prix sacrifiés
F. Coudaneur 100% laine 190 F 200 F
BLAZERS Serge Pure laine 250 F 280 F
LOUENS Vêtements 200 F 250 F
PANTALONS Vêtements 150 F 200 F
IMPERMEABLES 250 F 300 F
PULLS Laine 100% 150 F 180 F
ROBES DE CHAMBRE 100 F 120 F
PYJAMAS Tergal et Coton 120 F 150 F
et des centaines d'autres articles
SPECIALISTE DES GRANDES TAILLES
Cheminée Habitat
Barnett
19, av. Victor Hugo 16^e
Ouvert de 9 h 30 à 19 h

LE MONDE
diplomatique
du mois de janvier
EST PARU
AU SOMMAIRE :
• Pologne : la longue marche vers la normalisation.
• L'Europe et le tiers-monde dans la bataille de l'information.

Artiste Laguerre, dans LUTTE OUVRIÈRE (trotskiste), affirme : « Non, le coup de force de Jaruzelski n'est pas seulement un coup très dur porté contre la classe ouvrière polonaise, mais aussi contre tous les peuples qui se trouvent sous la coupe des puissances du camp occidental. Quant à Reagan, il se contente de tenir son rôle de cow-boy. Dans l'histoire polonaise, il a accompli le rôle du shérif, pendant que Brejnev tient celui du bandit. Mais tous les deux sortent de la même pellicule. Et les peuples de l'un et l'autre camp commencent à sentir vraiment le souffle de la liberté quand ils mettront tous les Reagan et tous les Brejnev dans le même sac ! »

Liban
5 DE 1900 MORTS ET DE 6000 BLESSÉS
La 1^{re} année la plus sanglante
de la fin de la guerre en 1976

LIBRARY
ACC. NO. 33531
CLASS. 2 MAR 1982
DATE

AMÉRIQUES

AFRIQUE

États-Unis

WASHINGTON VA ACCROÎTRE SA PRÉSENCE NAVALE DANS LES CARAÏBES

Norfolk (A.F.P.). — Les États-Unis vont accroître au cours des prochains mois leur présence navale dans les Caraïbes pour démontrer l'intérêt qu'ils portent à cette région, a indiqué, lundi 4 janvier, le vice-amiral James Lyons, commandant la 1^{re} flotte de l'Atlantique, basée à Norfolk (Virginie). Selon le vice-amiral Lyons, deux porte-avions américains seront à nouveau envoyés dans les Caraïbes au mois d'avril. D'importantes manœuvres navales, auxquelles participeront les porte-avions *Enterprise* et *Knox*, viendront de se terminer dans cette région.

Le commandant de la 1^{re} flotte (qui compte soixante-cinq navires de guerre) n'exclut pas que la Pentagone se décide à créer une force navale permanente dans les Caraïbes, semblable à celle dont les États-Unis disposent dans cette région au début de la dernière décennie. Décidé à contraindre la « subversion communiste » en Amérique centrale, le Pentagone a accru la mise de surveillance de Cuba à Key-West (Floride) en y installant le haut commandement militaire pour la région des Caraïbes.

Guatemala

LA GUÉRILLA A FAIT VINGT-CINQ MORTS DEPUIS LE 1^{er} JANVIER

Guatemala (A.F.P.). — Les premiers jours de 1982 ont été marqués par une augmentation inhabituelle des activités de la guérilla dans le pays, où il y a eu au moins vingt-cinq morts, de nombreux blessés et d'importantes pertes matérielles, ont indiqué lundi 4 janvier les autorités guatémaltèques. Selon celles-ci, la guérilla a lancé deux opérations pendant le week-end. Dimanche, l'armée a annoncé que huit guérilleros avaient été tués à Saachum dans le département de Huehuetenango (Nord-Ouest).

Le même jour à Palín, à 35 kilomètres au sud de Guatemala, des membres de l'Armée de guérilla des peuples ont tué quatre agents de police avant d'organiser dans le village un meeting antigouvernemental. Quelques heures plus tard, sur la route reliant Palín à Guatemala, les forces de l'ordre ont intercepté des guérilleros qui essayaient de bloquer le trafic et une personne a été tuée, selon des sources officielles.

Samedi, selon des informations officielles, des affrontements ont fait deux morts du côté des forces de l'ordre à Rabinal, dans le département de Baja Verapaz (Nord), et six du côté des guérilleros à Malacatan, dans le département de San Marcos (Ouest).

M. Richard Allen est remplacé par M. William Clark à la tête du Conseil national de sécurité

Washington. — Les rumeurs insistantes qui couraient à Washington depuis plusieurs jours (« le Monde » daté 3-4 janvier) se sont confirmées, lundi soir 4 janvier : M. Richard Allen a démissionné de son poste de directeur du Conseil national de sécurité pour être remplacé

par le vice-secrétaire d'État (1), M. William Clark. Ainsi se conclut une curieuse affaire qui a pris, tour à tour, l'aspect d'un fait divers, d'un petit scandale, d'un règlement de comptes et d'une réforme des structures dirigeantes de la politique étrangère américaine.

De notre correspondant

tion que le président Reagan avait, dès le départ, imposé un « profil bas » à M. Allen. Mais le résultat a été un conflit entre le secrétaire d'État lui-même et la troupe de la Maison Blanche, double d'un conflit entre le département d'État et le Pentagone, qui n'était plus coordonné par le conseiller présidentiel pour les affaires de sécurité. Il fallait rectifier le tir. Les ennemis de M. Allen ont servi de prétexte.

La nomination de M. William Clark marque, en effet, une réorganisation du Conseil national de sécurité. Le nouveau titulaire ne dépendra plus de la troupe : il aura directement accès au bureau ovale, au moins une fois par jour. C'est dire que la Maison Blanche ne compte plus trois sous-secrétaires mais quatre, et que le premier d'entre eux, M. Messer, perdra de son pouvoir, même s'il est chargé de coordonner la politique étrangère de la politique intérieure.

L'ascension d'un profane

Le nouveau conseiller pour la sécurité nationale est, à la fois, l'ami personnel du président et le plus proche collaborateur du général Haig. Ce juriste de cinquante ans, aux idées conservatrices, fut le premier chef de l'état-major de M. Reagan en Californie.

Le parcours washingtonien de M. Clark a été impressionnant. En février dernier, tout le monde considérait qu'il était le nouveau conseiller présidentiel à sans doute beaucoup appris en un an, mais pas au point d'être devenu un nouveau Metternich. Or, le président qui l'a nommé conseiller pour la sécurité nationale ne comptait pas le laisser à l'écart. M. Clark se contentera-t-il de faire le lien entre le département d'État, le Pentagone et la C.I.A. ?

Le général Haig devra, en tout cas, se trouver un nouveau vice-secrétaire d'État. Son choix, dit-on, pourrait se porter sur l'une des trois personnes suivantes : M. Lawrence Eagleburger, secrétaire d'État adjoint pour les affaires européennes, M. James Buckley, sous-secrétaire d'État adjoint pour les affaires de sécurité, et Mme Jeanne Kirkpatrick, ambassadeur aux Nations unies, seule femme ayant rang de ministre dans l'administration Reagan.

ROBERT SOLÉ

A TRAVERS LE MONDE

Guinée-Bissau

● L'ANCIEN PRÉSIDENT LUIS CABRAL se trouve depuis le 1^{er} janvier à Cuba, a-t-on confirmé lundi 4 janvier de source diplomatique à La Havane (le Monde du 31 décembre). Cependant, les autorités cubaines continuent à observer le ministre le plus total sur la présence dans l'île de l'ancien chef de l'État, emprisonné dans son pays après avoir été destitué le 14 novembre 1980. Ce dernier ne peut s'expliquer par les relations cordiales qu'entretenait La Havane et Bissau depuis la chute de M. Cabral. — (A.F.P.)

Iran

● NOUVELLES ÉXÉCUTIONS. — Treize membres de l'organisation des Moudjahidin ont été exécutés ces jours derniers dans quatre villes d'Iran, pour s'être opposés au régime islamique iranien, rapporte le quotidien *Ettelaat*. Le secrétaire de M. Massoud Radjavi, chef des Moudjahidin, en exil à Paris, a annoncé début janvier que, bien que l'Iran ait officiellement annoncé 4 000 exécutions depuis juin 1981, le chiffre réel est deux fois plus important. D'autre part, une bombe, qui a explosé le dimanche 3 janvier dans un quartier résidentiel de Téhéran, a tué trois gardiens de la révolution. L'agence de presse iranienne a attribué l'attentat aux Moudjahidin. — (Reuter, A.F.P.)

Mauritanie

● CREDIT FRANÇAIS. — M. Dieng Boulou, ministre mauritanien de l'économie et des finances, a signé lundi 4 janvier avec l'ambassadeur de France à Nouakchott cinq conventions de financement d'un montant total de 180 000 francs français (8 millions C.F.A.), concernant divers projets de développement économique et social, notamment l'étude du projet de mise en valeur du lac R'Kiz, près de la vallée du Fleuve Sénégal. — (A.F.P.)

République Sud-Africaine

● TREIZE-NEUF MERCENAIRES qui ont démissionné avant d'être envoyés au Sud après avoir vainement tenté de renverser le régime des Seychelles, le 25 novembre dernier, ont été placés sous mandat d'arrêt et devaient comparaître, mardi 5 janvier, devant un tribunal, a annoncé le procureur de la province de Natal. Ces mercenaires avaient été remis en liberté le 1^{er} décembre sans qu'aucune charge soit retenue contre eux, tandis que cinq autres — considérés comme les principaux responsables du putsch manqué — étaient inculpés mais remis également en liberté provisoire. — (A.P.)

Ghana

Plus de 80 personnalités politiques dont l'ancien président, ont été arrêtées

A Accra, où l'on confirme l'arrestation, lundi matin 4 janvier, de M. Hilla Limann, ancien président de la République du Ghana (notre dernière édition du Monde du 5 janvier), on indique que quatre-vingt-trois membres du parti national du peuple, ancien parti gouvernemental, ont été arrêtés depuis le coup d'État militaire du 31 décembre dernier.

Radio-Accra a annoncé lundi que les comptes en banque des personnalités de l'ancien régime avaient été bloqués, précisant que cette mesure concernait environ un millier de personnes et touchait l'ancien président Limann lui-même, les membres de son gouvernement, les députés, les responsables des partis politiques ainsi que les représentants des organismes d'État. La radio a ajouté que ces mesures étaient applicables aux comptes des épouses de ces personnalités.

Le conseil provisoire de défense nationale, dirigé par le capitaine d'aviation Jerry Rawlings, qui a repris le pouvoir aux civils deux

ans et demi après le leur avoir remis, avait ordonné aux banques de rester fermées lundi matin afin de permettre, d'après Radio-Accra, « de régler une affaire importante d'intérêt national ». Tandis que la situation restait calme dans la capitale ghanéenne, lundi, des manifestants dont certains avaient été acheminés par une vingtaine d'autobus des sociétés d'État se sont rassemblés dans les artères de la ville, proclamant leur soutien au nouveau régime militaire. Ils se sont rassemblés dans le centre de la ville en brandissant des banderoles à la gloire de « Jerry le sauveur » et stigmatisant le « balabala », terme employé au Ghana pour désigner la corruption que le nouveau « homme fort » a, une fois de plus, promis d'éliminer.

L'armée patrouillait toujours en force ces jours-ci dans les rues d'Accra, mais la grande majorité des magasins et des administrations avaient rouvert leurs portes et les bars avaient réouvert leurs portes. Les forces de l'ordre avaient été supprimées. — (A.F.P., Reuter.)

Soudan

Le président Nemeiry doit faire face à une montée de l'opposition à Khartoum et dans le Sud

Des manifestations d'étudiants et de lycéens se déroulent depuis le dimanche 3 janvier dans la capitale soudanaise, en signe de protestation contre la récente hausse de 62 % du prix du sucre. Selon un communiqué publié par le ministère de l'Éducation et le gouverneur de la province de Khartoum, des heurts se sont produits dimanche et lundi dans la capitale. De jeunes manifestants ont lancé des pierres sur les passants, les stations d'essence, les voitures, endommageant plusieurs véhicules. Dans la partie sud de Khartoum, plus de cent boutiques en bois ont également été incendiées, selon le communiqué, selon lequel la police a fait usage de gaz lacrymogènes pour disperser les manifestants.

A la suite de ces incidents, tous les établissements scolaires de Khartoum ont été fermés « pour une période indéfinie ». Toutefois, les arrestations qui auraient été opérées parmi les jeunes manifestants n'ont pas été confirmées. Le mécontentement à la suite de l'augmentation du prix du sucre, de la consommation courante au Soudan, pays producteur, serait d'autant plus grand parmi l'ensemble de la population que cette hausse aurait été consignée au gouvernement soudanais par le Fonds monétaire international.

An moment où la protestation étudiante montre cette mesure secoue la capitale, le correspondant au Soudan du *Financial Times* rapporte, le mardi 5 janvier, que « trente et une importantes personnalités politiques soudanaises » ont été arrêtées à Juba, la capitale du Sud non musulman, sous l'accusation d'avoir formé un « parti politique illégal » et tenté de se procurer des fonds en Libye. Parmi les

31 personnes arrêtées, figurent 17 anciens ministres et 2 anciens présidents de l'Assemblée populaire du Sud récemment dissoute par le pouvoir central. Cette décision, ainsi que certains projets administratifs préparés à Khartoum pour la région du Sud, y aurait suscité l'opposition d'une partie de la population qui considère le gouvernement de vouloir réduire la marge d'autonomie accordée au Sud en 1972 par le maréchal Nemeiry lui-même, pour mettre fin à la guerre civile qui ravageait depuis plusieurs années la partie méridionale du Soudan.

Maroc

PLUSIEURS DIRIGEANTS DE L'UNION DES ÉTUDIANTS TRADUITS EN JUSTICE

Rabat (A.F.P.). — Des peines de trois ans de prison ont été rendues lundi 4 janvier par le ministère public du tribunal de première instance de Rabat devant lequel comparait un groupe de vingt et un étudiants accusés de « troubles à l'ordre public », « manifestations illégales », et pour certains, d'« actions au sein des organisations *Al Amam* et *33 mars* », deux mouvements marxistes - léninistes, interdits mais formant l'« aile gauche » de l'Union nationale des étudiants du Maroc (UNEM).

Parmi les accusés figurent trois jeunes filles et trois des cinq membres du comité exécutif de l'UNEM ainsi que des responsables des corporations de différents facultés de Rabat, arrêtés pour la plupart début décembre lorsque les étudiants avaient manifesté contre l'installation dans les universités de vigiles destinées, selon les autorités, à « assurer l'ordre et le bon déroulement des études ».

La sentence pourrait n'être connue que dans une ou deux semaines. Selon les étudiants, des procès du même genre se sont tenus au cours des dernières semaines à Oujda, où cinq étudiants ont été condamnés à des peines de six à huit mois de prison, à Fes (six peines de deux mois et une de quatre mois), et à Casablanca (huit peines de trois à six mois).



DECISION INFORMATIQUE

POUR CHOISIR & UTILISER UN MICRO-ORDINATEUR

AU SOMMAIRE DU N° 1

Ces rôles de machines accessibles aux responsables profanes

33 modèles à moins de 25 000 F!

Des programmes « tout faits » pour 11 usages différents

Les « grands » attaquent : après IBM, Matri et Thomson-Brandt...

A l'essai : les champions Visicalc (manipulation de tableaux) et Katexte (traitement de texte)

Des applications pratiques, les produits (matériels & programmes), etc.

10 FF CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Abonnement : 195 FF (23 numéros par an)

41 rue de la Grange-aux-Belles 75483 Paris Cedex 10

Jeudi 7 janvier
Le grand jour des soldes.

Frank & Fils
Le grand magasin du seizième.

Frank & Fils, 80, rue de Passy, Paris 16^e. Parking avenue Paul Doumer, face au magasin. Métro Mouton.

Le Monde

régions

PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR

Se prendre en main

AUX ENVIRONS D'HYÈRES

Trois hameaux luttent ensemble contre le feu

Ce n'est même pas une commune. Trois hameaux à l'écart, étirés entre des collines de carte postale provençale, ont pris leur destin en main depuis belle lurette, sans attendre que leur tombe de haut, de droite ou de gauche, un discours édifiant sur décentralisation et vie associative. Dès 1932, les trois Borels — dont la trinité constitue une section de la jointaine mairie d'Hyères — avaient leur société de chasse, aujourd'hui nommée Syndicat des propriétaires forestiers et agricoles.

Banal ? Pas tellement quand on sait les problèmes que font surgir

entre territoires voisins les battues au sanglier. Puis, bientôt, de chasse en repeuplement, on passa vite à la défense de la forêt fragile. En 1964, l'incendie ravageant la colline, les chasseurs forestiers ajoutèrent à leurs deux casquettes le casque de pompier préventif.

Désormais, ces inventeurs de la convivialité — depuis des siècles — se retrouvent tous les dimanches : pendant cinq mois pour la chasse, pendant sept mois pour ouvrir ensemble — sans oublier le casse-croûte en commun — des pare-feu et des chemins qui complètent les pistes tracées par l'Office national des forêts à l'intention des pompiers. Bilan en quelques années : 50 kilomètres de chemins de 2 mètres, 2 hectares de pare-feu de 40 mètres, face au mistral, 10 hectares d'embellures semées de céréales sèches, qui du même coup abritent lapins et perdreaux rescapés.

Méthode et matériel ? L'huile de coude et, pour les grosses tâches, un broyeur fourni par un sociétaire syndiqué. Financement ? Le bénévolat et les cotisations de ces chasseurs aussi soucieux qu'organisés. Pas de subventions. De plus, par temps de sécheresse et de mistral, des équipes se relaient sur les pistes, de jour et de nuit.

A porte ouverte

Sans crier au miracle il se trouve que depuis 1964 on n'a plus vu d'incendie dans la vallée. Quand tant de théoriciens colloquant les trois Borels auraient-ils prouvé en vivant que l'incendie achève seulement de tuer les pays sans hommes et sans vie ? Bonne prévention veut mieux que grande armée du feu, trop souvent vaincue — malgré les promesses de ses fantasmes, de ses motoristes et de ses aviateurs — par l'irrésistible coalition de la sécheresse et du mistral. Le meilleur des incendies est celui qu'on ne laisse pas prendre.

Deuxième volet : à 8 kilomètres du centre d'Hyères, si près de la mer, les trois hameaux ont évidemment subi l'assaut de la lamnante pression immobilière.

Face à un plan d'occupation des sols qui promettait mitage, lotissement, conquête du territoire, un « comité d'intérêt local » s'est créé. Réunions, information — « Qu'est-ce qu'une zone N.A., N.B., N.Q. ? » — puis pétitions ont abouti à la révision du P.O.S. Bataille gagnée. Mais rien ne sert de défendre le territoire si une vie économique étiolée en chasse les habitants. Vivre au pays est un leurre si l'on ne peut pas en vivre. Que faire ?

Ici on produit surtout du bon vin (A.O.C.) et des pêches de vigne (sans arrosage, un concentré de suc). Premier épisode : le CIL lance la promotion au bord de la route en faisant goûter une pêche, en faisant goûter le vin. Premier résultat : les citadins voisins viennent acheter directement au producteur. Outre que se comble le fameux fossé d'incompréhension, les uns et les autres y trouvent leur intérêt. Aujourd'hui, même les touristes sont « initiés » grâce à un dépliant (voir syndicat d'initiative d'Hyères) qui détaille un itinéraire de producteur en producteur : ici pêches, ici A.O.C. et là un beau pressoir à vis, lequel exige toujours, pour serrer la vis, le coup de main des voisins, la solidarité.

Ainsi, pour se défendre contre les grandes invasions, ce pays n'a pas barré ses routes. (Au contraire, le CIL a demandé et obtenu l'élargissement du pont.) Ayant bien assuré sa vie, il s'ouvre et accueille mieux. Le point fort est la grande fête de juillet : bals, concours, repas en plein air, produits du pays, folklore vrai, le contraire du cirque de la côte. Et voilà que des jeunes, au lieu de désert, vont suivre des stages au lycée agricole voisin pour re-

prendre les terres des parents, ou d'autres, rentables, vivables. C.Q.F.D. ? Oui. Mais pas au tableau noir : dans la vie. Pour ces jeunes, pour le troisième âge, pour tout le monde, l'animation est de toute l'année à la nouvelle maison commune — où l'on voit d'ailleurs des couples citadins venir se marier, plus gaiement qu'à la chaîne du samedi des grandes villes.

Patriotisme local

Pas d'ombre à ce tableau ? On connaît pourtant le risque encouru par les terres agricoles trop ouvertes à certains citadins piteux, voire un tantinet rapineux (« Prendre dans un champ ce n'est pas comme voler dans un magasin ! »). Les Borels y ont pensé, sans hargne. Avec l'aide de la mairie d'Hyères, 20 hectares ont été aménagés pour les jeux et les loisirs. Là encore, citadins et ruraux trouvent leur intérêt et se rencontrent. (Contre d'éventuels déprédations « professionnels » un garde du syndicat double le garde communal.)

Enfin, l'Arcadie au présent — à propos, une miellerie vient de s'ouvrir — ne cache pas l'avenir. Aujourd'hui vignes et pêches de vigne s'accroissent merveilleusement du soleil et du sec. Mais demain ? Les aléas de l'Europe verte, les variations des « grands » stratégies agricoles ? En fonction d'éventuelles cultures d'un autre type, les Borels sont donc en train de penser à se relier au canal de Provence. Après concertation. Comme toujours. Pour tout.

Est-elle à vendre, la recette du bonheur des Borels ? On y parle volontiers d'un « vieux » patriotisme local, qui se prononce aussi « amour du pays ». Reste un « détail » : sur les quelques cent quatre-vingts habitants des trois hameaux, le CIL compte cent-dix adhérents, auxquels s'ajoutent, parfois en double appartenance, les trente-deux membres du premier syndicat, né des parties de chasse. Si ce n'est pas ça, prendre son destin en main... Et qu'on ne vienne pas parler aux Borels d'unanimité soit ! Pour les élections municipales, cantonales ou nationales, ces citoyens fermement associés manifestent sans ambiguïté la pluralité de leurs opinions — ô combien diverses !

JEAN RAMBAUD.

L'INIMITABLE SAVEUR DE LA LAVANDE

Goûteurs de miel

Chevaliers du taste-miel, ils étaient une douzaine et demi autour de la table en fer à cheval Silence. Défense de parler. Défense, plus encore, de fumer. En les locaux du C.F.P.A. de Hyères (1), il s'agissait de distribuer le Soleil à douze branches — labeur de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur — des miels de lavande et de lavandin élaborés par les abeilles d'entre mer et montagne. Déjà le laboratoire apicole de Nice — le seul en France, avec Paris — avait éliminé au préalable... cinquante pour cent des échantillons candidats. Motif majeur de tant d'exclusions ? Non pas de coupables additions d'éléments artificiels mais simplement « trop de saccharose ». Trop sucré ! On ne plaisante pas avec le vrai miel de vraie lavande !

Que la chimie se soit prononcée, de même que le Service des fraudes — « présent ! », ne suffisait encore pas aux délégués des syndicats d'apiculteurs venus des six départements : Alpes-Maritimes, Alpes de Haute-Provence, Hautes-Alpes, Bouches-du-Rhône, Var, Vaucluse. Assistés par la chambre d'agriculture, initiés aux méthodes de l'I.N.R.A. rappelés en préambule par deux ingénieurs spécialistes (2), ils ont d'abord mis le nez dans des verres, « ballons et à tige », pour capter les « arômes volatils ». Vulgairement appelée « dégustation », la séance d'analyse sensorielle commençait.

Là où les plus fines mesures doivent rendre les armes, quatre sens — vue, odorat, goût, toucher — sont mobilisés sous des échelles et des tableaux de valeur. On rague la subjectivité comme un irublion. Pas de label ensablé pour une cristallisation à grain grossier, pour trop de fluidité, ni pour un arrière-goût de fumée, ou de caramel, ni même pour un parfum (naturel) insuffisant ou une couleur

trop intense pour être due à la seule lavande. Car toute autre fleur est exclue. S'agit-il de condamner les autres essences, comme de « race » inférieure ? Nullement. Et même pas de proclamer que le miel de lavande est « le meilleur de tous ». Il faut simplement garantir, pour le consommateur et le producteur, un produit spécifique, relativement rare. (Ses caractéristiques : « blanc à doré, saveur et parfum très agréables » ; ses propriétés : « antiseptique pulmonaire, antispasmodique, antirhumatismal »). Pour le reste c'est une affaire de palais, individuelle. Libre à chacun de préférer bruyère (« foncé, un peu amer »), châtaigner (« foncé, épais un peu dense ») ou au contraire lilas (« jaune clair, transparent ») et trèfle « incolore », tous deux de « saveur et parfum agréables ». Allez départager des amateurs de bourgogne ou de bordeaux, de côtes-du-rhône ou d'alsace !

Bon. Ça, c'est pour l'« obéissance ». Mais, entre nous, si vous parlez les yeux dans les yeux avec un apiculteur de Provence, vous saurez vite qui est le « plus fin, le plus élégant, le plus noble ». Car sur table ! Outre les garanties qu'il offre il faut bien avouer que le Soleil à douze branches du miel de lavande est aussi un clin d'œil qu'on se fait entre initiés.

Hélas ! On apprend que pour apporter une « solution » aux problèmes des lavandiculteurs, menacés par les parfums synthétiques, il serait question de réduire les surfaces cultivées... Alors ? Où va-t-on les envoyer « paître » nos abeilles, qui, elles aussi, ont élu la lavande et le lavandin ? — J. R.

(1) Centre de formation professionnelle et de promotion agricole, chemin du Moulin-Premier, 83400 Hyères.
(2) Méthodes analogues à celles de l'analyse sensorielle du vin (« le Monde » du 17 janvier 1981).

Halte au Vol

serre à 8 points à pompe LAPERCHE (fabrication française) depuis 1788

GARANTI 5 ANS

+ 1 blindage acier 15/10° + 4 goujons d'acier anti-dégondage

2.350 F TTC (Pose et dépt. compris PARIS-BANLIEUE)

autres marques : BRICARD - PICARD IZIS - FICHT - MUEL DEVIS GRATUIT

Société PARIS PROTECTION (1 seule adresse) 55, av. de la Motte Picquet 75015 PARIS

566.65.20

CREDIT GRATUIT en 4 versements

AGENCES DE PUB

Copies couleurs
Qualité photographique
professionnelle.
FORMAT 21x29,7 ou 29,7x42
DELAI 24 H - URGENCES : 8 MINUTES
ETRAVE 38 AV. DAUMESNIL
PARIS-12° ☎ 347.21.32

l'anglais à OXFORD

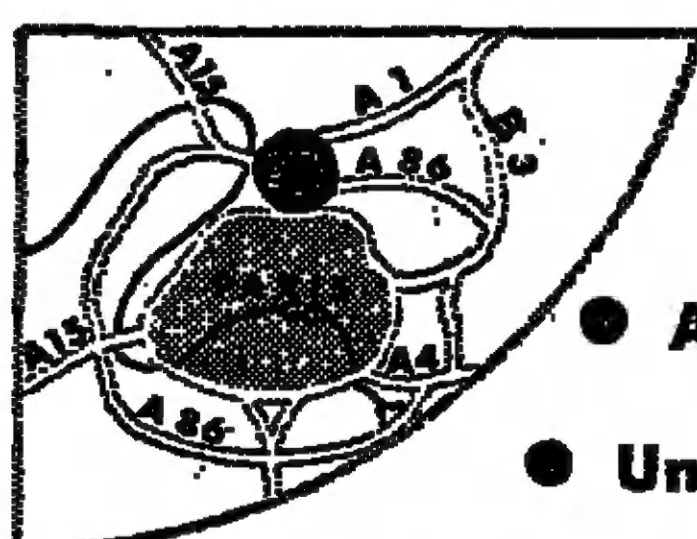
Un séjour vraiment profitable pour cadres et hommes d'affaires. Stages individualisés de haute qualité dans le cadre de la formation continue (tous niveaux - toute l'année). 30 h ind/sem. et logement au choix.

OISE Oxford Intensive School of English
21, rue Th. Renaudot 75015 PARIS - Tél. 533.13.02

nous présentons
à nos fidèles clients
lecteurs du Monde
nos meilleurs vœux pour 1982

AUX TROIS QUARTIERS

17, Boulevard de la Madeleine, Paris.



SAINT-DENIS

● A 10 minutes du Cœur de PARIS

● Une Zone d'Activités de 500 ha

● De multiples possibilités d'implantation (terrains nus, locaux neufs ou anciens)

Pour tout renseignement :

L'ANTENNE MUNICIPALE DE PROMOTION DE LA ZONE INDUSTRIELLE DE SAINT-DENIS

Tél. 820-63-83 - Poste 314

BLANC 82



MADEIROS

Place de la Madeleine, Paris

Pour ceux qui savent choisir

CHEMISE
67% polyester
33% coton
110F

CHEMISE
fil à fil
ou milleraines 100% coton
122F

CHEMISE
col anglais
100% coton
130F

PYJAMA
popeline
100% coton
135F

KIMONO
éponge
coton
215F

Spécialité
de mouchoirs en fil
de lin chiffrés
ou non chiffrés.

MOUCHOIR
coton couleur,
les six
48F

MOUCHOIR
coton blanc, initiale
brodée, les six
72F

Le Monde

politique

LES CÉRÉMONIES DE VŒUX A L'ÉLYSÉE

Le président de la République insiste sur l'« impérieuse nécessité du respect des droits de l'homme et du droit des peuples »

Les cérémonies de présentation des vœux au président de la République (qui ont débuté lundi matin avec la réception du gouvernement et qui s'achèveront ce mardi après-midi avec celle de la presse) ont été placées sous le signe de l'innovation. D'une part, parce qu'elles permettaient aux représentants des « forces vives » du pays, comme aux présidents de conseil régional et de conseil général, d'être reçus à l'Élysée; d'autre part, parce que, voulant éviter de « parler pour ne rien dire », selon sa propre expression, le chef de l'État a saisi ces multiples occasions pour prononcer, à l'adresse de chacun, des paroles fortes.

L'effet polonais — a marqué celles-ci dans les domaines extérieur et intérieur. A l'intention du corps diplomatique, le président de la République s'en est donné à son habitude, son sens de la mesure, « renforcer les fondements de la paix, favoriser le développement ». Il a souligné qu'elle est d'autant plus attachée à un « réel équilibre des forces entre les blocs » qu'elle juge la situation particulièrement menaçante.

Puis, se détachant de ses notes, M. Mitterrand a parlé pendant près d'une demi-heure de l'« impérieuse nécessité du respect des droits de l'homme et du droit des peuples » et souhaité « bonne année aux peuples qui ont besoin de liberté ».

En direction des forces politiques françaises, le chef de l'État a formulé une demande destinée à la fois à faire pièce à l'offensive de l'opposition contre la présence de ministres communistes au gouvernement et à inciter ces mêmes ministres à tenir compte bien plus des positions gouvernementales que de celles qu'exprime, sur la Pologne, le secrétaire général du P.C.F. M. Mitterrand a donc demandé aux gouvernants de « veiller à l'union nécessaire des forces politiques qu'ils représentent ».

Dans l'ordre intérieur, le président de la République a également réaffirmé qu'il entend que la majorité « respecte les droits » de la minorité. Il est un secteur où, à cet effet, ce-ci est respecté, et où M. Mitterrand donne lui-même l'exemple, Paris.

La présentation, par le maire, des vœux du Conseil de la capitale a permis de constater que l'époque des conflits entre la Ville et l'État est bien révolue. Autant M. Chirac et Giscard d'Estaing avaient éprouvé des difficultés pour s'entendre sur le sort de Paris, autant les leaders socialistes et gaullistes paraissent décidés à ouvrir de concert « pour le bien des Parisiens ». N'est-ce pas là, pour le président de la République, l'occasion de valoriser une opposition de son choix?

D'autres indications étaient contenues dans les divers messages de vœux présidentiels. Ainsi, s'agissant de l'administration, l'échange entre le vice-président du Conseil d'État et le président de la République a permis de mesurer le décalage — pour le moins — qui existe entre, d'une part, des hauts fonctionnaires formés et attachés à l'idée que l'État (et donc l'administration) est seul qualifié pour défendre l'équilibre d'une société contre « les oligarchies et les féodalités locales », et d'autre part, un pouvoir politique qui entend obtenir de cette administration qu'elle ne freine pas — une décentralisation qui lui ôtera certaines compétences.

A charge pour ce même pouvoir politique de donner des directives « claires » et d'assumer ses responsabilités: de toute évidence, M. Mitterrand reproche à certains de ses ministres de « trop déléguer » ses responsabilités « à des bureaux », en d'autres termes, de ne pas bien tenir leurs administrations.

Enfin, les milieux militaires seront sans doute sensibles à l'insistance du chef de l'État, chef des armées — qu'il veut « républicaines » — sur son rôle particulier dans le maintien de la crédibilité de la dissuasion nucléaire nationale; de même apprécieront-ils son rappel de la nécessité d'un service national, dont la durée ne semble plus en question.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

Provence-Alpes-Côte-d'Azur

Le casino Ruhl de Nice n'a plus d'autorisation d'exploitation Trois cents employés au chômage

En proie à de graves difficultés financières, le casino Ruhl, de Nice, n'a pas été autorisé à continuer ses activités au terme de l'ultime délai qui lui avait été accordé, jusqu'en janvier, par le ministre de l'Intérieur. La fermeture de l'établissement entraîne la mise au chômage de trois cent huit salariés. Elle intervient après que le ministre eut refusé au casino d'Englès-les-Bains (Val-d'Oise) de continuer à exploiter la roulette et le black-jack, et, paradoxalement, au moment où les quatre-vingt établissements de jeux installés en France annoncent des résultats exceptionnels pour l'année 1981 (le Monde du 1^{er} janvier).

De notre correspondant régional

Nice. — La mesure dont le casino Ruhl vient de faire l'objet ne constitue pas une surprise. Depuis le 2 novembre 1981, une menace précise de fermeture était, suspendue sur l'établissement, à la suite d'un communiqué publié par le ministre de l'Intérieur, selon lequel « la très mauvaise situation de la société d'exploitation rendait impossible le maintien de l'autorisation des jeux dont elle était bénéficiaire ».

Le ministre de l'Intérieur précisait alors que les pertes exorbitantes des trois derniers mois de l'année, que le jeu était plus payé, que des sommes considérables étaient dues au fisc, et que, enfin, le principal actionnaire, pour avoir commis de graves infractions, était en fuite depuis sans cesse. Un délai de grâce d'un mois avait été accordé aux dirigeants de la société « pour qu'ils puissent rechercher des solutions leur permettant de faire fonctionner l'établissement dans des conditions normales ». Le ministre de l'Intérieur avait toutefois consenti à un nouveau sursis le 1^{er} décembre afin d'éviter la fermeture du casino à la veille des fêtes de fin d'année.

Un redressement de la situation financière du Ruhl n'apparaît pas en fait réalisable depuis les poursuites qui avaient été engagées contre le P.-D.G. de l'établissement, Jean-Dominique Pratoni, par le Trésor et l'administration des douanes en décembre 1979 et février 1980. Le fisc réclamait à la Société d'exploitation du casino de Ruhl une somme de 90 millions de francs, constituée pour moitié par des pénalités. En juillet 1980, le directeur des services des douanes, M. B. avait, de son côté, fait procéder à l'insaisissement d'un privilège du Trésor pour un montant de 236 millions de francs, correspondant une partie du règlement sur les relations financières avec l'étranger.

Le 21 janvier 1981, enfin, le tribunal de commerce de Nice avait condamné la SOCIÉTÉ à verser à une banque, la Corner Bank, l'équivalent en dollars de 6,3 millions de francs, en exécution d'un prêt consenti par celle-ci au Ruhl en 1974, à ces sommes considérées « en plus » encore une dette de 30 millions de francs à l'égard d'une banque néerlandaise, et un impayé de

2 millions de francs correspondant au loyer du casino pour 1980. En dépit de cette situation catastrophique, la SOCIÉTÉ avait décidé le 31 octobre de poursuivre l'exploitation de l'établissement, après que les actionnaires eurent voté un apport de capitaux de 10 millions de francs destinés à compenser les pertes des exercices précédents. Les dirigeants de la société étaient toutefois engagés à s'efforcer au plus tard le 31 mars 1982 de rendre la société, la SOCIÉTÉ (Société européenne d'exploitation commerciale et industrielle), devenue locataire en titre du casino à compter du 1^{er} novembre.

Créée sur l'initiative d'un conseiller municipal (sans étiquette) d'Antibes, le docteur Henri Pratoni, la SOCIÉTÉ sollicitait elle-même le 4 novembre l'autorisation d'exploitation des jeux, à laquelle le conseil municipal de Nice donnait le 10 décembre un avis favorable. Cette solution n'a pas, semble-t-il, retenu l'attention du ministre de l'Intérieur.

On considère, en effet, place Beauvau, que tous les éclaircissements souhaitables n'ont pas été donnés par les dirigeants de cette société sur l'origine des fonds dont elle disposerait, et qu'en tout état de cause son capital de 1,5 million de francs détenu à 44 % par deux ressortissants italiens, M. Mario Pollicani-Colonnetti, P.-D.G. de la SOCIÉTÉ, et Giorgio Sacco, un industriel milanais, est insuffisant. Le ministre de l'Intérieur n'aurait pas d'autre part, accordé la certitude que la SOCIÉTÉ soit totalement indépendante de la SOCIÉTÉ et de M. Jean-Dominique Pratoni, dont il n'est de surcroît pas certain qu'il ait décliné les quatre priorités qu'il a, selon lui, devant inspirer l'action des pouvoirs publics: à savoir, l'emploi, l'extension, le renforcement de la Communauté économique européenne et celui du rôle de la France pour que celle-ci dise le droit au niveau international.

M. Mitterrand a répondu, tout à leur honneur, les présidents. S'adressant à M. Pollicani-Colonnetti, il a estimé que dans le cadre des options de chacun, les parlementaires sont « au service de la patrie ». Le chef de l'État a souhaité une meilleure harmonisation des travaux des deux Assemblées afin de permettre au gouvernement de consacrer plus de temps aux travaux du Sénat.

Enfin, il a souligné que dans l'avenir les députés reviendraient à un rythme de travail plus normal. M. Mitterrand a ensuite insisté sur l'idée que, au-delà des différences d'options politiques, la majorité doit respecter et respecter les droits de la minorité. Le chef de l'État a ensuite reçu les vœux du Conseil de Paris. A cette occasion, M. Jacques Chirac lui a exprimé sa satisfaction de voir que l'unité de la capitale a été sauvegardée par les textes sur la décentralisation et qu'un

statut de droit commun est maintenant pour celle-ci. Le maire de Paris a mis l'accent sur la nécessité de préserver la diversité économique et sociale de la capitale. Dans sa réponse, M. Mitterrand a assuré le maire de Paris qu'il ne méconnaît pas ses propres obligations à l'égard de la ville et qu'il a lui-même veillé à ce que le droit commun soit préservé. Il a souhaité que Paris conserve son équilibre sociologique, œuvre de dialogue, dans le sens d'un meilleur équilibre des échanges. Puis il a fait état de la volonté de la France d'entretenir avec tous ses partenaires de la C.E.E. des « rapports » plus confiants et plus continus.

Abandonnant ensuite ses notes, le chef de l'État a mis l'accent sur « l'impérieuse nécessité du respect du droit de l'homme et du droit des peuples ». Il a ajouté: « Comment un peuple peut-il être libre si son droit à la vie n'est pas respecté? Ce qui peut déshonorer un peuple, c'est d'abord la paix, une espérance de vivre mieux, de compter sur des lendemains qui valent mieux. Il faut aussi souhaiter que chacun dispose davantage de lui-même et que l'on puisse avancer ensemble dans la conquête de la démocratie et du développement ».

Le chef de l'État a alors souhaité « bonne année » aux peuples qui souffrent, qui ont besoin de liberté à l'intérieur et à l'extérieur, aux peuples qui participent aux États les plus puissants dans la responsabilité est dévolue. M. Mitterrand a appelé les grandes puissances à « faire passer l'intérêt de l'espèce humaine avant l'assouvissement de telle ou telle forme de suprématie ». Puis il a fait l'éloge des libertés traditionnelles, celles de s'exprimer, d'aller et de venir, de se réunir, en invoquant la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Il a souhaité à chaque peuple « d'être plus libre qu'en 1981 ».

Le président de la République a conclu: « Je n'ignore rien de la politique de la défense mais je fais confiance à chaque peuple responsable qui participe à la défense de son pays ». Il a souhaité que la communauté internationale sache revenir à ses sources, celles qui lui ont permis de fonder l'ONU et il a demandé à chacun de « parler clairement et franchement chaque fois que nous sentons que le monde bascule parce que tel ou tel veut affirmer sa volonté, de préférence au droit ».

Après que M. Louis Mermeas, président de l'Assemblée nationale, ait souligné la diversité des objectifs intérieurs et extérieurs du gouvernement, M. Gabriel Viatore, président du Conseil économique et social, a défini les quatre priorités qu'il a, selon lui, devant inspirer l'action des pouvoirs publics: à savoir, l'emploi, l'extension, le renforcement de la Communauté économique européenne et celui du rôle de la France pour que celle-ci dise le droit au niveau international.

M. Mitterrand a répondu, tout à leur honneur, les présidents. S'adressant à M. Pollicani-Colonnetti, il a estimé que dans le cadre des options de chacun, les parlementaires sont « au service de la patrie ». Le chef de l'État a souhaité une meilleure harmonisation des travaux des deux Assemblées afin de permettre au gouvernement de consacrer plus de temps aux travaux du Sénat.

Enfin, il a souligné que dans l'avenir les députés reviendraient à un rythme de travail plus normal. M. Mitterrand a ensuite insisté sur l'idée que, au-delà des différences d'options politiques, la majorité doit respecter et respecter les droits de la minorité. Le chef de l'État a ensuite reçu les vœux du Conseil de Paris. A cette occasion, M. Jacques Chirac lui a exprimé sa satisfaction de voir que l'unité de la capitale a été sauvegardée par les textes sur la décentralisation et qu'un

statut de droit commun est maintenant pour celle-ci. Le maire de Paris a mis l'accent sur la nécessité de préserver la diversité économique et sociale de la capitale. Dans sa réponse, M. Mitterrand a assuré le maire de Paris qu'il ne méconnaît pas ses propres obligations à l'égard de la ville et qu'il a lui-même veillé à ce que le droit commun soit préservé. Il a souhaité que Paris conserve son équilibre sociologique, œuvre de dialogue, dans le sens d'un meilleur équilibre des échanges. Puis il a fait état de la volonté de la France d'entretenir avec tous ses partenaires de la C.E.E. des « rapports » plus confiants et plus continus.

Abandonnant ensuite ses notes, le chef de l'État a mis l'accent sur « l'impérieuse nécessité du respect du droit de l'homme et du droit des peuples ». Il a ajouté: « Comment un peuple peut-il être libre si son droit à la vie n'est pas respecté? Ce qui peut déshonorer un peuple, c'est d'abord la paix, une espérance de vivre mieux, de compter sur des lendemains qui valent mieux. Il faut aussi souhaiter que chacun dispose davantage de lui-même et que l'on puisse avancer ensemble dans la conquête de la démocratie et du développement ».

Le chef de l'État a alors souhaité « bonne année » aux peuples qui souffrent, qui ont besoin de liberté à l'intérieur et à l'extérieur, aux peuples qui participent aux États les plus puissants dans la responsabilité est dévolue. M. Mitterrand a appelé les grandes puissances à « faire passer l'intérêt de l'espèce humaine avant l'assouvissement de telle ou telle forme de suprématie ». Puis il a fait l'éloge des libertés traditionnelles, celles de s'exprimer, d'aller et de venir, de se réunir, en invoquant la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Il a souhaité à chaque peuple « d'être plus libre qu'en 1981 ».

Le président de la République a conclu: « Je n'ignore rien de la politique de la défense mais je fais confiance à chaque peuple responsable qui participe à la défense de son pays ». Il a souhaité que la communauté internationale sache revenir à ses sources, celles qui lui ont permis de fonder l'ONU et il a demandé à chacun de « parler clairement et franchement chaque fois que nous sentons que le monde bascule parce que tel ou tel veut affirmer sa volonté, de préférence au droit ».

Après que M. Louis Mermeas, président de l'Assemblée nationale, ait souligné la diversité des objectifs intérieurs et extérieurs du gouvernement, M. Gabriel Viatore, président du Conseil économique et social, a défini les quatre priorités qu'il a, selon lui, devant inspirer l'action des pouvoirs publics: à savoir, l'emploi, l'extension, le renforcement de la Communauté économique européenne et celui du rôle de la France pour que celle-ci dise le droit au niveau international.

M. Mitterrand a répondu, tout à leur honneur, les présidents. S'adressant à M. Pollicani-Colonnetti, il a estimé que dans le cadre des options de chacun, les parlementaires sont « au service de la patrie ». Le chef de l'État a souhaité une meilleure harmonisation des travaux des deux Assemblées afin de permettre au gouvernement de consacrer plus de temps aux travaux du Sénat.

Enfin, il a souligné que dans l'avenir les députés reviendraient à un rythme de travail plus normal. M. Mitterrand a ensuite insisté sur l'idée que, au-delà des différences d'options politiques, la majorité doit respecter et respecter les droits de la minorité. Le chef de l'État a ensuite reçu les vœux du Conseil de Paris. A cette occasion, M. Jacques Chirac lui a exprimé sa satisfaction de voir que l'unité de la capitale a été sauvegardée par les textes sur la décentralisation et qu'un

statut de droit commun est maintenant pour celle-ci. Le maire de Paris a mis l'accent sur la nécessité de préserver la diversité économique et sociale de la capitale. Dans sa réponse, M. Mitterrand a assuré le maire de Paris qu'il ne méconnaît pas ses propres obligations à l'égard de la ville et qu'il a lui-même veillé à ce que le droit commun soit préservé. Il a souhaité que Paris conserve son équilibre sociologique, œuvre de dialogue, dans le sens d'un meilleur équilibre des échanges. Puis il a fait état de la volonté de la France d'entretenir avec tous ses partenaires de la C.E.E. des « rapports » plus confiants et plus continus.

Abandonnant ensuite ses notes, le chef de l'État a mis l'accent sur « l'impérieuse nécessité du respect du droit de l'homme et du droit des peuples ». Il a ajouté: « Comment un peuple peut-il être libre si son droit à la vie n'est pas respecté? Ce qui peut déshonorer un peuple, c'est d'abord la paix, une espérance de vivre mieux, de compter sur des lendemains qui valent mieux. Il faut aussi souhaiter que chacun dispose davantage de lui-même et que l'on puisse avancer ensemble dans la conquête de la démocratie et du développement ».

Le chef de l'État a alors souhaité « bonne année » aux peuples qui souffrent, qui ont besoin de liberté à l'intérieur et à l'extérieur, aux peuples qui participent aux États les plus puissants dans la responsabilité est dévolue. M. Mitterrand a appelé les grandes puissances à « faire passer l'intérêt de l'espèce humaine avant l'assouvissement de telle ou telle forme de suprématie ». Puis il a fait l'éloge des libertés traditionnelles, celles de s'exprimer, d'aller et de venir, de se réunir, en invoquant la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Il a souhaité à chaque peuple « d'être plus libre qu'en 1981 ».

Le président de la République a conclu: « Je n'ignore rien de la politique de la défense mais je fais confiance à chaque peuple responsable qui participe à la défense de son pays ». Il a souhaité que la communauté internationale sache revenir à ses sources, celles qui lui ont permis de fonder l'ONU et il a demandé à chacun de « parler clairement et franchement chaque fois que nous sentons que le monde bascule parce que tel ou tel veut affirmer sa volonté, de préférence au droit ».

Après avoir rappelé que rien, à ses yeux, ne peut mieux garantir la paix qu'un « réel équilibre des forces » entre les blocs, M. Mitterrand a dénoncé comme « un facteur constant de désor-

dré » l'éclatement du fossé entre pays riches et pays pauvres. Il a insisté sur sa volonté « d'établir sur des bases plus équitables » un nouvel ordre économique mondial.

Après avoir de nouveau souhaité que s'engagent et se poursuivent « de saines négociations continues » sur des questions de développement et que soient stabilisées les cours des matières premières, M. Mitterrand a invité ses interlocuteurs à œuvrer dans le sens d'un meilleur équilibre des échanges. Puis il a fait état de la volonté de la France d'entretenir avec tous ses partenaires de la C.E.E. des « rapports » plus confiants et plus continus.

Abandonnant ensuite ses notes, le chef de l'État a mis l'accent sur « l'impérieuse nécessité du respect du droit de l'homme et du droit des peuples ». Il a ajouté: « Comment un peuple peut-il être libre si son droit à la vie n'est pas respecté? Ce qui peut déshonorer un peuple, c'est d'abord la paix, une espérance de vivre mieux, de compter sur des lendemains qui valent mieux. Il faut aussi souhaiter que chacun dispose davantage de lui-même et que l'on puisse avancer ensemble dans la conquête de la démocratie et du développement ».

Le chef de l'État a alors souhaité « bonne année » aux peuples qui souffrent, qui ont besoin de liberté à l'intérieur et à l'extérieur, aux peuples qui participent aux États les plus puissants dans la responsabilité est dévolue. M. Mitterrand a appelé les grandes puissances à « faire passer l'intérêt de l'espèce humaine avant l'assouvissement de telle ou telle forme de suprématie ». Puis il a fait l'éloge des libertés traditionnelles, celles de s'exprimer, d'aller et de venir, de se réunir, en invoquant la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Il a souhaité à chaque peuple « d'être plus libre qu'en 1981 ».

Le président de la République a conclu: « Je n'ignore rien de la politique de la défense mais je fais confiance à chaque peuple responsable qui participe à la défense de son pays ». Il a souhaité que la communauté internationale sache revenir à ses sources, celles qui lui ont permis de fonder l'ONU et il a demandé à chacun de « parler clairement et franchement chaque fois que nous sentons que le monde bascule parce que tel ou tel veut affirmer sa volonté, de préférence au droit ».

Après avoir rappelé que rien, à ses yeux, ne peut mieux garantir la paix qu'un « réel équilibre des forces » entre les blocs, M. Mitterrand a dénoncé comme « un facteur constant de désor-

dré » l'éclatement du fossé entre pays riches et pays pauvres. Il a insisté sur sa volonté « d'établir sur des bases plus équitables » un nouvel ordre économique mondial.

Après avoir de nouveau souhaité que s'engagent et se poursuivent « de saines négociations continues » sur des questions de développement et que soient stabilisées les cours des matières premières, M. Mitterrand a invité ses interlocuteurs à œuvrer dans le sens d'un meilleur équilibre des échanges. Puis il a fait état de la volonté de la France d'entretenir avec tous ses partenaires de la C.E.E. des « rapports » plus confiants et plus continus.

Abandonnant ensuite ses notes, le chef de l'État a mis l'accent sur « l'impérieuse nécessité du respect du droit de l'homme et du droit des peuples ». Il a ajouté: « Comment un peuple peut-il être libre si son droit à la vie n'est pas respecté? Ce qui peut déshonorer un peuple, c'est d'abord la paix, une espérance de vivre mieux, de compter sur des lendemains qui valent mieux. Il faut aussi souhaiter que chacun dispose davantage de lui-même et que l'on puisse avancer ensemble dans la conquête de la démocratie et du développement ».

Le chef de l'État a alors souhaité « bonne année » aux peuples qui souffrent, qui ont besoin de liberté à l'intérieur et à l'extérieur, aux peuples qui participent aux États les plus puissants dans la responsabilité est dévolue. M. Mitterrand a appelé les grandes puissances à « faire passer l'intérêt de l'espèce humaine avant l'assouvissement de telle ou telle forme de suprématie ». Puis il a fait l'éloge des libertés traditionnelles, celles de s'exprimer, d'aller et de venir, de se réunir, en invoquant la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Il a souhaité à chaque peuple « d'être plus libre qu'en 1981 ».

Le président de la République a conclu: « Je n'ignore rien de la politique de la défense mais je fais confiance à chaque peuple responsable qui participe à la défense de son pays ». Il a souhaité que la communauté internationale sache revenir à ses sources, celles qui lui ont permis de fonder l'ONU et il a demandé à chacun de « parler clairement et franchement chaque fois que nous sentons que le monde bascule parce que tel ou tel veut affirmer sa volonté, de préférence au droit ».

Ile-de-France

UN PRÉSIDENT POUR LA DÉFENSE

Le choix des équipements publics qui seront construits au sommet du quartier d'affaires de la Défense (le Monde des 15, 16 et 22 décembre) devrait être fait par le président de la République avant la fin du mois de janvier. Il semble qu'on ait renoncé à construire le palais de la Défense, une cité muséale dans ce quartier: un projet de maison de la communication est à l'étude ainsi que des immeubles de bureaux pour les ministères, dont le conseil de l'Intérieur, le ministère de l'Urbanisme et du logement et celui de l'environnement, projet déjà étudié au cours du précédent septennat.

En attendant, le nouveau conseil d'administration de l'établissement public de la Défense, où siègent des élus des communes et collectivités concernées, ainsi que des fonctionnaires désignés par plusieurs ministères, devait dire, ce mardi 5 janvier, son président.

L'idée de proposer la candidature de M. Robert Pontillon, maire de Suresnes, sénateur socialiste des Hauts-de-Seine en mission auprès du premier ministre, et désigné comme « personnalité » par le ministre de l'Urbanisme et du logement, alors que les élus des communes concernées au conseil d'administration en majorité à l'opposition, avait été abandonnée (le Monde du 21 octobre). L'actualité officielle courait à l'accoutumée, un haut fonctionnaire.

Il s'agit de M. Joseph Belmont, architecte des bâtiments civils et palais nationaux, nommé inspecteur général de la construction après avoir été directeur de l'architecture pendant trois ans. M. Belmont était l'auteur du projet de tour qui devait abriter, dans le secteur B de la Défense, le ministère de l'Éducation nationale, projet qui fut abandonné. — M. Ch.

La fin de l'ère Frausin

En mettant un terme à l'activité de la SOCIÉTÉ, le ministre de l'Intérieur veut, en effet, mettre un terme définitif à l'ère Pratoni, et permettre au casino nicçois de repartir sur des bases saines et nouvelles. Nous ne nous opposons pas à sa décision, a déclaré le secrétaire de la section C.F.D.T. M. Guy Veglia, « mais s'il demeure dans une proposition tendant à créer une société coopérative ouvrière de production, celle-ci n'a que peu de chance d'être retenue, en raison des problèmes financiers et juridiques qu'elle soulève ».

M. Jacques Médecin, député (s.p. R.P.R.) et maire de Nice, a regretté que « la décision de fermeture du Ruhl ait été officiellement portée à sa connaissance avant notification ». Il se trouve actuellement aux États-Unis et a fait part de son étonnement au cours d'une communication téléphonique.

GUY PORTE.

Rhône-Alpes

● Au conseil régional Rhône-Alpes. — Même duel, même résultat: M. Charles Bérandier (modéré), membre du groupe régional Action et progrès, premier adjoint au maire de Lyon, président sortant du conseil régional Rhône-Alpes, a été réélu à la tête de cette assemblée par un vote contre 83. M. Roland Bernard, député, maire socialiste d'Oullins (Rhône). Il y a eu 131 votants, 129 suffrages exprimés, deux bulletins nuls et une voix pour M. Charles Milon (U.D.F.). L'écart des voix légèrement plus important que lors du scrutin du 7 septembre 1981 (90 contre 84) explique en grande partie par l'absence de quatre conseillers socialistes et d'un conseiller communiste. (Corresp.)

Franc-tireur

Au sommaire du numéro 2: Pages polonaises.

— L'Allemagne pacifiste. — 1956 à Moscou. — La police pendant la guerre d'Algérie. — Althusser et Lacan, deux inédits littéraires. — Une rencontre entre Franck Venaille et Peter Klagen. — L'analyse des mesures sociales depuis le 10 mai. — L'étrange mort d'un militante de la C.G.T., etc.

Les signatures de: Etienne Balibar, Denis Berger, Jean-Pierre Gaudou, Guy Kozepnicki, Gérard Mohne, Maurice Nejean, Daniel Mourou, Jean-Yves Potel, Maurice Rajstus, Elisabeth Roudiez, Jacques Teliou, Jacques Thibault, etc.

En vente gares, métros, maisons de la presse

Le numéro: 12 F. — Abonnement un an: 120 F. — Abonnement de soutien: 150 F, 200 F, 250 F, 300 F, 350 F et plus

Chèques à l'ordre de S.A.R.L. FRANC-TIREUR 53, rue Thrufoit - 75017 PARIS

M. PAUL FRAISSE ET « L'HUMANITÉ »

En publiant des extraits de l'article de M. Paul Fraisse, de la section Sorbonne, paru dans la tribune de dissension de l'Humanité (le Monde du 5 janvier), nous avons ajouté qu'il était professeur de psychologie à l'université de Paris-V (Sorbonne). Il s'agit d'une homonymie.

Professeur de psychologie à la Sorbonne, auteur de nombreux ouvrages consacrés à cette discipline, ami d'Emmanuel Mounier, membre du comité national de patronage de la candidature de M. Mitterrand à la présidence de la République, M. Paul Fraisse n'est pas l'auteur de l'article publié dans l'Humanité.

Cet article a été écrit par un « permanent » communiste, secrétaire du comité du V^e arrondissement du P.C.F. qui, entre autres fonctions, « suit » les activités de la cellule Marcel-Cachin de la section Sorbonne.

● M. Francisque Colomb, sénateur non inscrit du Rhône et maire de Lyon, a vivement critiqué, lundi 4 janvier, en présentant ses vœux au personnel de la mairie, les projets du gouvernement concernant la décentralisation et les « pressions » pour faire signer aux municipalités des contrats de solidarité. « Il ne faut pas confondre décentralisation et démolition », a-t-il estimé.

En publiant des extraits de l'article de M. Paul Fraisse, de la section Sorbonne, paru dans la tribune de dissension de l'Humanité (le Monde du 5 janvier), nous avons ajouté qu'il était professeur de psychologie à l'université de Paris-V (Sorbonne). Il s'agit d'une homonymie.

Professeur de psychologie à la Sorbonne, auteur de nombreux ouvrages consacrés à cette discipline, ami d'Emmanuel Mounier, membre du comité national de patronage de la candidature de M. Mitterrand à la présidence de la République, M. Paul Fraisse n'est pas l'auteur de l'article publié dans l'Humanité.

Cet article a été écrit par un « permanent » communiste, secrétaire du comité du V^e arrondissement du P.C.F. qui, entre autres fonctions, « suit » les activités de la cellule Marcel-Cachin de la section Sorbonne.

● M. Francisque Colomb, sénateur non inscrit du Rhône et maire de Lyon, a vivement critiqué, lundi 4 janvier, en présentant ses vœux au personnel de la mairie, les projets du gouvernement concernant la décentralisation et les « pressions » pour faire signer aux municipalités des contrats de solidarité. « Il ne faut pas confondre décentralisation et démolition », a-t-il estimé.

الشرق الأوسط

divorce

Le Monde MEDECINE

MORALE ET MÉDICAMENTS:

LES DEUX LOGIQUES

par JEAN-YVES NAU

Moraliser le médicament. Le propos qui, avant le 10-mai, n'était que marginal devient aujourd'hui, un objectif officiel. Dans le même temps, partenaire obligatoire et important de toute politique de santé, l'industrie pharmaceutique est préoccupée. Ses responsables, pour la plupart, ont vu d'un oeil inquiet le changement de majorité puis la nomination d'un membre du parti communiste français au ministère de la santé. Pour l'heure, la tutelle de cette industrie est partagée entre plusieurs ministères (santé, industrie, recherche, technologie et solidarité nationale). Certes, il n'y a pas eu d'affrontement avec les pouvoirs publics, mais l'inquiétude est toujours présente (1).

Au-delà des difficultés ponctuelles et périodiques concernant l'augmentation du prix de vente des médicaments, au-delà même des problèmes liés à la nationalisation de certaines firmes et aux projets de restructuration de l'industrie nationale, un phénomène nouveau apparaît : l'irruption officielle de la morale dans un monde qui, pour l'essentiel, fonde son activité sur des contraintes essentiellement économiques et techniques.

Ces derniers mois, le ministre de la santé, M. Jack Ralite, a clairement manifesté sa volonté dans ce domaine, déclarant lors de son tour de France qu'il voulait voir s'inverser la proportion des sommes consacrées à la publicité et à la recherche sur le médicament et

demandant, d'autre part, un rapport sur les visiteurs médicaux que nous analysons ici. Un sénateur socialiste, M. Frank Sérusclat (Rhône), a été chargé de faire des propositions au gouvernement, « au terme d'une réflexion approfondie sur la distribution du médicament ». Un universitaire, le professeur J. Dangueneau (Bordeaux), étudie, pour sa part, les modifications à apporter aux conditions et au mode de financement des expérimentations des médicaments sur les malades.

Le changement politique n'est pas seul en cause. Le progrès des connaissances biologiques et des possibilités pharmacologiques entraînent l'apparition d'un nombre croissant de molécules pouvant être présentées comme des médicaments. Pourtant, toutes n'ont pas le même intérêt, toutes, notamment, ne font pas la preuve de leur efficacité. Les quatre mille sept cents spécialités pharmaceutiques aujourd'hui sur le marché ne forment pas un tout homogène. Les professionnels de la santé, à l'usage, établissent dans cet ensemble un classement qui sépare quelques centaines de médicaments « essentiels » des produits qui se rapprochent des placebo. Quelle échelle de valeur doit servir de référence pour autoriser ou interdire la mise sur le marché de ces substances, sachant qu'une fois à la disposition du corps médical, elles seront de toute manière prescrites, consommées et dans certains cas remboursées par la collectivité ?

L'intérêt porté à l'état sanitaire des pays du tiers-monde pose aussi problème. Quelques chiffres récemment rappelés par le professeur A. Capron (Institut national de la santé et de la recherche médicale, Institut Pasteur de Lille) sont éloquent à cet égard : le quart le plus riche de la planète consomme les trois quarts des médicaments disponibles ; le quart le plus pauvre, où sévissent des pathologies graves et multiples, ne consomme que 7 % de ces produits. Cette consommation représente par an et par personne 50 dollars en France et 0,5 dollar dans la plupart des pays d'Afrique. Au total, sur bien des aspects, le parallèle peut être fait entre les industries du médicament et les industries d'armement. Dans les deux cas, deux logiques s'affrontent : celle de l'intérêt collectif et celle de la compétition économique et industrielle. Les paradoxes dans l'activité du visiteur médical sont, à cet égard, particulièrement démonstratifs. La volonté affichée par les partis politiques au pouvoir et la nationalisation d'une partie de l'industrie pharmaceutique, constitueront prochainement un test. Elles permettront, en effet, de savoir si la morale peut véritablement, en France et en 1982, investir le champ du médicament.

(1) Sous le titre « Enjeux de la santé », la revue Prospective et santé publie dans son numéro 19 un remarquable ensemble de textes, « synthèse d'un grand nombre d'idées qui agitent actuellement la pensée des professionnels de santé ». Prospective et santé, 9, rue Alfred-de-Vigny - 75008-Paris - Tél. 783-41-33.

Le maquis des substances anti-inflammatoires

Cent vingt-deux millions de boîtes d'anti-inflammatoires non stéroïdiens (A.I.N.S.) et d'Aspirine ont été vendues en 1980 en France : un marché de plus de 1 milliard de francs, dont l'une des principales caractéristiques est d'être en pleine expansion. Avec quarante spécialités et une centaine de présentations, les A.I.N.S. constituent l'une des familles pharmaceutiques les plus fournies. Il ne fait aucun doute qu'une telle diversité correspond plus à des nécessités de marketing qu'à des impératifs thérapeutiques : derrière trois ou quatre molécules « chefs de file », tous les A.I.N.S. présentent à peu près les mêmes avantages, mais aussi les mêmes inconvénients, parfois graves.

La consommation en croissance rapide de ces médicaments ainsi que l'élargissement de leurs indications viennent de conduire la direction de la pharmacie et du médicament

du ministère de la santé à mettre en place un groupe de travail présidé par le docteur Denis Hico (Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), hôpital Henri-Mondor). Ce groupe est chargé, en collaboration avec la commission des autorisations de mise sur le marché (A.M.M.), de clarifier ce dossier de plus en plus complexe. Ce même sujet a été au centre d'une réunion consacrée aux troubles digestifs résultant de certains traitements médicamenteux, qui a réuni à Paris plus de quatre cents médecins.

Il y a quelques semaines, enfin, les laboratoires Eli-Lilly réunissaient à Londres une soixantaine de rhumatologues français pour présenter les caractéristiques d'un nouvel A.I.N.S. Ce produit a bien obtenu son A.M.M. en France. Il n'y est cependant pas commercialisé, son fabricant n'ayant pas reçu l'accord de remboursement par la Sécurité sociale.

LES SALICYLES (du nom de l'acide acétyl-salicylique ou Aspirine, le médicament le plus consommé dans le monde). Largement utilisés pour leur effet analgésique, ils sont néanmoins aussi prescrits pour leur effet anti-inflammatoire et parfois pour leur action sur la coagulation sanguine. Les effets indésirables sont essentiellement d'ordre digestif (douleurs d'estomac plus ou moins accompagnées de nausées et de vomissements, hémorragies digestives) ou sanguines. L'acide acétyl-salicylique est aujourd'hui présenté sous d'innombrables formes.

LES CORTICOIDES. — Ils induisent dans l'organisme les mêmes effets que certaines des hormones produites par les glandes corticosurrénales. Il s'agit soit de molécules semblables aux composés naturels, soit de substances de synthèse à la structure légèrement modifiée. Relativement peu utilisées dans le traitement des insuffisances hormonales, les corticoïdes sont, en revanche, fréquemment prescrits en tant qu'anti-inflammatoires. Leur utilisation n'est cependant pas dénuée de risques, la fréquence de leurs effets secondaires et des accidents étant proportionnelle à leur efficacité. Aux divers troubles métaboliques (rétention d'eau et de sel entraînant une prise de poids, perte de potassium, vertiges, troubles digestifs, etc.), il faut aussi, ajouter des accidents de type digestif, des complications infectieuses (les résistances de l'organisme sont diminuées) et parfois psychiques (euphorie, insomnie, voire psychoses). Lorsqu'ils sont indispensables les traitements par corticoïdes impliquent une étroite et constante surveillance médicale.

LES A.I.N.S. Ils constituent le groupe le plus hétérogène et le plus complexe dans lequel on retrouve tous les autres produits comportant une activité anti-inflammatoire. De l'avis de nombreux praticiens, en dépit de la progression constante des spécialités et des présentations commerciales, seuls deux médicaments se sont, à l'usage, véritablement imposés en une trentaine d'années : la phénylbutazone et l'indol-méthadène. En revanche, tous peuvent induire les mêmes effets secondaires indésirables. Là encore, la propriété anti-inflammatoire est liée à une agressivité digestive certaine. L'ulcère d'estomac, en particulier, est une contre-indication formelle. Les accidents neuro-sensoriels ou hémato-logiques peuvent aussi survenir.

C'est dans ce maquis que, depuis quelques mois, une nouvelle molécule du groupe A.I.N.S. est

Le visiteur médical : entre le commerce et l'information

Le rapport réalisé par l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) sur la visite médicale constitue un événement. C'est, en effet, la première fois que les pouvoirs publics demandent que l'on fasse le point de l'ensemble des problèmes posés par ce secteur d'activité (1).

Mal connu, souvent critiqué, le visiteur médical est, tout à la fois, présent soit comme un informateur objectif et compétent sur le médicament, soit comme un vendeur spécialisé auprès du corps médical et coupable de nombreux abus. Une chose est certaine, la visite médicale joue un rôle essentiel au sein de l'industrie du médicament.

L'industrie pharmaceutique consacre, en effet, chaque année 10 % de son chiffre d'affaires (soit près de 2 milliards) à la visite médicale. Le rapport confirme sur ce point que « les dépenses promotionnelles dépassent largement les dépenses de recherche, les dépenses relatives à la visite médicale seule se situant aux environs de 85 % des dépenses de recherche ».

Le rapport de l'IGAS recense 9 097 visiteurs médicaux exclusifs (2) et près de 3 000 intermédiaires. Cinq importantes sociétés d'interim assurent le plus grande partie de ce « marché » et fournissent à la demande des « visiteurs médicaux pour des durées, précises le rapport, généralement limitées au temps de lancement

d'un produit, lorsqu'une entreprise a besoin de renforcer provisoirement ses effectifs ». Les seuls visiteurs médicaux exclusifs représentent près de 15 % des effectifs totaux de l'industrie pharmaceutique, un pourcentage constant depuis une dizaine d'années.

Pour une très large majorité, les visiteurs médicaux ont moins de quarante ans, et la féminisation de cette profession est en augmentation. Le rapport note qu'un nombre « relativement important » d'entre eux sont d'anciens enseignants. Beaucoup ont commencé des études dans le domaine des professions de santé (médecine et pharmacie notamment), et les ont abandonnées pour des raisons diverses. La plupart ont au moins une formation secondaire complète. Un certain nombre sont originaires de familles médicales. Quelques-uns, enfin, sont médecins et pharmaciens (...). Un autre phénomène est à noter : la courte durée de la vie professionnelle des visiteurs médicaux (entre huit et douze ans).

Groupés dans de nombreuses organisations syndicales ou amicales, les visiteurs médicaux sont inconnus des textes législatifs du code de santé. Un seul texte réglementaire fait allusion à leur existence, interdisant aux fabricants d'adresser toute publicité en faveur des médicaments aux prescripteurs « y compris par leurs délégués ou visiteurs auprès du corps médical ou pharmaceutique ».

Le paradoxe est donc complet puisque les membres de cette profession sans statut, salariés de l'industrie pharmaceutique, devraient être déchargés de toute activité commerciale et n'aurait pour objectif que de dispenser gratuitement une information technique et scientifique complète et objective. Dans l'immense majorité des cas, bien évidemment, la réalité est tout autre.

(Lire la suite page 10.)

Cellules et molécules

Plusieurs schémas fort complexes tentent de rendre compte dans le détail des divers stades et des différents acteurs de la réponse inflammatoire. Dans cet ensemble, on peut grossièrement établir un partage entre les cellules et les molécules, spécifiques ou non.

Les cellules impliquées sont essentiellement des cellules sanguines de la lignée blanche (globules blancs). On retrouve notamment des polymorphes (cellules à plusieurs noyaux), des macrophages et des lymphocytes (cellules régulatrices du système immunitaire). Les plaquettes sanguines et certaines cellules du tissu conjonctif (fibroblastes et mastocytes) jouent aussi un rôle important. En cas d'inflammation aiguë, certaines de ces cellules traversent la paroi du vaisseau et envahissent le foyer inflammatoire. Elles sont, ensuite, l'un des constituants du pus qui se forme à ce niveau.

Les molécules (ou médiateurs) sont fort nombreuses et de structures variées. Elles comprennent en particulier l'histamine, la sérotonine (molécules de petites dimensions), le système du complexe, groupe complexe de neuf protéines. Toutes ces substances ont de multiples effets parmi lesquels la dilatation des vaisseaux sanguins (rougeur et chaleur) et l'augmentation de leur perméabilité (tumeur). Certaines sont à l'origine de la sensation douloureuse. Une place particulière doit

être faite aux prostaglandines, ces molécules de la famille des « acides gras insaturés » qui entrent dans la composition des membranes de certaines cellules. Elles semblent, en effet, capables tout à la fois d'une action inflammatoire et d'une action anti-inflammatoire.

Plusieurs de ces molécules sont synthétisées à partir des composants (phospholipides) des membranes cellulaires. Deux voies enzymatiques sont alors possibles conduisant à des composés différents : la voie de la lipo-oxygénase (leucotriènes) et celle de la cyclooxygénase (prostaglandines).

La plupart des A.I.N.S. agissent en bloquant cette seconde voie à un stade avancé de la réponse inflammatoire. Ils n'empêchent pas la survenue des mécanismes pathologiques, mais en diminuent les effets cliniques. Leur action n'est donc que symptomatique : ils diminuent bien l'intensité des symptômes mais, n'ont, en revanche, aucun effet sur le facteur déclenchant de l'ensemble du processus inflammatoire.

La site d'action du benzoprofène serait théoriquement situé non pas sur la voie de la cyclooxygénase mais sur celle de la lipo-oxygénase. La synthèse des prostaglandines ne devrait donc pas en théorie être inhibée.

Il reste pourtant que, dans bon nombre de cas, l'inflammation est un phénomène physiopathologique qu'il faut respecter et non combattre.

**HEWLETT
PACKARD**

**Énoncez vos besoins techniques
LA RÈGLE À CALCUL
EST PRÊTE À VOUS RÉPONDRE**

HP Série 80 le cœur de votre laboratoire

**Session de formation au basic sur
HP 88 A, pour toute acquisition d'un
système, aux dates suivantes : 19 et
20 janvier 1982.**

**la Règle
à Calcul**

65-67, bd St-Germain 75005 Paris
Tél. 325 68 88
Téléc. ETRAV 220064 F/2303 RAC

**Mc. 88**

Veuillez m'envoyer une documentation sur la
HP 88 et sur vos cours de formation.

Bon à retourner à la Règle à Calcul
65/67, bd St-Germain 75005 Paris

Nom..... Prénom.....

Adresse.....

Code Postal..... Ville.....

Explorer l'homme pour explorer la mer

D^r PH. DOROSZ

**INTERACTIONS
MÉDICAMENTEUSES**

FORME SOUPLE 10 x 15, 242 PAGES, REIMBRE SOUPLE

84 F. 100 F. 120 F.

MALOINE S.A. ÉDITEUR
27 rue de l'école-de-Médecine
75006 PARIS

sur la recherche douze rapports

situé sans doute entre le pluralisme et l'unification ; la flexibilité du système de recherche, son adaptation incessante à l'évolution des problèmes qu'il a pour tâche de résoudre, entrent en conflit avec une certaine unification des structures, nécessaire pour assurer des conditions d'emploi décentes aux personnels de recherche et pour faciliter des transferts d'hommes entre les divers secteurs. Une plus grande démocratisation du système, nécessaire pour que soit trouvé un équilibre entre ces tendances opposées, ne garantit pas, à elle seule, que cet équilibre sera satisfaisant.

Autre antagonisme : l'aspect culturel de la connaissance, en opposition à son caractère utilitaire. Si, dans les sciences exactes, la distinction des différents degrés d'application de la recherche peut permettre de définir des procédures adaptées d'évaluation et de pilotage, les sciences humaines font apparaître l'opposition, dans toute son acuité.

Nous analysons ci-dessous deux des rapports des groupes de travail. L'un traite des grands équilibres et des domaines-clés, il présente des éléments de stratégie pour la politique scientifique. L'autre est consacré à la recherche industrielle : ce secteur, sans être considéré, mais utilisé, mais surtout mal compris, est pourtant celui par lequel la recherche justifie, aux yeux du grand public, l'effort consenti par la nation. Il appelle des mesures spécifiques pour lesquelles le rapport présente de nombreuses suggestions.

MAURICE ARVONNY.

La dé des transferts de technologie

« Le rôle-clé de la recherche industrielle : Sous ce titre, le groupe chargé du thème « Recherche - technologie - industrie - commerce - économie » n'est pas une énumération indigeste d'un hiérarchisme, mais un système rigide, donc souple. »

Ainsi la recherche de base non finalisée est-elle la source des grandes innovations, avec un décalage qui est souvent de deux ou trois décennies. Mais en sens inverse, elle s'appuie sur les fruits d'une recherche appliquée, au point que « ceux qui fabriquent des lasers finissent par acquérir plus de connaissances fondamentales sur la source des lasers qu'ils ont découverts en dernier ». Quant à la recherche de base finalisée, elle « doit être en résonance avec la technologie ». Elle a sur les recherches d'application une autorité, non une supériorité. Et les « chercheurs » sont multiples : entre applications des connaissances et connaissances qui vont susciter les applications.

Les recherches d'application, à finalité industrielle, sont la clé des transferts de technologie. Or, ce type de recherche est « faible en hommes et en moyens ». Les diverses contributions regues en analysant les relations : une « recherche », manque de communication, faiblesse des structures de transfert. Cette recherche doit être poursuivie pendant la mise en œuvre industrielle par des innovations portant « aussi bien sur les performances des produits que sur la recherche des bases de prix ». Cette mise en œuvre industrielle est une « dimension culturelle » et plusieurs textes soulignent que les sciences sociales ont ici leur rôle à jouer.

Le rapport analyse ensuite plus spécialement la recherche industrielle, définie comme « l'ensemble des recherches de base et d'application effectuées pour et par l'industrie ». Il rappelle que les chiffres importants, les entreprises financent 43 % de la recherche totale, mais en exécutent 60 %. L'effort français de recherche est nettement inférieur aux efforts du Japon et de l'Alle-

magne fédérale, sans parler des États-Unis. Les décisions gouvernementales sur la croissance de la recherche industrielle conduisent à l'embouteillage de trois mille chercheurs par an dans l'industrie et de mille dans la recherche publique tournée vers l'industrie — d'où des inquiétudes sur la capacité du système de formation à assurer la qualification d'un aussi grand nombre de chercheurs.

Enfin, le rapport souligne des orientations générales, qui se dégagent des contributions reçues. Il note un « désir que l'État intervienne énergiquement », qui s'oppose d'ailleurs à la « crainte d'une intervention trop rigide, voire à la technocratie » — cette opposition pouvant être surmontée par la démocratisation de l'appareil de recherche et par la « création d'organismes souples, régionaux, sectoriels ou thématiques (...) qui n'auraient pas mission d'exécuter eux-mêmes les travaux de recherche, mais de coordonner, de financer les laboratoires et centres de recherches universitaires et industriels, publics et privés engagés dans les domaines correspondants ».

Enfin, le rapport relève « quatre autres préoccupations permanentes ». L'importance de la régionalisation, la rôle essentiel des universités, la nécessité d'une démocratisation dans les laboratoires et les centres de recherches des entreprises, enfin, le besoin d'une « formation globale » des chercheurs, essentielle aussi bien pour les sciences que pour les techniques de la production.

Des structures de dialogue

La suite du rapport est une classification des nombreuses propositions reçues par le groupe de travail. Elles sont classées en cinq chapitres : « Vers une efficacité industrielle de la recherche », « Pour une mise en réseau des centres de recherches industriels », « La recherche industrielle dans les entreprises », « Objectifs et orientations », « Les sciences sociales et leur rôle à jouer ».

Le rapport analyse ensuite plus spécialement la recherche industrielle, définie comme « l'ensemble des recherches de base et d'application effectuées pour et par l'industrie ». Il rappelle que les chiffres importants, les entreprises financent 43 % de la recherche totale, mais en exécutent 60 %. L'effort français de recherche est nettement inférieur aux efforts du Japon et de l'Alle-

UN COMITÉ DES APPLICATIONS DE LA SCIENCE CRÉE À L'ACADÉMIE

L'Académie des sciences a adopté, lundi 4 janvier, en comité secret, le projet de création d'un comité académique des applications de la science. Cet organisme, dont la mise en place ne sera effective que lorsque le bureau de l'Académie aura pris les contacts nécessaires avec les pouvoirs publics, devra se pencher sur tous les problèmes concernant la technologie et les sciences appliquées.

Cette décision fait suite aux déclarations que le président de l'Académie, M. René Jauminot, avait faites lors de la séance solennelle annuelle de l'Académie du 18 décembre de l'Académie. Il avait alors annoncé que l'Académie devait « s'ouvrir, se compléter à des questions relevant plus nettement des applications de la science, des sciences de l'ingénieur ou de la technologie ».

CONFÉRENCES EN JANVIER AU PALAIS DE LA DÉCOUVERTE

Samedi 9, à 15 h. : Utilisation de coeurs en chirurgie orthopédique, (présentation animale, applications cliniques) par Alain PATTEL.

Samedi 10, à 15 h. : La région méditerranéenne : son évolution géographique récente et future, par Xavier LE PICHON.

Samedi 22, à 15 h. : Crise et science de la recherche, par Daniel GRIBER.

Samedi 30, à 15 h. : L'exploitation des eaux souterraines en France, par Jean MARGAT.

Pour la science

II. — LA VÉRITÉ DE LA SCIENCE

par EDGAR MORIN

La science « fait problème » : elle libère, mais elle peut aussi asservir ; elle ne peut concevoir son propre rôle social ; elle ne contrôle pas sa propre structure de pensée (« Le Monde » du 5 janvier).

L'esprit scientifique est incapable de se penser lui-même tant qu'il croit que la connaissance scientifique est le reflet du réel. Cette connaissance ne porte-t-elle pas en elle la preuve empirique (données vérifiées par observations/expériences différentes) et la preuve logique (cohérence des théories) ? Dès lors la vérité objective de la science échappe à tout regard scientifique puisqu'elle est ce regard lui-même. Ce qui est étonnant n'a pas besoin d'être énoncé.

Or les faits le montrent, et ce de nombreux points antagonistes, de Popper, Kuhn, Lakatos, Feysabend entre autres, ont pour trait commun d'être des théories scientifiques, comme les sciences, ont une part immergée énorme qui n'est pas scientifique, mais qui est indispensable au développement de la science. C'est là que se situe la zone aveugle de la science qui croit que la théorie reflète le réel. Le propre de la science n'est pas de refléter le réel, mais de le traduire en des théories changeantes et réfutables.

En effet, les théories scientifiques, mélangent en forme, en ordre et en organisation les données vérifiées sur lesquelles elles se fondent et sont par là même des constructions de l'esprit qui s'appliquent aux données pour leur être adéquates. Mais, sans cesse, des données nouvelles, ou d'expérimentation nouvelle, ou une nouvelle attention, font surgir des données inconnues, invisibles.

Dès lors, les théories cessent d'être adéquates, et il est nécessaire, si l'on ne peut les élargir, d'en inventer de nouvelles. De fait, « la science est plus changeante que la théologie », comme le remarquait Whitehead. En effet, la théologie a une très grande stabilité parce qu'elle se fonde sur un monde surnaturel invisible, alors que ce qui se fonde sur le monde naturel est toujours réfutable.

L'évolution de la connaissance scientifique n'est pas seulement un processus d'extension du savoir. Elle est aussi de transformations, de ruptures, de passages d'une théorie à l'autre. Les théories scientifiques sont mortelles, et elles sont mortelles parce que scientifiques. La vision que donne Popper de l'évolution de la science devient celle d'une sélection naturelle où les théories résistent un temps non parce qu'elles sont vraies, mais parce qu'elles sont les mieux adaptées à l'état contemporain des connaissances.

Kuhn apporte une autre idée non moins importante : c'est qu'il se produit des transformations révolutionnaires dans l'évolution scientifique, où un paradigme scientifique était purement et simplement logique. On doit voir, avec Kuhn, qu'il y a, à l'intérieur et au-dessus des théories, incon-

scients et invisibles, quelques principes fondamentaux qui contrôlent et commandent de façon occulte, l'organisation de la connaissance scientifique et l'usage même de la logique.

Dès lors, nous pouvons comprendre que la science soit « vraie » dans ses données (vérifiées, vérifiables), sans que ses théories soient pour autant « vraies ». Alors qu'est-ce qui fait d'une théorie scientifique, si ce n'est pas sa « vérité » ? Ici, Popper a apporté l'idée capitale qui permet de distinguer la théorie scientifique de la doctrine (non scientifique) : une théorie est scientifique lorsqu'elle accepte que sa fausseté puisse être éventuellement démontrée. Une doctrine, au contraire, est une doctrine en soi-même leur auto-vérification inébranlable (référence à la

pensée sacralisée des fondateurs, certitude que la chose est prouvée définitivement). Le dogme est inattaquable par l'expérience. La théorie scientifique est bio-dégradable. Ce que n'avait pas vu Popper, c'est que la même théorie peut être soit scientifique (acceptant le jeu de la contestation et de la réfutation, c'est-à-dire acceptant sa mort éventuelle), soit doctrine auto-suffisante : ainsi en est-il du marxisme comme du freudisme.

Dès lors, la connaissance progresse sur le plan empirique, par accroissement des « vérités », et sur le plan théorique, par élimination d'erreurs. Le jeu de la science n'est pas le jeu de la possession et de l'élargissement de la vérité, c'est le jeu où le combat pour la vérité se confond avec la lutte contre l'erreur.

L'incertitude/certitude

La connaissance scientifique est la vie mais aux portes du problème de l'auto-organisation. On peut même dire que, de Galilée à Einstein, de Laplace à Hubble, de Newton à Bohr, nous avons perdu le trône d'assurance qui mettait notre esprit au centre de l'univers ; nous avons appris que nous sommes, nous autres citoyens de la planète Terre, les habitants d'un Soleil de banlieue lui-même exilé à la périphérie d'une galaxie périphérique d'un univers mille fois plus mystérieux que lui ne l'aurait imaginé il y a encore un siècle.

Le progrès des sciences scientifiques produit donc un progrès de l'incertitude. Mais c'est une « incertitude » qui nous délivre d'une illusion naïve et nous éveille d'un rêve légendaire. C'est une ignorance qui se connaît, comme ignorance. Et ainsi, aussi bien les ignorances que les connaissances, nous conduisent à la science, à la fois scientifique et philosophique.

La règle du jeu

Ainsi la science n'est pas seulement une accumulation de vérités vraies. Elle est aussi, la même proposition de Popper, elle est toujours ouverte où se combattent non seulement les théories mais les principes d'explication, c'est-à-dire aussi les visions du monde, et les postulats métaphysiques. Mais ce combat a et maintient ses règles du jeu : le respect des données d'une part, l'obéissance à des critères de cohérence d'autre part. C'est l'obéissance à cette règle, « mais par des débats combattants », acceptant sans cesse d'être remis en question, la supériorité de la science sur tout autre forme de connaissance.

C'est dire, du coup, que ce serait une grossière erreur que de croire cette science à la portée de toute idéologie et qu'elle régènerait plus qu'une seule vision du monde ou théorie « vraie ». En fait, le conflit des théories scientifiques est un jeu où les vérités et de l'erreur nous montre que « ce qui doit être absolument sauvegardé comme condition fondamentale de la vie même de la science, c'est la pluralité conflictuelle au sein d'un jeu qui obéit à des règles empiriques-logiques ».

Ainsi nous voyons que, tout en correspondant à des données de caractère objectif, la connaissance scientifique n'est pas le reflet des

lois de la nature. Elle porte en elle un univers de théories, d'idées, de paradigmes, ce qui nous renvoie d'une part aux conditions bio-antropologiques de la connaissance (car il n'y a pas d'esprit sans cerveau), d'autre part à l'enracinement culturel, social, historique, des théories. Les théories scientifiques surgissent des esprits humains au sein d'une culture hic et nunc.

La connaissance scientifique ne saurait s'isoler de ses conditions d'élaboration. Mais elle ne saurait être réduite à ces conditions. La science ne saurait être considérée comme une pure et simple « idéologie » sociale, car elle mène un dialogue incessant sur le champ de la vérification empirique avec le monde des phénomènes.

Il est donc nécessaire que toute science s'interroge sur ses structures idéologiques et son enracinement socio-culturel. Ici, nous nous rendons compte qu'il nous manque une science complète, la science des choses de l'esprit ou sociologie, apte à concevoir comment et dans quelles conditions culturelles les idées s'assemblent, s'enchaînent, s'agencent les unes les autres, constituent des systèmes qui s'auto-régulent, s'auto-déclarent, s'auto-multiplient, s'auto-propagent. Il nous manque une sociologie de la connaissance scientifique qui soit non seulement une science complète mais plus complexe encore que la science qu'elle examine.

C'est dire que « nous sommes à l'aube d'un effort de longue haleine et en profondeur, lequel nécessite de multiples développements nouveaux, afin de permettre la facticité scientifique de disposer de la vérification de la réflexion, c'est-à-dire de l'auto-interrogation ».

La nécessité d'une science de la science a déjà été maintes fois formulée. Mais il faut dire que, conformément aux démonstrations de Tarsky et Gödel, une telle science serait, par rapport à la science actuelle, une « méta-science », dotée d'un méta-point de vue plus riche, plus ample, pour considérer scientifiquement la science elle-même.

Cette méta-science ne saurait être la science définitive. Elle s'ouvrirait vers de nouveaux méta-horizons. Et c'est cela qui nous fait apparaître un autre visage de la « vérité » de la science : « La science est et demeure une aventure ». La vérité de la science n'est pas seulement la capitalisation des vérités acquises, la vérification des théories comme. Elle est dans le caractère ouvert de l'aventure qui permet, que dis-je, qui aujourd'hui nous laisse la remise en question de ses propres structures de pensée. Bronowski disait que le concept de la science n'est ni absolu ni éternel. Peut-être sommes-nous à un moment critique où le concept même de science est en train de se modifier.

Prochain article :
VIVONS-NOUS UNE RÉVOLUTION SCIENTIFIQUE ?

DÉFENSE

LORS DE LEURS ENTRETIENS A WASHINGTON

MM. Hernu et Weinberger tenteront de relancer la coopération militaire entre la France et les États-Unis

Accompagné du général Jean-Marie Lacaze, chef d'état-major des armées, et de M. Charles Hernu, ministre français de la défense, séjournera en visite officielle aux États-Unis, du mercredi 8 au lundi 11 janvier, sur l'invitation de son homologue américain, M. Casper Weinberger. Le thème principal des discussions à Washington, sera la relance de la coopération industrielle militaire entre les deux pays.

M. Hernu rend ainsi la courte visite que le secrétaire américain à la défense avait faite à Paris à la mi-octobre de l'année dernière. Le ministre français de la défense aura aussi des entretiens avec le secrétaire d'État américain, le général Alexander Haig, et il visitera des bases militaires de la marine américaine en Virginie et de l'armée de l'air américaine dans le Nebraska.

Le visiteur aux États-Unis de M. Hernu intervient à un moment particulier des relations franco-américaines : la France, malgré la présence de ministres communiés au gouvernement, a soutenu l'offre de Washington à certains pays de l'alliance atlantique d'installer sur leur sol des missiles nucléaires tactiques américains en réponse à la présence en Europe de batteries soviétiques SS-20 de 5 000 kilomètres de portée, et, dans le même temps, elle n'est pas totalement satisfaite de la manière dont les dirigeants américains entendent et appli-

Crédits insuffisants, personnel en sous-effectif...

L'amiral Lamuzel évoque

< les difficultés du moment > de la marine

Dans un éditorial publié par l'hebdomadaire *Cols bleus* daté du 2 janvier, le chef d'état-major de la marine, l'amiral Jean Lamuzel, expose ce qu'il appelle « les difficultés du moment » de son armée, qui ont trait à l'insuffisance de son budget et à son sous-effectif. Tout d'abord, l'amiral exprime sa confiance « tant il est vrai, explique-t-il, que la construction d'une marine est affaire de continuité, de volonté et de ténacité ».

Examinant le budget de la marine pour 1982, l'hebdomadaire de l'état-major constate que les autorisations de programme revues par les États-Unis, qui se contenteront d'en équiper leur force de déploiement rapide (à raison de cinq cent quatre-vingt-cinq missiles pour vingt-huit postes de tir). Le char français à roues-canon AMX-10 RC n'a pas davantage été retenu par le Pentagone pour sa force d'intervention. L'aviation d'entraînement Alpha-Jet franco-allemand a été écarté par la marine américaine, au profit du Hawk britannique, même si, aujourd'hui, le congrès n'approuve pas totalement ce choix industriel.

Les deux ministres ont prévu, ce que le chef d'état-major « examine » l'ensemble des conditions d'entrée en service du réacteur franco-américain CFM-56 sur des avions de l'armée de l'air américaine (dus KC-135 de ravitaillement en vol) et aussi les conditions d'un achat, par la France, aux États-Unis d'une demi-douzaine d'avions-radar, du modèle Hawkeye de Grumman ou AWACS de Boeing.

observe, du reste, que le premier porte-avions aurait dû être commandé en 1981, sur les deux porte-avions à propulsion nucléaire dont la construction avait été décidée en 1980 pour remplacer le *Foch* et le *Clemenceau*.

« Dans le budget de la marine de 1982, écrit l'amiral Lamuzel, la faiblesse des autorisations de programme, dont la croissance de 12,2 % par rapport à 1981 est inférieure à la hausse des prix, est inquiétante. Or, l'autorisation de programme est le gage de l'avenir. Conjoncture et liés à la seule année 1982, la faiblesse des autorisations de programme n'est pas de conséquences irréversibles. Mon souhait le plus ardent est de les voir remonter à un niveau compatible avec les objectifs de la marine 2000. »

Rappelant son espoir de voir aboutir un plan d'augmentation des effectifs de la marine de l'ordre de cinq mille hommes, l'amiral écrit : « Avec la création de quatre cent huit postes inscrits au budget de 1982, la marine obtient le début de la réalisation de ce plan. Il n'en demeure pas moins que le problème principal de la marine reste le sous-effectif qui tient au fait historique que les effectifs budgétaires globaux de la marine n'ont pas varié depuis 1965. (...) Ce sous-effectif a ses conséquences, et je sais bien que sur certains bâtiments le régime du quart par bordée doit être instauré, ce qui représente des journées de douze heures. »

L'amiral estime cependant : « Ce sont là des difficultés du moment, qui ne sauraient altérer ma confiance en l'avenir. »

L'hebdomadaire de la marine

Le Monde

culture

MUSIQUE

Six représentations pour « Carmen » à Pékin
La circonspection des autorités chinoises

La vie de *Carmen* à Pékin aura été bien courte : elle n'excédera pas six représentations, celles que Jean Péroson devait en tout état de cause diriger.

L'information, qui émane de sources sûres, a été connue, le lundi 4 janvier à Pékin, trois jours après la « première » (*Le Monde* daté 2-3 janvier). A l'origine il avait été prévu que le spectacle aurait plusieurs semaines et il avait même été envisagé — hypothèse vite abandonnée — qu'il soit montré en province. Aussi bien la décision d'arrêter le spectacle au bout d'une semaine a-t-elle été à Pékin une certaine surprise.

Quelles sont les raisons qui ont pu motiver cette décision alors que les Chinois étaient demandeurs en cette affaire et que l'Opéra central de Pékin a consenti, pour mener à bien ce travail, des investissements considérables, y consacrant plus d'un an de travail intense et difficile sous la conduite quasi permanente d'une équipe française de huit personnes.

A-t-on estimé que la troupe de l'Opéra central (trois distributions ont été formées au total) ne serait

pas à même de mener à bien *Carmen* sans la présence de l'encadrement français ? Ou bien les autorités chinoises ont-elles jugé que le sujet de cet opéra était, en fin de compte, trop sensible ou subversif pour être montré à de larges masses ? La plus haute personnalité officielle chinoise présente à la « première » était un vice-ministre de la culture, M. Wu Xue. A la fin du spectacle, contrairement à ce qui se passe habituellement, il n'est pas monté sur la scène pour la photo traditionnelle.

Le silence de la presse chinoise sur l'événement lui-même est révélateur, lui aussi, de la circonspection manifestée par les autorités à l'égard du spectacle. Le même silence avait été observé il y a quelques semaines lors de la présentation de *modèle de Pierre Cardin* (*Le Monde* du 1^{er} décembre), comme s'il s'agissait pour les responsables chinois, dans ces deux cas, d'entreprises dangereuses sur le plan de la morale « socialiste » et réservées, par conséquent, à un public limité et très sélect.

ANITA RIND.

Hildegard Behrens à Paris

L'expression juste

Il y a des succès que l'on peut prévoir, celui d'Hildegard Behrens est de ceux-là. Inconnue il y a quelques années, elle a conquis, en incarnant Salomé à Salzbourg sous la direction d'Herbert von Karajan, une célébrité rapide et justifiée. Elle viendra chanter Léonore au Palais Garnier le mois prochain, de sorte que le concert qu'elle a donné au Théâtre musical de Paris avec l'Orchestre Colonne ressemble à une avant-première.

Le programme, tout entier consacré à Wagner, commençant par l'ouverture des *Maîtres chanteurs*. C'est là un début qui, pour excellent qu'il soit au théâtre, convient assez mal au concert et cela d'autant plus que la suite était d'un caractère bien différent : les *Wesendonck Lieder*, *Siegfried Idyll* et, pour finir, le *Prélude et la Mort d'Isolde*. Ce n'est donc pas avec cette première page qu'on pouvait se faire une idée exacte des ressources du chef, Francis Travis, qui, avec un travail de répétition que l'on suppose limité par le temps, a fait pour le mieux. Avec le cycle des lieder sur des poèmes de Mathilde Wesendonck, Francis Travis a montré des qualités rares d'accompagnement, sachant deviner et prévoir chaque inflexion rythmique de la cantatrice sans se borner à cela puisqu'il a obtenu des musiciens de réelles finesses d'expression, évitant le divot ce toujours possible entre un orchestre de qualité assez moyenne et une chanteuse qui a longtemps mûri son répertoire. On regrettera seulement que

l'ensemble du programme n'ait pas été travaillé avec autant de soin que *Siegfried Idyll* car, entraîné par la battue vive et claire de son chef, l'Orchestre Colonne s'y est montré sous le jour le plus favorable.

Mais, on s'en doute, une bonne partie du public n'avait d'oreille que pour Hildegard Behrens. Cela aurait pu étonner l'auditeur non prévenu : le premier lied et la première moitié du deuxième révélèrent plutôt les inégalités d'une voix mieux faite pour l'opéra que pour la mélodie, qui exige une parfaite homogénéité. Mais Hildegard Behrens ne possède pas seulement un timbre attachant, elle sait capter l'attention et la conduire par un usage de l'expression juste qu'il serait bien malaisé de définir. De là des défauts qui disparaissent parce que l'attention se porte bientôt sur le sens sans s'arrêter aux moyens. La fragilité de la première phrase de la mort d'Isolde est l'une de ces expressions inoubliables qui restent dans l'oreille jusqu'à la fin de l'épilogue que la voix, dans le grave, soit souvent couverte par l'orchestre, semble alors la chose la plus naturelle du monde. C'est comme si le chant s'évanouissait progressivement dans les vagues sonores défilant alentour. « Dans l'haleine infinie de l'âme universelle, se perdre, s'abîmer sans conscience, suprême volupté », dit le poème ; on ne saurait en rendre plus fidèlement l'esprit.

GÉRARD CONDÉ.

ROCK

Le nouveau phénomène anglais

(Suite de la première page.)

Après l'explosion punk qui a marqué une étape décisive, il semble que ces groupes aient voulu prendre le contre-pied en revenant à des schémas plus structurés et traditionnels. Là où l'énergie et l'authenticité prévalaient, on soigne le son, la production, les mélodies. On enrobe, on frotte l'oreille, sur les disques comme sur la scène, on fait acte de professionnalisme. Bref, on répond à un besoin de plaisir inouï.

Il y a quatre ans, on traduisait les mélodies de la crise économique en les chantant, aujourd'hui, on les exerce en divertissant. Dans le même temps, on revient à la danse ; la création qui repose essentiellement sur l'emploi des synthétiseurs se recommande souvent du funk. Bien sûr, les pulsions ont été émoussées, maîtrisées pour répondre en des rythmes électroniques, marqués et méthodiques, au lyrisme sophistiqué des compositions. Une musique sage, en somme, qui s'intègre bien au format des discothèques et qui séduit par le raffinement de ses échos.

Avec des titres comme *Electricity*, *Enola Gay*, *Souvenir*, qui sont autant de succès internationaux, Orchestral Manoeuvres in the Dark est en passe de devenir, dans un style différent, un phénomène commercial à la manière de Police. Constitué à la base de deux musiciens, Paul Humphreys et Andrew McCluskey, le groupe travaille l'image en fonction de la musique. Les musiciens sont effacés au profit d'un graphisme, sur les pochettes de disques, qui emprunte au Bauhaus. Avant les fêtes, Orchestral Manoeuvres in the Dark terminait une tournée anglaise triomphale par deux concerts londoniens au Drury Lane. Très vite, le magnifique théâtre victorien a pris l'allure d'un Muppet show

avec tous des gens qui dansaient aux balcons. Le public est jeune, bon chic bon genre. On danse et on s'habille de la même façon : les gars en chemises coupées court, en smoking, chemise à col cassé et nœud papillon, les filles parées de fanfreluches.

Il suffit de se promener sur King's Road pour constater que les boutiques se sont mises immédiatement au diapason. Le rock est en Angleterre une véritable subculture pour le prêt-à-porter. Le public était le même aux concerts de Human League qui avait choisi, au même moment, le Rainbow pour couronner une tournée tout aussi triomphale. Dans cette recherche de lue de pacotille — les matières et les coupes sont de piètre qualité — il y a quelque chose de désolant, pour ne pas dire de décadent.

Plus porté sur les rythmes et moins riche en mélodie qu'Orchestral Manoeuvres, Human League propose également un spectacle joliment traité mais dont le parti pris esthétique, en revanche, manque de vie et de passion. Transfuge de Human League, bien que moins connu, Heaven 17, qui ne se produit pas encore sur scène, est sans doute le plus intéressant de ces groupes avec une espèce de techno pop qui fait référence de façon plus vigoureuse au funk. Ce n'est pas un hasard si ces trois-là apparaissent au catalogue Virgin ; se consacrant exclusivement au rock, depuis dix ans la compagnie anglaise a su prendre en chaque occasion le pouls des différentes tendances qui l'ont marqué.

Au-delà d'une filiation certaine, quoique moins brillante, avec les travaux de David Bowie, une constante domine chez tous ces groupes : la qualité des voix. Elles sont riches, numérotées, et les mélodies reposent essentiellement sur les harmonies qu'elles dessinent. Il reste que si 1982 doit être l'année du rock électronique, ces musiciens devront passer au stade supérieur, donner une âme à leurs instruments, communiquer des sentiments plus audacieux, s'attaquer au fond et non plus s'attacher à la forme, au risque de sombrer, eux aussi, dans un exercice de style éphémère.

ALAIN WAIS.

★ Discographie : Orchestral Manoeuvres, Human League, Heaven 17 chez Virgin ; Ultravox chez RCA ; Soft Cell chez Celluloid.

★ Orchestral Manoeuvres sera à Paris le 18 janvier. Human League viendra en février.

PATRIMOINE

Pouvoirs et urbanisation

Les Pyramides sont sauvées
Les Pyramides sont menacées

En 1978, Sadate, sous la pression de l'opinion internationale, avait dû annuler le projet passé avec une société de Hong-Kong visant à la construction sur le plateau sacré de Guizah, au sud-ouest des grandes Pyramides, d'un énorme complexe touristique de quarante-deux mille lits répartis en vingt-quatre « villages » se mirant dans un lac artificiel en forme de croix pharaonique... Le site où se trouve la seule encore debout des sept merveilles du monde antique n'en avait pas pour autant été rendu depuis à sa nécessaire nudité, les Carottes continuant d'édifier sur des terrains appartenant à l'Etat, et malgré les appels anglois des égyptologues, force viles luxueuses ou cabanons de fortune — appelés au Caire « chalets », — restaurants, cabarets et même une mosquée !

Tout cela n'existe plus aujourd'hui. De puissants engins à chenilles sont venus en décembre sur l'ordre du général Mubarak, le nouveau roi, peut-être conseillé par une épouse férue d'égyptologie, et ils ont rasé tous les bâtiments qui défiguraient l'horizon de Guizah, n'épargnant pas plus les anciennes casernes britanniques que la villa présidentielle (utilisée par Nasser, puis par Sadate), celle des jésuites, de tel ancien ministre ou de telle artiste. Tout cela n'est pas allé sans drames, des épouses ayant découvert à la lecture des journaux que leur conjoint avait possédé une garnison au désert, un « propriétaire » étant pris d'un malaise cardiaque sur les ruines de sa maison « avec vue sur les pyramides » récemment édifiée, sans parler des danseuses orientales privées de leur piste.

On parle maintenant de nettoyer l'environnement des monuments du côté de la vallée du Nil, où le Sphinx paraît sérieusement menacé par les infiltrations d'eau

souterraines et les gaz d'échappement des véhicules. L'indifférence des églises caiotes a laissé à l'est des Pyramides hôtels de tourisme, magasins de souvenirs et habitations traditionnelles s'accrocher jusqu'au rebord même du plateau. Dans un premier temps, il faudrait au moins ébouter un sanatorium pour enfants et un pavillon néo-pharaonique de Farouk transformé en buvette et déplacer le hanger verdâtre hideux que les Italiens, pour une fois ennemis de la beauté, ont construit au pied de la pyramide de Khéops afin d'y abriter in situ la barque solaire de ce pharaon retrouvé en 1954.

Alors que des périls dus à l'urbanisation anarchique s'éloignent peut-être définitivement de Guizah, d'autres, liés à l'avidité « organisée » des promoteurs, réapparaissent. Au moment même où la présidence faisait nettoyer le plateau, le gouverneur de la région comprenant les Pyramides paraissait un nouveau projet de « mise en valeur » — s'articulant autour de trois points au lieu de vingt-quatre, il est vrai... — et prévoyant en contrebas du plateau et sur le plateau lui-même trois « centres

de tourisme, culture et loisirs ». L'ensemble comprendrait des galeries marchandes, une bibliothèque, une poste, un commissariat, des restaurants, des parkings, des toilettes, un espace pour les festivités populaires et même un « jardin pharaonique », dont l'évocation, à lui seul, fait frémir. Il ne reste plus à espérer que le successeur de Sadate renvoie à ses cartons ce plan insensé — et qu'il constitue une commission de surveillance ad hoc, car les promoteurs ont pour caractéristique, quand ils ont jeté leur dévolu sur un site, de toujours revenir à la charge.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

CINÉMA

« Chercheuses d'or », de Mervyn le Roy

La dépression en cadence

Dans son récit et très savant ouvrage *Comédie musicale* (Editions Stock), Alain Masson n'hésite pas à considérer *Chercheuses d'or*, aux côtés de *Chantons sous la pluie*, comme un des deux chefs-d'œuvre du genre. Regardant un peu la comédie musicale à la manière d'André Bazin le western, l'auteur y verrait volontiers, même s'il n'emploie pas ces termes, le cinéma américain par excellence.

Chercheuses d'or est le second volet d'une trilogie créée à la Warner en 1932-1933 sous l'impulsion de Darryl F. Zanuck, à un moment où le musical, né véritablement avec le cinéma parlant, connaît une crise, où, au dernier moment, les distributeurs coupent les numéros jugés indigestes. Zanuck, qui quittera la compagnie peu après 42^e Rue pour fonder le Twentieth Century (qui fusionnera en 1935 avec la Fox), embauche le chorégraphe Busby Berkeley, amené deux ans plus tôt de Broadway par le producteur Samuel Goldwyn. Découragé, prêt à regagner New-York et la routine du théâtre légendaire comme on dit en Amérique, Busby Berkeley reprend du service et déploie des bataillons de girls filmés sous tous les angles par une caméra unique (jamais deux caméras ne tournent en même temps).

Chercheuses d'or amplifie les trouvailles de 42^e Rue et les porte à la perfection dramatique dans le numéro *Remember my Forgotten Man* sur la guerre de 1914-1918 et la dé-

pression des années 30. Busby Berkeley prouve sans effort, ou plutôt au prix d'un travail acharné d'où l'expression d'effort a été gommée, que le musical peut tout dire, mais exige d'énormes moyens, aujourd'hui inaccessibles même à Hollywood. Le génie de la comédie musicale telle que l'a inventée la Warner culmine, juste après *Chercheuses d'or*, dans *Prologues*, où James Gagney conduit le bal.

Les histoires deviennent secondaires, il s'agit toujours de mettre sur pied une revue malgré la crise. Le musical de la Warner, phénomène unique dans l'histoire du cinéma, renvoie à un studio connu comme le studio de l'« homme laborieux » (*The Working Man*). Il s'insère dans une mythologie populiste propre à la Warner, où les capitalistes peuvent se laisser bernier, où les girls incarnent une morale du show business qui trouve toujours récompense.

Joan Blondell, morte en 1979, introduit admirablement le grand numéro final. Elle a su évoquer l'esprit qui animait alors le studio : « *Busby Berkeley nous utilisait jusqu'à l'os... Mais je suis heureuse d'avoir vécu cette époque, les années de la dépression. Les gens voulaient rire, être libérés de leur désespoir. » La trilogie 42^e Rue, *Chercheuses d'or*, *Prologues*, reste un moment de l'histoire de l'Amérique.*

LOUIS MARCORRELLES.

★ Action Christine, 6.

Otheatre Ouvert

dernière samedi 9 à 19h

partage

de et par
michel deutsch

Par le meilleur représentant du néo-théâtre français, joué par trois femmes - nouvelles Boucchats. Dans ce nouveau théâtre qu'il faut découvrir.

LE NOUVEAU OBSERVATEUR

Vout le théâtre : bref, intense et fascinant.

L'EXPRESS

le jardin d'hiver

loc. 262.59.49 - fnac - copor

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

Jeudi 14 janvier, 20 h 30

Premier concert de l'intégrale

6 Sonates de BEETHOVEN

par VYRON

BELLAS

Loc. Théâtre et 723-47-17

CHATELET

THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS

du 15 au 31 janvier

noureev

hommage à diaghilev

ballet théâtre français / nancy

prix des places : 25, 30, 50, 90, 125 et 140 francs

location aux caisses du théâtre / place du Châtelet, de 11h à 18h30

par téléphone : 261.97.83, de 11h à 18h (sauf dimanche)

MARIGNY

A partir du vendredi 22

FRANÇOIS PÉRIER

ROMAN POLANSKI

amadeus

de PETER SHAFFER

Texte français : POL QUENTIN

Décor et costumes : ANTHONY POWELL

Mise en scène : ROMAN POLANSKI

GEORGES ATLAS - RAYMOND BAILLET

MARC DUDICOURT

GUY KERNER - NAËL KERVOAS

JACQUES MAURY - GEORGES MONTILLIER

BERNARD MUSSON - JEAN-PIERRE RAMBAL

SONIA VOLLEREAUX

LOCATION OUVERTE

ACTUELLEMENT



C'est une œuvre immense, comme le cinéma hongrois ne nous en avait pas proposé depuis les débuts de Jancsó. MEPHISTO est un film exceptionnel.

Le Monde - Louis Marcorrelles

MEPHISTO : fête authentique de l'intelligence. Film héroïque, turbulent, exaltant, noyant les terribles fantômes hitlériens dans le faste baroque d'une fête tragique.

le point - Pierre Billard

Voilà un film qu'il ne faut pas manquer.

LE FIGARO - Claude Baugnères

La présence de l'actrice polonaise Krystyna Janda, celle de « L'HOMME DE MARBRE » et de « L'HOMME DE FER », donne encore plus de force et d'actualité à ce film requétoire.

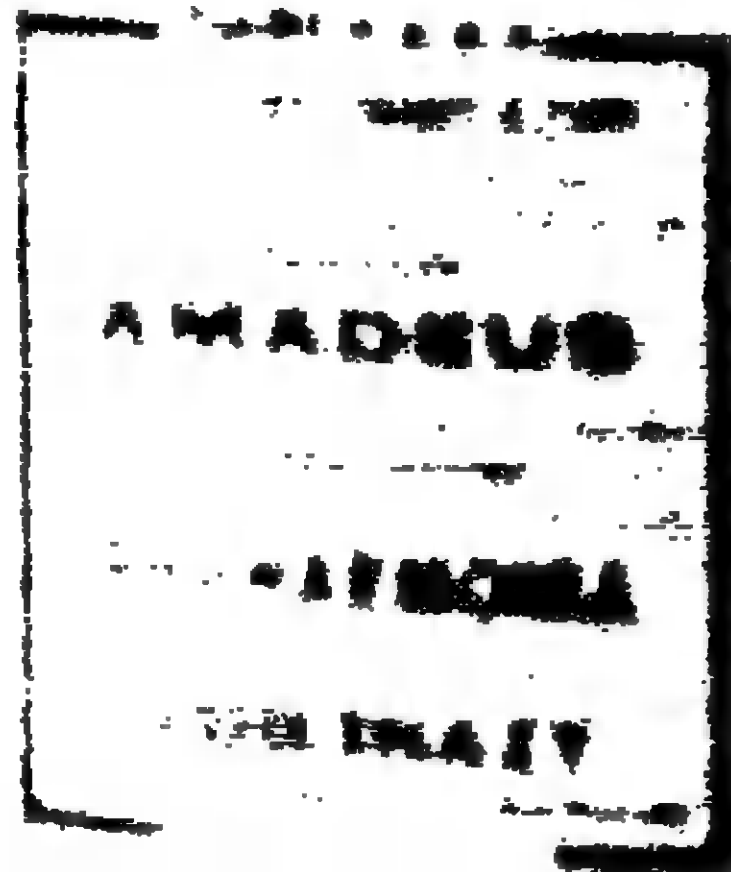
France Soir - Robert Chazal

Prix du meilleur scénario à Cannes 81 à l'heure des récompenses, cette œuvre remarquable aurait à vrai dire mérité d'être placée plus haut dans la hiérarchie du Palmarès. Qu'il importe ! le film est là aujourd'hui, face à son véritable destinataire, le public, et c'est bien cela l'important.

L'Express - François Maurin

Ce n'est pas un mythe ni un personnage d'opéra. Il existe. On l'a rencontré, on le rencontre encore dans les films comme dans la vie.

Télérama - Jean-Luc Douin



RADIO-TÉLÉVISION

CARNET

VU

Quinze millions de sourires

Que ce soit par l'image ou par le son, ce n'est pas facile de donner à voir une ville, une grande ville... Je pense à la série des « Capitales insolites » sur Antenne 2, de servir de guide à une foule totalement dépourvue de touristes en pantalons de velours et de chaussures à talons hauts. Il y a ceux qui y sont allés pour leur plaisir ou leur curiosité, ceux qui ont le plaisir de voyager, ceux qui, pour se distraire, organisent des circuits imaginaires, élaborant des combinaisons auto-stop, ferry, car, train, chariot, ceux qui possèdent le Guide du routard, bref, les agiles, l'an aïe, les diligents du déplacement, dont le plaisir s'ajoute au fait et à mesure que s'éloignent les frontières.

Il y a ceux qui ne bougent jamais de chez eux ou très peu, ceux qui, faute de temps, de goût ou d'argent, se contentent de regarder à la télévision les frontières d'un monde de cartes postales lointaines, belles, étalées derrière la vitre de l'écran. Marie Arch, le Collège, l'Empire State Building, l'Acropole, deux ou trois musées, un bon bistrot, français de préférence, un peu de musique d'ambiance et allez, c'est passé, empaqueté : en cinquante-cinq minutes, on a fait...

Londres, Rome, New-York ou Athènes, merci bien, ça suffit, ce sera tout pour aujourd'hui. A Tokyo — on y était lundi soir, c'était monumental, historique, inutile de se précipiter, il n'y a pas, il n'y a pas, les bombardiers japonais ont tout rasé en 1945. Ce qu'il y a, en revanche, et ça il y a à l'énormément, c'est des Japonais. Chaque fois qu'on débarque, on a le choc, on est renversé par la densité invraisemblable de cette mouvante masse de gens. Ils sont quinze millions à circuler dans une cité-bureau futuriste, centre de banlieue-dortoir à l'ancienne, constamment secouée par des tremblements de terre et menacée par la loi : quinze millions de visages impatients et de sourires épiqués aux tempes, parfois imperméables à toute langue étrangère y compris l'anglais.

« Bienvenue », « eil vous plaît » et « merci », voilà, nous disait Marie, le réalisateur, les « maître-mots » de cet art de vivre ensemble en si grand nombre sur un si petit coin de la planète. Sans se bousculer, sans se plaindre, sans s'entrevoir sinon entre marchands de drogue, de filles et de jeux, les marchands ambulants, c'est ainsi qu'on surnomme les parades nippones.

A noter deux très jolies séquences : la cérémonie de l'accueil confiée dans les grandes lignes à des jeunes japonais aux jupes de porcelaine, aux voix d'oiseau, et qui s'inclinent avec la régularité de poupées mécaniques — bienvenue, s'il vous plaît, merci — devant le flot de la clientèle. Et puis le rayon dont les employés de gare entourent, entassent, à grande coupe d'épauls, la marchandise humaine dans des wagons bondés sans provoquer l'ombre d'une protestation chez les habitués de la ligne Yamanote-Tokyo.

Il faut ce qu'il faut, et ce qu'il faut, c'est arriver à l'heure à son boulot, travailler d'arrache-pied, prendre de cinq à huit minutes pour lamer sa soupe aux nouilles à l'heure du déjeuner, et sponger ensuite les fatigues de la journée avec les copains dans les bars américains de Tokyo by night. Et les femmes, pendant ce temps-là ? Elles restent plantées chez elles devant la télévision. D'ailleurs, bien vu, bien montré, Tokyo, on y serait volontiers resté une heure de plus.

CLAUDE SARRAUTE.

Le « scandale » de « Droit de réponse »

NOUVELLES RÉACTIONS

La presse du mardi 5 janvier revient largement sur ce que certains qualifient d'« affaire Polac ». Max Clos, consacrant ainsi à l'émission « Droit de réponse » son éditorial en première page du *Figaro*. Mais alors que le journal de M. Hénaut avait critiqué l'intervention du ministre de la communication, le propos du reportage consacré aux « trottoirs de Manille », il affirme aujourd'hui attendre du gouvernement l'interdiction de l'émission contestée, « égrégore délabrée de destruction des consciences ».

Répondant, pour sa part, à l'A.P. au sujet de « Droit de réponse », le président de l'U.P. M. Jacques Boulet, a vu dans l'émission de Michel Polac « un témoignage de l'obscurité de la télévision à l'égard des problèmes de la vie ». « Réaliser en direct cette émission comporte naturellement un certain nombre de risques », ajoute M. Boulet, « mais, par exemple, de déformer, voire de choquer. Mais il est normal que la télévision l'assume parce qu'il est la contrepartie de la liberté d'expression ».

Mme Yvette Roudy, ministre des droits de la femme, qui s'exprimait lundi devant des journalistes, s'est élevée en revanche contre « les pseudo-détracteurs qui insistent la gauche en stigmatisant qu'ils font peuple parce qu'ils sont vulgaires » et jugé l'émission semblable à « un spectacle de bistrot » et « grossier et vulgaire étalé médiéval ». Une position semblable à celle de M. André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière, qui s'est déclaré profondément « choqué ».

■ **PRÉCISION.** — Dans l'article intitulé « La nouvelle télévision » (*le Monde* du 5 janvier), nous avons écrit que le chiffre de 42 % d'écoute attribué à l'émission « Droit de réponse » était celui du sondage réalisé quotidiennement par la société Kono-France pour France-Sor, et portait sur le choix de programme de cent familles de la région parisienne jointes le soir même par téléphone.

■ **RECTIFICATIF.** — C'est l'orchestre de l'Opéra de Paris, et que nous avions écrit dans nos programmes, l'orchestre de Lyon, et plusieurs autres encore, qui interprètent, sous la direction de Serge Baudo le *Requiem* de Berlioz donné en septembre 1981 au Festival de Lyon et retransmis par Antenne 2 et France-Musique, le 2 janvier dernier.

FAITS DIVERS

A PARIS

Un mort et un blessé grave dans le métro

Un homme armé a été tué par des policiers lundi soir à Paris, dans le métro parisien, vers midi. L'homme, qui était détenteur d'un passeport américain, est mort. Il s'agit de Michel Nadeff, né en 1948, a été tué sur le balcon du métro entre les stations Concorde et Belleville (vingtième), sur la ligne Dauphine-Nation.

Michel Nadeff avait été interpellé au cours d'un contrôle d'identité de routine sur les quais du métro Concorde par les policiers de la compagnie centrale des agents du métro (C.C.S.M.). Les agents qui le fouillaient avaient découvert sur lui un pistolet de calibre 6,35 mm. Mais Michel Nadeff, qui était également porteur d'un pistolet de calibre 7,65, parvenait à se dégager avant que la fouille ne soit terminée et à s'enfuir. Il réussit à prendre une certaine avance de mètres d'avance sur ses poursuivants puis tira un coup de feu dans leur direction. L'un d'eux riposta alors et tira une balle qui devait être mortelle.

D'autre part, un adolescent âgé de seize ans, William B., a été victime d'une agression dans le métro parisien, vers midi, à la station Montmartre, dimanche 3 janvier. Monté dans le métro à la station Wagram avec un camarade, les deux jeunes gens ont été abordés et menacés par deux jeunes malfaiteurs qui, sous la menace de couteaux, exigeaient de l'argent. William B. a refusé et a essayé d'échapper à l'un des agresseurs, un Noir, qui l'a frappé de plusieurs coups de couteaux au ventre. Ensuite, les deux agresseurs ont quitté la rame sans être inquiétés par les vingtaine de voyageurs témoins de cette agression. C'est seulement à l'arrivée du métro à la station République que l'alerte fut donnée et que la victime fut transportée à l'hôpital Saint-Louis, où son état était jugé sérieux.

SPORTS

FOOTBALL

Décision suspendue pour les grands stades de Lyon et de Saint-Etienne

De notre correspondant régional

Lyon. — Une enquête sur la procédure... c'est le seul résultat concret d'une réunion qui s'est tenue, le lundi 4 janvier, à Charbonnières, siège de l'établissement public régional, sur le thème de l'opération « Grands Stades » de Lyon et de Saint-Etienne. A la suite du vote négatif du conseil général de la Loire, le 24 décembre 1981, et en raison des fortes réticences de la municipalité lyonnaise, pour le financement de ces deux importants projets, le préfet de la région Rhône-Alpes, M. Olivier Philip, avait provoqué une réunion avec les présidents des conseils généraux concernés, le président du conseil régional, les responsables des finances des assemblées et les deux maires considérés comme « maîtres d'œuvre », MM. Francisque Collomb et Joseph Sanguedolce.

Le 4 janvier, le conseil général du Rhône se saisira du dossier. Quatre jours plus tard, à la demande du maire de Saint-Etienne, relayé par les autorités préfectorales, le conseil général de la Loire examinera de nouveau le plan de financement de l'aménagement du stade Geoffroy-Guichard. Cette réunion est en elle-même un succès pour les partisans de l'opération, qui ne pouvaient rester sur un résultat négatif. Il n'est cependant pas certain que le conseil régional renoncera au projet. Les inquiétudes financières de la municipalité lyonnaise, elles, pourraient être en partie apaisées par l'octroi de prêts à taux modifiés par la Caisse des dépôts et consignations.

En tout état de cause, ce n'est qu'après les réunions des 14 et 18 janvier prochain, après même l'examen du dossier par le conseil régional aux premiers jours de sa session, le 25 janvier, que les maires, en fonction de l'accueil réservé à leur demande de participation, prendront « en concertation avec l'Etat » qui traite, précise M. Olivier Philip, avec les municipalités leur décision définitive. Cela signifie que les décisions des stades de Saint-Etienne et de Lyon vont, pendant quelque temps encore, nourrir le débat politique régional et même national, puisque le renoncement de l'une des deux villes, ou des deux, ne serait pas sans conséquences sur le championnat d'Europe des nations pour lequel la France est engagée.

Rappelons que les projets sont évalués à 70 millions pour Saint-Etienne et à 285 millions pour Lyon. La part déjà annoncée de l'Etat sera respectivement de 24,5 millions et de 10,8 millions. Le conseil régional délibérera sur une proposition de programme égale à 50 % de la subvention de l'Etat, soit au total 17,65 millions de francs. Les aides régionales aux assemblées départementales sont du même ordre.

CLAUDE REGENT.

VOLLEY-BALL. — La Corée du Sud, quatrième des derniers championnats du monde, a battu la France par 3 sets à 1 (15-5, 15-3, 8-15, 15-5), le 4 janvier, à Paris.

Naissances

— Ruguette et Alfred HIBEL partagent avec Catherine la joie d'annoncer la naissance d'Anne-Laurence le mardi 22 décembre 1981 à la clinique de la Minuit, 48-48, rue Nicolo, 75016 Paris.

— Jean et Véronique MAILLET ont la joie d'annoncer l'arrivée de Michaël, le 14 décembre 1981, chez eux, le 14 décembre 1981, 11, rue de Javel, 75014 Paris.

Fiançailles

— Caroline COLONNA et Yves GIRAUD ont la joie de faire part de leurs fiançailles. Gap, le 26 décembre 1981. Gap (05000). Frontvielle (13900).

Mariages

— Lilité GOZLAN et Gilles PELLEGRIEN ont le plaisir de faire part de leur mariage célébré dans la plus stricte intimité en la mairie du septième arrondissement le 23 décembre 1981.

Décès

— Nous apprenons le décès, survenu à Paris le 30 décembre 1981, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, de M. René DORAND, constructeur aéronautique, fondateur de la Société des giravions Dorand.

(Né le 21 mai 1908 à Arvignac (Vaucluse), René Dorand, ingénieur de l'école centrale et diplômé de l'école supérieure d'électrotechnique, est le fils d'Emile Dorand, lui-même constructeur d'avions (il a notamment mis au point les premières hélices propulsives). Il entre en 1922 comme ingénieur à la société Louis-Breguet et il se spécialise dans les problèmes de gravitation. Il construit notamment, en 1925, le premier hélicoptère équipé de deux rotors contrarotatifs (tournant en sens inverse), à bord duquel le pilote Maurice Claisse réalise peu après les premières performances spécifiques à l'hélicoptère (vol stationnaire, translation, etc.). Dans le cadre de la Société des giravions, qu'il constitue l'année suivante, il invente le plateau cyclique, qui, par un système de battants articulés, permet de réaliser les évolutions horizontales, l'hélicoptère. Faute de brevet, l'invention sera copiée dix ans plus tard par le constructeur américain Sikorsky et adoptée, depuis, sur nombre de volants touristiques. Après sa mise en sommeil pendant la guerre, la Société du gyroviseur est intégrée, en 1945, dans la Société nationale de constructions aéronautiques du Centre (S.N.C.A.C.). René Dorand y réalise un nouveau prototype d'hélicoptère, le HC 26, avant de fonder, en 1950, la Société des giravions Dorand, qui produira notamment une maquette de grue volante, puis se lancera dans l'étude et la réalisation de simulateurs de vol et de tir, matériels qu'elle continuera de produire de nos jours.)

— M. et Mme René Strausz, née Jeanne Strausz, ont la douleur de faire part du décès de leur mère et grand-mère, survenue en son domicile, à Paris, le 29 décembre 1981, 20, rue des Dominicains, 92000 Nanterre.

— Mme Elyane Lapeyre, née Jeanne Lapeyre, Mme Bernard Boutan, ses nièces, sa famille et amis ont la douleur de faire part du décès de Mlle Anne BERTRAND, directrice commerciale honoraire de la Compagnie des Salins du Midi, et-cousine et la relation du commerce extérieur, survenue le 29 décembre 1981, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Selon la volonté du défunt, le corps a été remis à la science, 103, avenue de Brancard, 69100 Nica.

— La famille et les amis de Mme Anne-Marie CAMUSAT, professeur honoraire d'école normale de Paris, ancienne élève de l'école normale supérieure de Fontenay-aux-Roses, chevalier du légion d'honneur national du Mérite, ont la douleur de faire part du décès de leur mère et grand-mère, survenue le 28 décembre 1981, à l'hôpital de la Fondation Curie à Paris.

Selon sa volonté, son corps a été remis à la faculté de médecine pour servir à la recherche. Que tous ceux qui ont bénéficié de son amitié et de son affection soient nôtres à son souvenir. 117, boulevard du Montparnasse, 75006 Paris.

Naissances

— Les familles Imbrihan, Hegray et Chabanian, ont la joie de faire part du décès de Mlle Charles CHABANIAN, survenue le 30 décembre 1981, à Nica. Les obsèques auront lieu le jeudi 7 janvier 1982, à 10 h 30, en l'église Saint-Honoré-d'Eylaut, Paris-16^e. Cet avis tient lieu de faire-part.

Paris, Montpeller. — On nous prie d'annoncer le décès, dans sa soixante-quatrième année, de Joseph-Charles de CHERADE, comte de MONTBÉON, survenue le 29 décembre 1981 à Sao Paulo (Brésil). De la part de : Ses enfants, Le vicomte de Montbérion, M. et Mme Emmanuel Grasset. Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Jean Emery, ses enfants, petite-enfants et arrière-petits-enfants ont la tristesse de faire part du décès de M. Jean EMERY, ancien directeur à la société Philips, survenue le 29 décembre 1981, après une longue maladie. Une messe du souvenir sera célébrée le samedi 9 janvier 1982, à 18 h 15, en l'église Saint-Jacques du Haut-Pas, au parloir (233 bis, rue Saint-Jacques, Paris-5^e), 23, rue Pierre-Nicolas, 75005 Paris.

— On nous prie d'annoncer la mort du peintre Madeleine GRENIER, Bourges-la-Beine, 3 janvier 1982.

Paris, Lyon, Vaucluse (89). — Victor et Marie Couraud, née Guyard, leurs enfants et petits-enfants, Georges Guyard et ses enfants, font part de la mort de leur père, M. Victor Couraud, décédé le 25 août 1981. Les obsèques auront lieu à Paris le 10 janvier 1982, à 15 h 45 en l'église Saint-François-Xavier.

— Mme Charles Guillaud, son épouse, Mme Jacques Guillaud, sa fille, M. et Mme Emmanuel Hinglais, Etienne et Thomas, ses petits-enfants, M. et Mme Jean Gachet, ses beaux-frères et sœurs, M. et Mme Alain Gachet et leurs enfants, ses neveux et nièces, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de M. Charles GUILLAUD, directeur de recherches titulaire honoraire au Centre national de la recherche scientifique, ancien directeur du Laboratoire du magnétisme de Bellevue, membre correspondant de l'Académie des sciences, officier de la Légion d'honneur, de l'Ordre national du Mérite, commandeur des Palmes académiques.

survenue le 31 décembre 1981, dans sa quatre-vingt-deuxième année. La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 6 janvier 1982, à 9 heures, en l'église Notre-Dame de Bellevue, à Meudon, suivie de l'inhumation au cimetière des Longs-Régards à Meudon dans le caveau de famille. 7, rue des Capucins, 92150 Meudon.

— Nous apprenons le décès de Jacques HOWLETT, survenue le 4 janvier 1982, en son domicile parisien, à la suite d'une longue maladie.

(Né en 1919 à Abbeville, Jacques Howlett était professeur de philosophie au lycée Carnot. Ami de longue date d'Alfred Diop qu'il avait connu au lycée Saint-Louis, où les deux hommes étaient maîtres d'internat, Jacques Howlett appartenait à l'équipe de fondation de Présence africaine qu'Alfred Diop jusqu'à sa mort en mai 1960.)

— Mme Yves Le Dantec, ses enfants, ses petits-enfants, Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de Yves LE DANTEC, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, survenue à Grasse, le 30 décembre 1981, à l'âge de soixante-trois ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée à Grasse, dans la plus stricte intimité. Une messe sera dite en l'église Saint-Eustache, à Paris, le samedi 23 janvier 1982, à 11 heures.

Nos abonnés, bénéficiaires d'une réduction sur les insertions de « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Naissances

— Alger, Monson, Paris, Arvignac, Allouch-en-Provence. Mme Désiré NORA, née Elanèche Christian, son épouse, M. Jean-Pierre Moyné et Mme, née Chantal NORA, et leurs enfants, M. et Mme Druon NORA-Colnard et leurs enfants, Mlle Axelle NORA et Michel son mari, ont la douleur de faire part du décès, dans sa soixante-quatrième année, de M. et Mme Albert NORA et leurs enfants, ses frères.

Les familles Musso, leurs enfants et petits-enfants, Les familles Christian-Guichard, Les familles Parvies et allées, Et tous ses amis d'Alsace et de France, ont la douleur de faire part du décès, dans sa soixante-troisième année, de l'église, le 1^{er} janvier 1982, à Labastide-des-Journans (Vaucluse), de leur bien-aimé.

Désiré NOTE, docteur en pharmacie, docteur des sciences, dans sa soixante-troisième année. La cérémonie religieuse a eu lieu le lundi 4 janvier 1982, en l'église Saint-Denis (Prieuré de Monceau), 20, boulevard Prince-Charlotte, Montreuil. 4, avenue Montparnasse, 75015 Paris.

— Le personnel des Laboratoires Laphal et Sest, avenue de Provence, à Allouch-en-Provence (Bouches-du-Rhône), a le regret de faire part du décès de leur administrateur, M. Désiré NOTE, docteur en pharmacie, docteur des sciences, survenue le 1^{er} janvier 1982, dans sa soixante-douzième année.

— Le personnel des Laboratoires Techni-Pharma, « Le Marcora », 7, rue de l'Industrie, à Monaco (principauté de Monaco), a le regret de faire part du décès de leur président-directeur général, M. Désiré NOTE, docteur en pharmacie, docteur des sciences, survenue le 1^{er} janvier 1982, dans sa soixante-douzième année.

— Le personnel des Laboratoires Marcelina, 88, rue Martin, à Gilly (Haute-Saône), a le regret de faire part du décès de leur président-directeur général, M. Désiré NOTE, docteur en pharmacie, docteur des sciences, survenue le 1^{er} janvier 1982, dans sa soixante-douzième année.

— Le personnel des Laboratoires Copilina, 49, rue La Fayette, à Casablanca, Et tous ses amis du Maroc, ont le regret de faire part du décès de leur président-directeur général, M. Désiré NOTE, docteur en pharmacie, docteur des sciences, survenue le 1^{er} janvier 1982, dans sa soixante-douzième année.

— Marc REMONDON a trouvé la mort, le 2 janvier 1982, près du monument de l'Algérie Vierge. Il avait vingt-neuf ans. Une messe sera dite solennellement à Paris, 188, boulevard Haussmann, 75008 Paris.

— Nous apprenons la mort de notre confrère Henri SABAGUET, décédé le dimanche 3 janvier 1982, à l'âge de soixante-trois ans, à Bourg-de-Bigorre (Hautes-Pyrénées). Ses obsèques ont lieu le mardi 5 janvier, à Bourg-de-Bigorre.

(Né le 15 septembre 1906 à Paris, Henri Sabaguet avait été, avant la dernière guerre, directeur de bureau et d'administration (tout à la perche). Entré à l'Agence Havas en 1928, chargé notamment de la couverture du baseball et du sport automobile, Henri Sabaguet était devenu chef adjoint du service des sports de l'A.P.P. en 1944. Il avait pris sa retraite en 1971.)

— Mme Agnès Berre-Baillou, son épouse, Mlle Anne Berre, sa fille, M. René Berre, son père, M. Jean Leclerc, ont la douleur de faire part du décès de Bernard SERRE, survenue le 4 janvier 1982, à Paris. Une cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 7 janvier, à 8 h 30, en l'église Notre-Dame-des-Ortues (81, rue Renoir, Paris-20^e).

— Mme Serge Varangot, son épouse, Mlle Anne Marie Varangot, M. et Mme Jean Serge Varangot et leurs enfants, M. l'abbé Varangot, M. et Mme Charles Sandron et leurs enfants, M. Charles Bernard, sa fille et sa petite-fille, M. et Mme Robert Lemoine et leurs enfants, ont la grande tristesse de faire part du décès de M. Serge VARANGOT, officier de la Légion d'honneur, médaille militaire, croix de guerre, le 28 décembre 1981.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité familiale, en la chapelle du Puy-Saint-Astier (Dordogne). Une messe sera dite à son intention, le mercredi 20 janvier 1982, à 15 h 30, en l'église Saint-Pierre de Châtellat, Paris. A place des Stages-Unis, 75116 Paris.

Anniversaires

— A ceux qui ont connu et aimé Mme Louis CHANROUX, née Marie RECHADE, une prière en sa pensée est demandée à l'occasion de son neuvième anniversaire de sa mort.

— Pour le dixième anniversaire du retour à Dien de Maurice CHEVALIER, la messe des prières sera célébrée à sa mémoire à l'église Saint-Roch, 288, rue Saint-Honoré, dimanche 10 janvier à 11 h. Son ami Fernand Carré, dominicain, prononcera l'hommage. Tous ceux qui ont connu et aimé Maurice Chevalier sont conviés à participer à cette action de grâce ou à s'y unir par la prière.

Soldes
Dans tous les rayons
et jusqu'à épuisement des stocks

AUX TROIS QUARTIERS
17 Bd de la Madeleine, Paris
Retrouvez le plaisir d'acheter

INFORMATIONS « SERVICES »

MODE

Doudounes de ville

Un des derniers vêtements de sport à entrer de plain-pied dans la vie citadine, la doudoune, chaude, légère et pratique, prend la relève du manteau et du blouson d'hiver, tant pour les adultes que pour les enfants. Les fabricants proposent désormais des variantes de couleurs vives, brillantes, destinées aux pistes de ski, et des modèles de ville en teintes plus neutres.

Les nouvelles techniques de moulage et de coupe apportent, grâce à l'ordinateur qui module le travail, une étanchéité accrue contre la pluie, la neige et le vent pour protéger les conducteurs de deux-roues, notamment chez LE VIEUX CAMPEUR (48, rue des Ecoles, Paris-8^e, Tél. : 329-12-32). Ici, les vêtements offrent même des



MARKS & SPENCER : Doudoune bicolor avec capuchon incorporé dans le col, assez longue pour couvrir les reins en deux-roues. Existe en beige, gris ou vert : 375 F, 35-37, boulevard Haussmann.

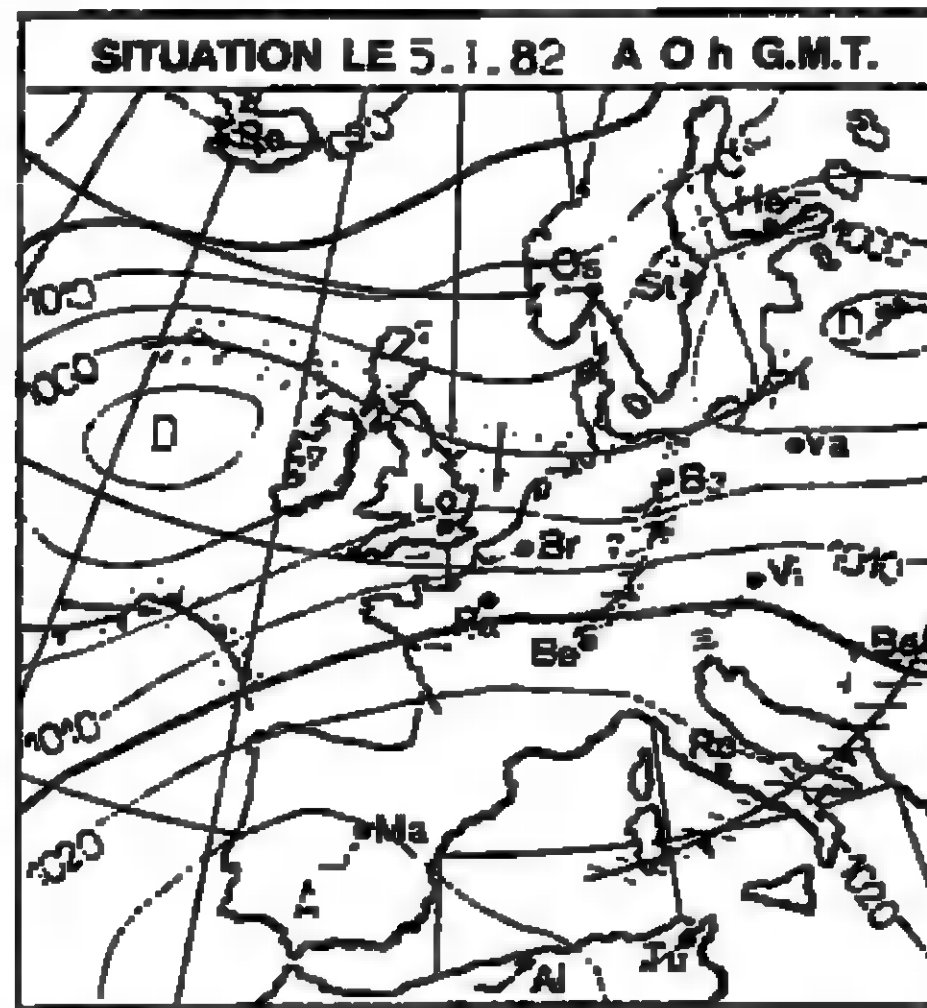
coutures cloisonnées contre le froid. Les doudounes sont remplies de duvet d'oie ou de canard, dont elles ont le poids plume. Elles demandent alors un entretien coûteux.

Le doudoune Hottolif, d'abord lancé en couettes, est une fibre synthétique de Du Pont de Nemours aussi chaude que le duvet, et lavable de surcroît, à des prix très accessibles.

Le moulage se recouvre, comme en sandwich, de nylon mat, placé à l'extérieur et se double de percale de coton pour le confort intérieur. Les modèles existent en trois longueurs, couvrant les reins jusqu'à mi-cuisse. Les cols sont montants, les fermetures à glissière ou bandes de velours au poignet, avec ou sans cordon de taille. Les prix oscillent de 480 F à 1 353 F, ce dernier pour un modèle long en tissu goretex, récente matière imperméable à pores, pour laisser passer la transpiration.

Chez MARKS & SPENCER (35-37, boulevard Haussmann, N. MONT-SERVAN.

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le mardi 5 janvier à 0 heure et le mercredi 6 janvier à 24 heures :

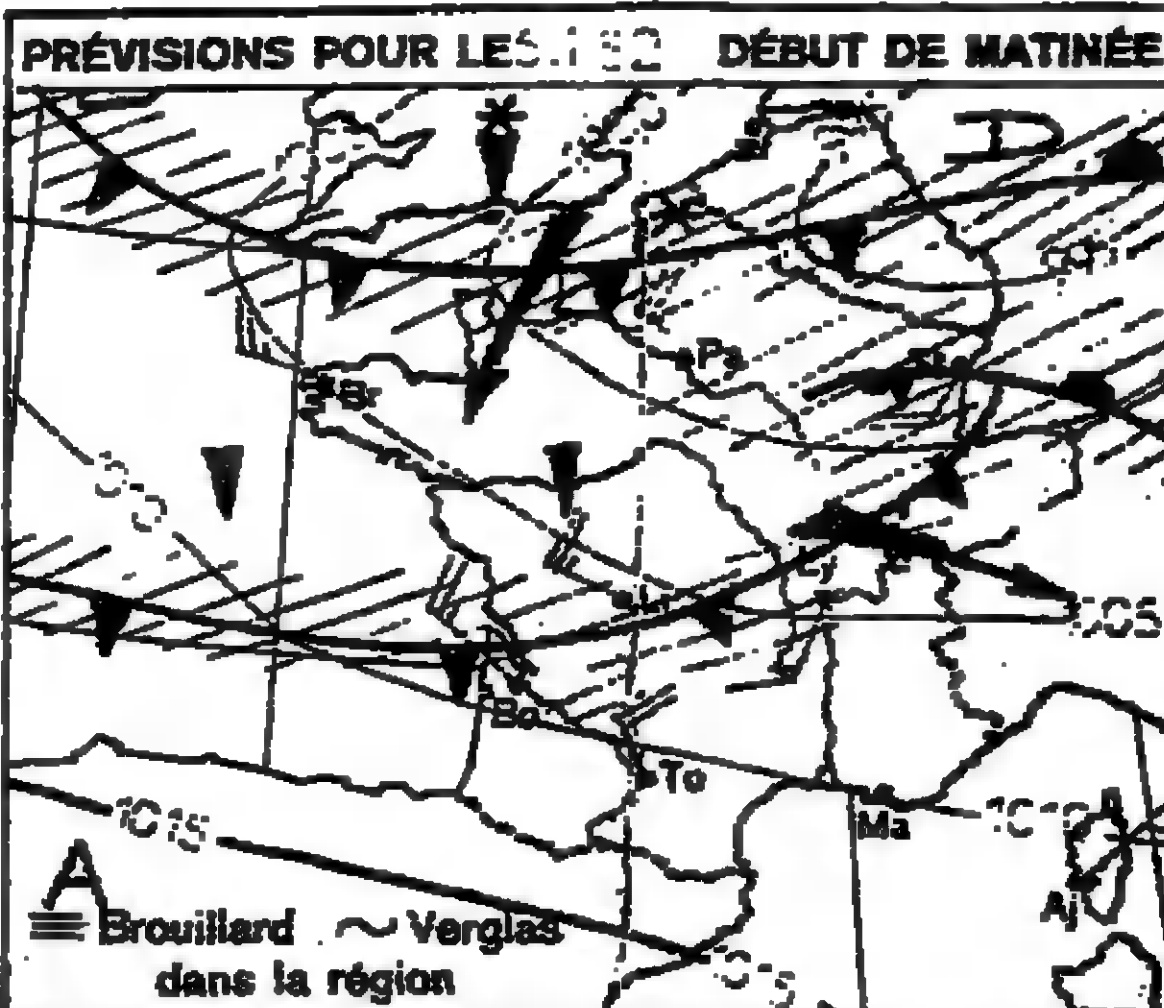
Le champ de pression continuera à s'élever sur la mer du Nord et les îles britanniques, ce qui aura pour effet de dévier une partie de l'air nettement plus froid qui circulait de la Scandinavie au sud du Groenland en direction d'une grande partie de la France. Cette arrivée d'air nettement plus froid sera accompagnée d'une aggravation plus ou moins sévère qui fera régresser vers le sud l'air maritime doux qui intéressait l'ensemble du pays ces derniers jours.

Mercredi matin, le temps sera encore doux pour la saison sur l'ensemble de la France, avec des pluies passagères sur les localités du nord, des Vosges et du nord des Alpes à la Gironde et, d'autre part, du nord de la Somme aux Ardennes. Au cours de la matinée mais surtout l'après-midi et le soir, de l'air nettement plus froid envahira progressivement par le Nord nos régions s'étendant de la Manche au nord des Alpes, avec des pluies suivies de neige et une rotation des vents au secteur nord-est. Par endroits, la baisse des températures sera supérieure à 10 degrés. Sur le reste de la France, le temps doux persistera avec encore des pluies ou des averse passagères moins marquées sur le secteur méditerranéen.

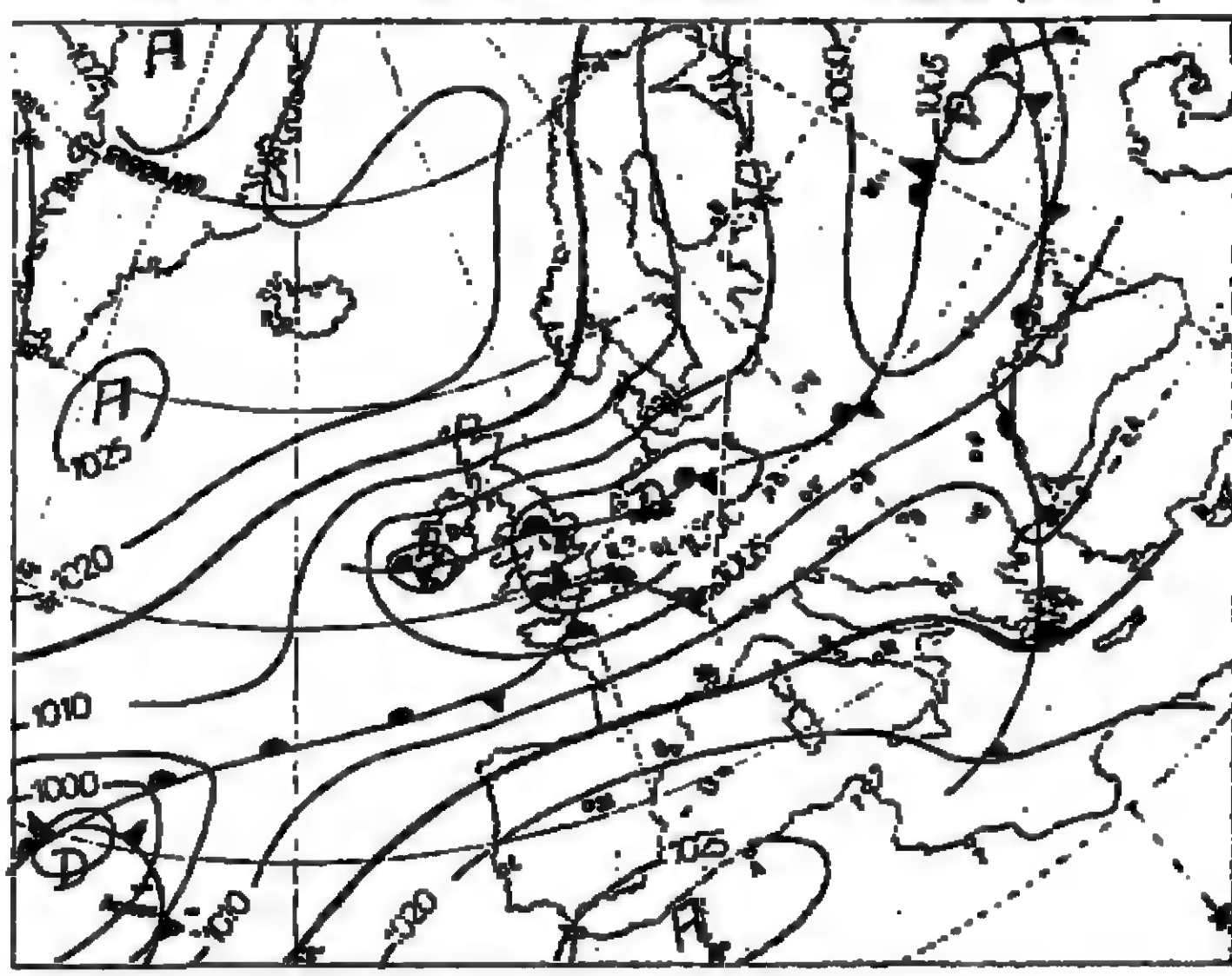
Pression atmosphérique réduite au niveau de la mer à Paris le 5 janvier 1982 à 7 heures : 1 012,5 millibars, soit 759,7 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 4 janvier ; le second, le minimum de la nuit du 4 au 5 janvier) : Ajaccio, 15 et 7 degrés ; Biarritz, 19 et 10 ; Bordeaux, 17 et 8 ; Bourges, 19 et 10 ; Brest, 12 et 11 ; Caen, 13 et 9 ; Clermont-Ferrand, 13 et 9 ; Dijon, 12 et 8 ; Grenoble, 13 et 7 ; Lille, 12 et 9 ; Lyon, 13 et 7 ; Marseille-Magnanne, 15 et 5 ; Nancy, 13 et 9 ; Nantes, 15 et 12 ; Nice-Côte d'Azur, 13 et 7 ; Paris-Le Bourget, 13 et 9 ; Pau, 20 et 7 ; Perpignan, 16 et 10 ; Rennes, 14 et 10 ; Strasbourg, 13 et 8 ; Tours, 15 et 11 ; Toulouse, 16 et 5 ; Pointe-à-Pitre, 26 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 19 et 7 degrés ; Amsterdam, 11 et 8 ; Athènes, 16 et 7 ; Berlin, 10 et 8 ; Bonn, 12 et 9 ; Bruxelles, 12 et 9 ; Le Caire (non parvenu), 18 et 15 ; Casablanca, 24 et 15 ; Copenhague, 2 et -4 ; Dakar, 27



PRÉVISIONS POUR LE 6 JANVIER, A 0 HEURE (G.M.T.)



et 18 ; Genève, 9 et 4 ; Jérusalem, 14 et 5 ; Lisbonne, 17 et 10 ; Londres, 13 et 8 ; Madrid, 12 et 8 ; Moscou, -19 et -23 ; Nairobi, 26 et 14 ; New-York, 12 et 2 ; Palma-de-Majorque, 16 et 7 ; Rome, 16 et 3 ; Stockholm, -18 et -19 ; Téhéran (non parvenu).

LES PROBABILITÉS POUR LA FIN DE LA SEMAINE
Jeudi : sur l'Aquitaine, le Languedoc, le Roussillon et la Provence, encore du temps doux et très humide. Ailleurs, le froid va s'accroître, surtout au nord et à l'est de la Seine, dans la nuit, où il fera -6 à -8, et dans la journée à peine 0 degré. Encore de nombreuses averses de neige jusqu'au Massif Central et aux régions proches de l'Atlantique.

Vendredi et samedi : offensive du temps doux et de la pluie sur les régions de l'Ouest et du Sud-Ouest. Toujours du froid sur le Nord et le Nord-Est. Entre ces deux zones bien contrastées, une bande allant de la Normandie et du Bassin parisien au Massif Central et à la vallée du Rhône où le conflit entre l'air froid et l'air chaud donnera de la neige et du verglas. Le reflux de l'air froid vers le Nord-Est devrait tout de même s'amorcer en fin de semaine.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

JEUDI 7 JANVIER

« La Sainte-Chapelle », 12 h 30, entrée, M. Guiller.
« Bibliothèque Forney », 1, rue du Figuier, M. Puchel.
« Musée Jacquemart-André », 15 h, 158, boulevard Haussmann, M. Zujovic.
« Le café Procope », 16 h, 13, rue de l'Ancienne-Comédie, M. Pennece (Caisse nationale des monuments historiques).

« Diens de l'Inde », 15 h 30, 6, place d'Iéna (Approche de l'art).

« Les fastes du gothique », 17 h, Grand Palais (Arcus).

« Salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, musée du Louvre (Commissaires d'Art et d'Architecture).

« Exposition Turner », 12 h 30, 28, rue des Francs-Bourgeois (M. Hager).

« Oeuvres d'art et curiosités », 15 h, Saint-Sulpice (Histoire et Archéologie).

« La franc-maçonnerie », 15 h, 16, rue Cadet (P.-Y. Jaslet).

« Les chefs-d'œuvre du musée », 10 h, musée du Louvre.

« Les hôtels du Marais du Temple », 14 h 30, musée du Louvre (Paris pittoresque et insolite).

« Le Palais-Louis », 14 h 30, musée du Louvre (Réserve du passé).

« Le Palais-Louis », 14 h 30, musée du Louvre (Réserve du passé).

« Le Palais-Louis », 14 h 30, musée du Louvre (Réserve du passé).

« Le Palais-Louis », 14 h 30, musée du Louvre (Réserve du passé).

« Le Palais-Louis », 14 h 30, musée du Louvre (Réserve du passé).

« Le Palais-Louis », 14 h 30, musée du Louvre (Réserve du passé).

« Le Palais-Louis », 14 h 30, musée du Louvre (Réserve du passé).

« Le Palais-Louis », 14 h 30, musée du Louvre (Réserve du passé).

« Le Palais-Louis », 14 h 30, musée du Louvre (Réserve du passé).

« Le Palais-Louis », 14 h 30, musée du Louvre (Réserve du passé).

« Le Palais-Louis », 14 h 30, musée du Louvre (Réserve du passé).

« Le Palais-Louis », 14 h 30, musée du Louvre (Réserve du passé).

« Le Palais-Louis », 14 h 30, musée du Louvre (Réserve du passé).

« Le Palais-Louis », 14 h 30, musée du Louvre (Réserve du passé).

« Le Palais-Louis », 14 h 30, musée du Louvre (Réserve du passé).

« Le Palais-Louis », 14 h 30, musée du Louvre (Réserve du passé).

« Le Palais-Louis », 14 h 30, musée du Louvre (Réserve du passé).

« Le Palais-Louis », 14 h 30, musée du Louvre (Réserve du passé).

« Le Palais-Louis », 14 h 30, musée du Louvre (Réserve du passé).

« Le Palais-Louis », 14 h 30, musée du Louvre (Réserve du passé).

« Le Palais-Louis », 14 h 30, musée du Louvre (Réserve du passé).

« Le Palais-Louis », 14 h 30, musée du Louvre (Réserve du passé).

« Le Palais-Louis », 14 h 30, musée du Louvre (Réserve du passé).

« Le Palais-Louis », 14 h 30, musée du Louvre (Réserve du passé).

« Le Palais-Louis », 14 h 30, musée du Louvre (Réserve du passé).

« Le Palais-Louis », 14 h 30, musée du Louvre (Réserve du passé).

« Le Palais-Louis », 14 h 30, musée du Louvre (Réserve du passé).

« Le Palais-Louis », 14 h 30, musée du Louvre (Réserve du passé).

« Le Palais-Louis », 14 h 30, musée du Louvre (Réserve du passé).

« Le Palais-Louis », 14 h 30, musée du Louvre (Réserve du passé).

« Le Palais-Louis », 14 h 30, musée du Louvre (Réserve du passé).

« Le Palais-Louis », 14 h 30, musée du Louvre (Réserve du passé).

« Le Palais-Louis », 14 h 30, musée du Louvre (Réserve du passé).

« Le Palais-Louis », 14 h 30, musée du Louvre (Réserve du passé).

« Le Palais-Louis », 14 h 30, musée du Louvre (Réserve du passé).

« Le Palais-Louis », 14 h 30, musée du Louvre (Réserve du passé).

« Le Palais-Louis », 14 h 30, musée du Louvre (Réserve du passé).

« Le Palais-Louis », 14 h 30, musée du Louvre (Réserve du passé).

« Le Palais-Louis », 14 h 30, musée du Louvre (Réserve du passé).

« Le Palais-Louis », 14 h 30, musée du Louvre (Réserve du passé).

« Le Palais-Louis », 14 h 30, musée du Louvre (Réserve du passé).

« Le Palais-Louis », 14 h 30, musée du Louvre (Réserve du passé).

« Le Palais-Louis », 14 h 30, musée du Louvre (Réserve du passé).

« Le Palais-Louis », 14 h 30, musée du Louvre (Réserve du passé).

« Le Palais-Louis », 14 h 30, musée du Louvre (Réserve du passé).

« Le Palais-Louis », 14 h 30, musée du Louvre (Réserve du passé).

« Le Palais-Louis », 14 h 30, musée du Louvre (Réserve du passé).

« Le Palais-Louis », 14 h 30, musée du Louvre (Réserve du passé).

« Le Palais-Louis », 14 h 30, musée du Louvre (Réserve du passé).

TRANSPORTS

LA S.N.C.F. ET LA CULTURE

M. Jean Javroz, député communiste du Nord, souhaite que la S.N.C.F. participe à sa façon à la démocratisation de la culture. Comment ? Il interroge en ces termes son collègue communiste, ministre des transports, M. Charles Fiterman :

Serait-il possible d'accorder une réduction sur les tarifs S.N.C.F. aux spectateurs se rendant à l'Opéra, aux concerts de l'Orchestre de Paris ou au Louvre. Ce vœu a été émis lors de la réunion du groupe d'études sur la musique, l'art lyrique et la danse afin de trouver un moyen supplémentaire au développement de ces activités culturelles en France. Une réduction de 75 % à la S.N.C.F. sur présentation d'un billet d'entrée au spectacle permettrait ainsi de donner un élan à la participation plus grande des Français à ce genre de spectacles actuellement délaissés par les « provinciaux ».

Quelles mesures comptez-vous prendre pour accorder une réduction allant jusqu'à 75 % sur les tarifs S.N.C.F. aux usagers se rendant à l'Opéra, au Louvre ou à un concert de l'Orchestre de Paris ? (Journal officiel du 28 décembre 1981).

CONFÉRENCES

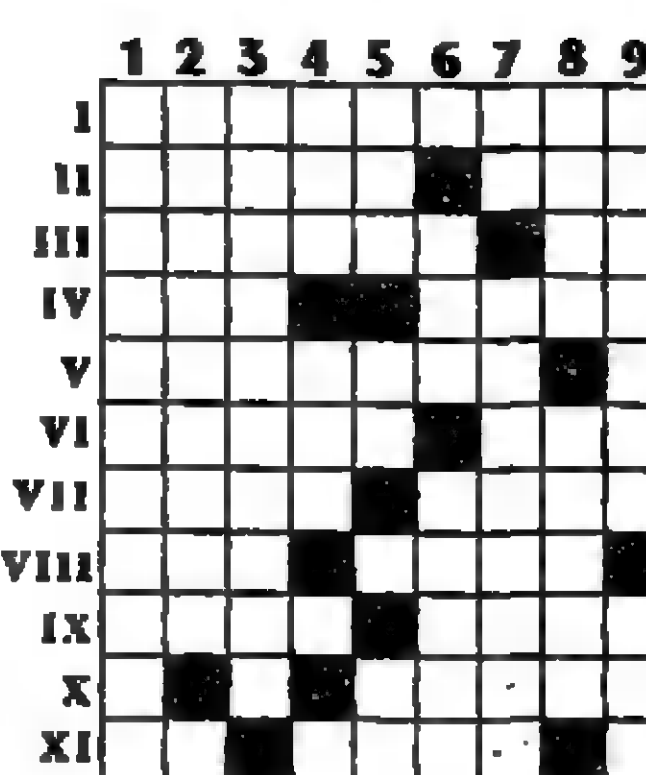
JEUDI 7 JANVIER

15 h, 46, rue Baraalt, M. M. Courchoux : « Grandeur et vicissitudes d'une citoyenneté française face à la justice » (Université populaire de Paris).
15 h, 2, place du Palais-Royal, M. J.-E. Perrin : « La falence du Nord ».

15 h 30, Centre Pompidou, salle d'actualité, rez-de-chaussée, MM. P. Buvier, D. Duclos, A. Spire : « De l'usine on peut voir la ville ».

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3097



HORIZONTALEMENT

I. Nom plus grand sur la carte des vins que sur la carte routière. — II. C'est parfois l'affaire d'une minute. Dieu scandinave. — III. Pensent « bête ». Personnel. — IV. Capitale de la dynastie des Bagratides. La proie pour l'ombre. — V. Mot pour mot. — VI. Est issu. Au bas de l'échelle des valeurs. — VII. Sa promenade est théoriquement réservée aux disciples de John Bull. Auxiliaire de l'état. — VIII. Se plante généralement par temps sec. Ne desserre pas les mâchoires pendant le travail. — IX. Déceler la traîne d'une combinaison. Pale au moulin ; pale à l'horizon. — X. Une femme se sent fiévreuse quand il viole son intimité. — XI. Copulative. Siège ou assise.

VERTICALEMENT

I. Fruit sigre de même nature que la guigne. — 2. Mailles dans les bas de nos grands-mères. — 3. Un naturaliste recherche, un naturaliste le fait. — 4. Éclairer la mine. Inspirateur d'une coiffure d'enfant. — 5. Barbe pour les sapeurs. Douce manifestation. Premier terme d'une injonction célèbre. — 6. Relève les plats et hausse la note. Agents préposés au maintien de l'ordre dans les vieux quartiers. — 7. Note. Homme vulnérable aux fièvres de cheval. — 8. Si sa femme fut très salée, ses filles, par contre, se révéleront trop dessalées. Oiseau moins difficile que le héron. — 9. Partant d'un beau gâchis, elle peut exécuter un excellent travail. Le continent, pour un insulaire de l'Atlantique.

Solution du problème n° 3096

Horizontalement
I. Grammaire. — II. Euro. Ilet. — III. Sûreté. Pi. — IV. Réver. — V. Aspiré. Ta. — VI. Tiare. Zig. — VII. Ingénuité. — VIII. Ouest. Ri. — IX. NS. Ecot. — X. Cyclone. — XI. Gris. Anac.

Verticalement
1. Gestation. — 2. Rut. Sinus. — 3. Ardoise. Ci. — 4. Me. Irea. Ya. — 5. Errent. — 6. Aisée. Ela. — 7. Il. Zircon. — 8. Répétitions. — 9. Etirage. Toc.

GUY BROUTY.

**CONJUGUEZ :
SAVEUR ET
FRAÎCHEUR.**

QUALITÉ

GUY LAROCHE

SOLDES
début le 6 janvier

GUY LAROCHE
BOUTIQUES
Prêt à Porter FEMININ

29, avenue Montaigne - 31, faubourg Saint-Honoré - 47, rue de Rivoli

MONSIEUR
30, faubourg Saint-Honoré

ACCESSOIRES
18, avenue Montaigne

BREF

COLLOQUES

SUPER-8 DANS LES PYRÉNÉES.

L'Association régionale d'expression par le cinéma non commercial (AREC) organise, en collaboration avec le service animation de la ville de Cabestany et la direction départementale Temps libre, jeunesse et sports des Pyrénées-Orientales, les rencontres d'hiver du film super-8, du 29 janvier au 31 janvier.

Ces rencontres sont ouvertes à tous les cinéastes amateurs et auront lieu à Cabestany (Pyrénées-Orientales), salle Carrière.

* AREC, 429, avenue du Val de Montferand, 34016 Montpellier.

FORMATION PERMANENTE

LE CONSEIL GÉNÉRAL - L'Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale organise un stage sur « le conseil général » les 29-30 janvier 1982 à Saint-Ouen-l'Aumône dans le Val d'Oise. Prix : 850 F et 640 F.

* ADELIS, 70, rue de la Villette, 75019 Paris. Tél. : 240-86-86.

TEMPS LIBRE

SELF-DÉFENSE.

La Direction départementale Temps libre, jeunesse et sports de Paris organise, avec l'appui du C.A.P.A.L.S., une journée d'information et de pratique de « Self-défense féminine » le dimanche 31 janvier 1982 au Gymnase Dunois - 62, rue Dunois, 75013 Paris. Participation : 100 francs (assurance comprise).

* 25, rue de Poitiers, 75006 Paris. Tél. : 359-41-69. Postes : 208 et 217.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des 4 et 5 janvier 1982 :

UN DÉCRET

« Relatif à l'harmonisation des circonscriptions du service du travail et de la protection sociale agricoles ».

DES ARRÊTÉS

« Relatif à l'administration de caisses d'assurance-maladie » ;
« Fixant le prix de vente en France continentale de certaines catégories de tabacs fabriqués ».

DES LISTES

« Des candidats définitivement admis à l'examen de commissaire aux comptes pour la session de 1981 » ;
« De classement aux concours de 1981 pour l'entrée à l'Ecole normale supérieure de jeunes filles (section des sciences) ».

Soldes de Soldes
LA SOLDERIE.

Votre boutique de soldes de prêt-à-porter de luxe féminine vous invite du 5 au 9 janvier à ses JOURNÉES EXCEPTIONNELLES 40 % de démarque

85, RUE LA BOÉTIE. 359-18-01

Le Monde

Servies des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE-DOM-T.O.M.
273 F 442 F 611 F 780 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
483 F 862 F 1 241 F 1 620 F

ÉTRANGER
(par mandats)

I - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
313 F 522 F 731 F 940 F

II - SUISSE, TUNISIE
386 F 667 F 849 F 1 230 F

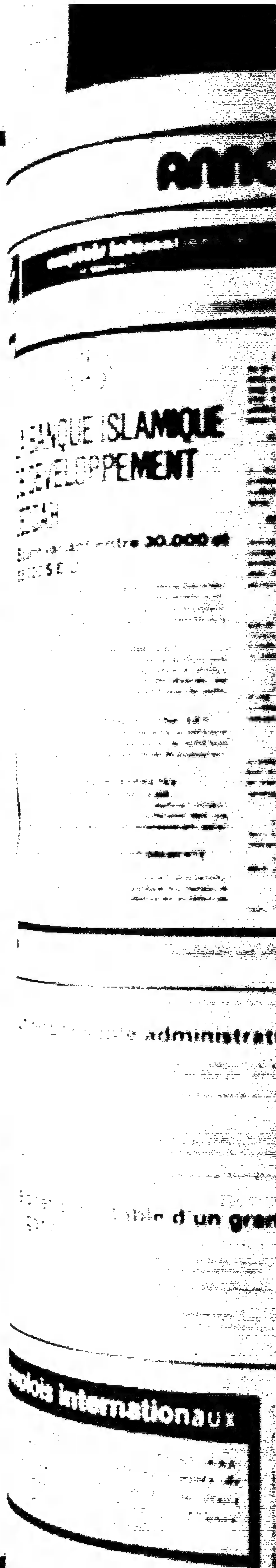
Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande sur demande au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



La Liga*	La Liga T.T.C.
77,00	83,50
21,00	24,70
48,00	56,45
48,00	56,45
48,00	56,45
140,00	164,64

ANNONCES ENCADRÉES	Le m ² /col. *	Le m ² /col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

* Dégressifs selon surface ou nombre de perutions

- Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

emplois internationaux

Le candidat devra justifier d'une expérience approfondie dans l'élaboration des études de factibilité, de l'analyse de coût-

Des renseignements complémentaires peuvent être demandés à la même adresse.

Le Directeur Général

Added to the above is the fact that the above mentioned information is being furnished to the Bureau of the FBI for their information and use.

Envoyez votre candidature sous référence à :

Le groupe offre de réelles perspectives d'avenir au battant ayant réussi son intégration à ce poste. (Ref. 7091 CN)

Envoyez votre candidature sous référence à :

2 RUE MARENGO 75001 PARIS/011 TRANS.

Adresser lettre + C.V. sous référence N° 3924/J à
Mr CHASSERY 40, rue Oliver de Serres
75015 PARIS - (qui transmettra)

Envoyer C.V. et prétentions sous No 18958,
CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra,
75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

Envoyer C.V. et prétentions sous No 18958,
CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra,
75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

	La ligne	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,84

ANNONCES CLASSEES

	la ligne	la ligne T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	40,00	47,04
OFFRES D'EMPLOI	12,00	14,10
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,45
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions



emploi international
(et départements d'Outre-Mer)

emploi international
(et départements d'Outre-Mer)

emploi international
(et départements d'Outre-Mer)

LA COUR DE JUSTICE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

recherche

assistant(e)s adjoint(e)s et dactylographes de langue française

par voie de concours sur titres et épreuves constituant une réserve de recrutement.

Conditions requises: ☐ être ressortissant d'un des pays membres des Communautés européennes; ☐ avoir moins de 40 ans au 31 décembre 1981; ☐ avoir une connaissance approfondie de la langue française et une connaissance satisfaisante d'une autre langue officielle des Communautés européennes; ☐ pour assistant(e)s adjoint(e)s: - avoir un diplôme d'études secondaires ou une expérience professionnelle équivalente; - avoir deux années d'expérience appropriée; ☐ pour dactylographes: - avoir un diplôme d'études moyennes ou une expérience professionnelle équivalente; - avoir une année d'expérience appropriée.

De plus amples renseignements, ainsi que l'acte de candidature obligatoire, peuvent être obtenus sur simple demande écrite (réf. Journal Officiel des C.E. no. C 328) au Bureau de Presse et d'Information:

☐ rue Archimède 73, 1040 BRUXELLES, BELGIQUE; ☐ rue des Belles Feuilles 61, 75782 PARIS Cedex 16, FRANCE ou à la Cour de Justice des C.E., Division du Personnel, Case postale 1406, Luxembourg.

La date limite pour le dépôt des candidatures est le 31 janvier 1982.

M. NORBERT BEYRAND FRANCE
Etudes économiques financières et de génie industriel, spécialité dans l'assistance technique aux pays en voie de développement

INGÉNIEUR AGRONOME
Ayant une formation complémentaire dans le domaine de l'économie qui lui permettrait d'élaborer et de gérer des projets de développement agricole. Cet ingénieur doit pouvoir occuper une mission de longue durée en Afrique francophone. Ecrire avec C.V. et photo. M. Norbert Beyrand France, 68, rue Pierre-Charron, 75008 PARIS.

Un magasin exclusif des vêtements pour les hommes recherche un tailleur expérimenté. Lieu de travail: Oklahoma City (Place de travail). Envoyer C.V. à D. Jay Reed Belt, P.O. Box 18446, Oklahoma City, Oklahoma U.S.A. 73154.

AFRIQUE NOIRE
FRANCOPHONE société recherche **UN COMPTABLE**
CONFIRME
Expérience en informatique sur IBM 32 souhaitée. Contrat espéré. Envoyer C.V. et photo sous n° 9.398 LTP, 31, bd Bonne-Nouvelle, 75008 Paris Cedex 02.

SOCIÉTÉ AMÉRICAINE
cherche **PROFESS. D'ÉCONOMIE ET DE GESTION**

pour compléter équipe chargée d'élaborer programme et de dispenser cours dans un institut marocain de formation de travailleurs et cadres supérieurs. Doctorat, expér., enseignement et bon niveau d'anglais exigés. Langue d'enseignement: français. Contrat de 24 à 30 mois. Salaires et avantages intéressants. Envoyer C.V. et références à H.R.M., B.P. 162 TANGER.

S.I. Société Internationale d'Etudes & d'Interventions

RECHERCHE POUR

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DU BOIS AU GABON

UN RESPONSABLE METHODES-ORGANISATION

Ingénieur diplômé Arts et Métiers ou équivalent

Expérience professionnelle: 5 ans minimum

- Fonction:** Placé sous l'autorité directe du chef de la division des services techniques, il sera chargé de préparer ses décisions et d'organiser le travail au sein des services techniques et de production.
 - Connaissances requises:**
 - travaux d'usinage, chaudronnerie, garage, centrale thermique, gestion de magasin;
 - contrôle budgétaire
 - Qualités pédagogiques:**
 - intérêt pour la formation pratique.
- Ce poste conviendrait à un homme dynamique, méthodique, désireux de développer ses qualités professionnelles et d'assumer des responsabilités importantes.
- Rémunération élevée
Avantages sociaux habituellement liés à l'expatriation
POSTE A POURVOIR IMMEDIATEMENT
- Envoyer C.V. photo et lettre manuscrite à: S.I.E.I. 5, Boulevard Magenta - 75010 PARIS

Offshore System Technology Opportunities in Monaco

Terminal Installations Inc. is an offshore company with world-wide interests and has been a pioneer in the development of floating offshore terminals for oil production, storage and transfer. There are opportunities in the Engineering Department for:

Installation Engineer

responsible for the preparation of installation project procedures. These procedures will serve as a basis for the estimating department to prepare offers for new projects or for orders to adapt designs to make them suitable for installation and to prepare the actual execution of the work. Frequent coordination with contract, design, engineering, estimating and operations departments will be necessary.

Candidates, preferably aged 30 to 35, should have a degree in mechanical engineering, naval architecture, ocean engineering or similar. Experience in and knowledge of offshore installation work - preferably of offshore terminals - is essential. The ability to express oneself clearly in written and spoken English is necessary. Ref. CM.56/A.

Shipbuilding / Repair Estimator

responsible for the preparation of cost estimates for:

- tanker conversion and repairs
- new building of installation, service and maintenance vessels
- maintenance, overhauls and repairs of the company's fleet.

Candidates should have a degree in engineering, with a minimum of 5 years' experience in a senior estimating position. This should have included working in both a new building and a repair shipyard. A knowledge of the offshore industry is also required. Ref. CM.56/B.

Installation Estimator

responsible for studying projects and preparing cost estimates and analyses and preparing detailed enquiries to suppliers and sub-contractors.

Candidates should be engineers with experience in the preparation for and execution of offshore installation projects - civil and/or structural - both in the office and on site. Knowledge of estimating and planning procedures is essential. Familiarity with contractual aspects would be an asset.

A relevant engineering degree is essential. Ref. CM.56/C.

Offshore Installation Designer

to design the installation procedures for offshore floating structures, including loading, storage and production systems.

Candidates should be familiar with the design of such structures and should also have a knowledge of underwater connection and offshore erection techniques. Ref. CM.56/D.

Fluency in English is essential for all appointments. We offer competitive salaries and a full range of fringe benefits.

You will be working in an international atmosphere in modern offices located near the new Monaco harbour. Career prospects are in the context of the expanding International Single Buoy Moorings group.

Replies should be sent before 26th January 1982 with detailed c.v., salary requirements and photo, quoting appropriate reference, to: Personnel Manager, Terminal Installations Inc., PO Box 157, Monaco (Principality).

TII TERMINAL INSTALLATIONS INC

Offshore System Technology

Single Buoy Moorings Inc. has pioneered the design and development of floating offshore terminals for oil production storage and transfer. SBM systems are installed and operating throughout the world. The company is growing rapidly in response to international demand for its products and offers interesting careers in a highly stimulating professional environment for:

Quality Assurance Engineer

Monaco based

to prepare Quality Assurance standards, manufacturing specifications and technical reports.

Candidates should have a degree in metallurgy, together with 3 to 5 years' experience in the field of inspection and testing of materials and offshore fabrication processes, supplemented by a basic knowledge of materials, welding and corrosion. Thorough familiarity with the various international codes, standards and specifications applied to offshore work is required. Ref. CM.55/A.

Project Manager

Monaco based

to undertake co-ordination and responsibility for projects throughout the world. Sound project administration and contractual experience together with a relevant degree or professional qualification are necessary. The ability to represent the company in liaison with major clients is essential. Ref. CM.55/B.

Project Engineer

Monaco based

to be responsible to the Construction Manager for fabrication procedures and methods and technical execution of assigned projects, with specific responsibility for providing the communication link between site personnel and Monaco. Candidates must have a relevant degree or professional qualification with sound knowledge and experience of welding. Ref. CM.55/C.

Construction Supervisor

for worldwide sites

with experience in steel fabrication and welding, for SBM construction projects. A sound knowledge of NDT and quality control is essential.

The main requirement is relevant basic experience, soundly based, preferably on a recognised apprenticeship, and subsequent experience including supervisory responsibilities. A willingness to be based on sites worldwide is essential.

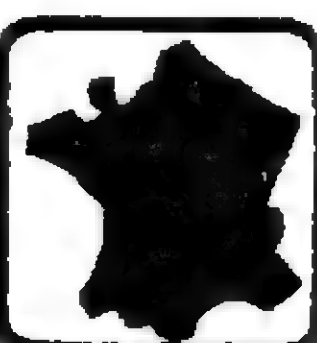
A relevant academic qualification plus the ability to maintain basic site administration systems and records is also important. Ref. CM.55/D.

Fluency in English is essential for all appointments.

The company offers salaries and benefits, including a pension scheme, which reflect the considerable importance it attaches to its key personnel. Career prospects are in the context of the expanding international group.

Please write, before 26th January 1982, with full career details and salary requirements, enclosing a photograph, quoting appropriate reference, to:

SBM Personnel Manager, Single Buoy Moorings Inc., PO Box 944, CH 1701, Fribourg, Switzerland.



emploi régionaux

Télématique

Société spécialisée dans la transmission de données informatiques recherche pour sa Direction Technique à RENNES:

1 INGENIEUR

ayant une première expérience en transmission de données, production de logiciel sur systèmes à microprocesseurs, ou logiciels d'exploitation de systèmes de commutation pour participer au suivi de la réalisation et préparer la prise en charge technique de nouveaux équipements de commutation destinés à participer à un réseau de transmission de données par paquets. Réf. 201

1 TECHNICIEN SUPERIEUR

chargé de la gestion, exploitation et maintenance des moyens d'essai de la Direction. Expérience en exploitation et maintenance d'équipements informatiques et en transmission de données souhaitable. Réf. 202

1 TECHNICIEN SUPERIEUR

chargé du contrôle et de la gestion des configurations de logiciels. Expérience en informatique et transmission de données nécessaire. Réf. 203

Si vous êtes intéressés par l'un de ces postes, adressez votre C.V. avec photo et références, en précisant le poste choisi, à l'attention de Madame FAVEREAU - CENTOR - 16 Bis Rue Henri Monnier - 75009 PARIS, sous Réf. 82 802.

IMPORTANTE ENTREPRISE MÉCANIQUE DE PRÉCISION

recherche pour région de BAYONNE

ingénieur débutant AM - INSA

possédant une formation complémentaire en gestion (type I.A.E.).

Le candidat prendra en charge une activité de GESTION DE LA PRODUCTION (Planning, Lancement, Ordre, Documentation technique...).

Adressez C.V. manuscrit, photo et références sous réf. CEM (mentionnée sur l'enveloppe) à

Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIÈRES
30, rue Vernet, 75008 PARIS

REPRODUCTION INTERDITE

EMPLOIS INTERNATIONAUX

RECHERCHE

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

BOIS AU GABON

RESPONSABLE MÉTHODES ORGANISATION

Ingénieur diplômé Arts et Métiers

Expérience professionnelle : 5 ans minimum

Poste à pourvoir immédiatement

Envoyer CV photo et références à :

ME & S. Boulevard Magenta - 75010 PARIS

REPRODUCTION INTERDITE

EMPLOIS INTERNATIONAUX

RECHERCHE

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

BOIS AU GABON

RESPONSABLE MÉTHODES ORGANISATION

Ingénieur diplômé Arts et Métiers

Expérience professionnelle : 5 ans minimum

Poste à pourvoir immédiatement

Envoyer CV photo et références à :

ME & S. Boulevard Magenta - 75010 PARIS

REPRODUCTION INTERDITE

EMPLOIS INTERNATIONAUX

RECHERCHE

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

BOIS AU GABON

RESPONSABLE MÉTHODES ORGANISATION

Ingénieur diplômé Arts et Métiers

Expérience professionnelle : 5 ans minimum

Poste à pourvoir immédiatement

Envoyer CV photo et références à :

ME & S. Boulevard Magenta - 75010 PARIS

REPRODUCTION INTERDITE

EMPLOIS INTERNATIONAUX

RECHERCHE

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

BOIS AU GABON

RESPONSABLE MÉTHODES ORGANISATION

Ingénieur diplômé Arts et Métiers

Expérience professionnelle : 5 ans minimum

Poste à pourvoir immédiatement

Envoyer CV photo et références à :

ME & S. Boulevard Magenta - 75010 PARIS

REPRODUCTION INTERDITE

emploi/ régionaux emploi/ régionaux emploi/ régionaux emploi/ régionaux

directeur commercial

"AUTOMOBILE" ET "INDUSTRIELS"

LYON

électricité

Leader européen sur l'un de nos marchés des composants électriques automobiles (BOUCORD) nous sommes de plus en plus implantés dans d'autres secteurs industriels (moteurs électriques...). La croissance de notre C.A. ainsi que nos résultats nous permettent de dégager régulièrement un important cash flow consacré à nos investissements.

Notre ferme volonté de poursuivre notre expansion nous amène à rechercher un Responsable de haut niveau pour lui confier la Direction Commerciale et Marketing de l'entreprise, tant en France qu'à l'étranger (25% du C.A. à l'export). Déterminant la politique commerciale sur l'ensemble des marchés, il sera avant tout un coordinateur, un animateur et un négociateur confirmé et suscitera le développement d'une véritable démarche marketing.

Poste à pourvoir dans la proche banlieue de LYON. Premiers entretiens sur Paris et Lyon. Si cette opportunité correspond à vos capacités, merci d'adresser un dossier détaillé de candidature, discrétion assurée, sous référence 5500-M à L.C.A. qui transmettra.

L.C.A. International Classified Advertising
3 RUE D'HAUTEVILLE - 75010 PARIS

JEUNES INGÉNIEURS

(Généralistes, mécaniciens, automaticiens, physiciens, chimistes...)

débutants ou ayant quelques années d'expérience.

L'un des premiers Groupes Industriels Français vous propose de vous orienter dans les domaines suivants :

Production
Etudes
Recherche
Développement
Informatique

Ce groupe est fortement implanté en Europe et en Amérique. Ses techniques d'avant-garde en ont fait le leader mondial de sa spécialité. Il offre à des hommes de caractère de larges possibilités d'évolution en France ou à l'étranger.

Ecrire en joignant C.V. et photo à INTERMEDIA, N° 453 - 59, rue La Fayette - 75009 PARIS, qui transmettra. - Discretion assurée.

ORGANISME REGIONAL A VOCATION ECONOMIQUE

RECHERCHE POUR COMPLETER SON EQUIPE

Chargé de Mission en restructuration industrielle

MISSION :

- rechercher, mettre en place et coordonner des solutions de redressement pour des entreprises industrielles en difficulté.

PROFIL :

- formation supérieure solide (ingénieur + ICG, HEC, ...)
- 5 années minimum d'expérience en milieu industriel ou services aux entreprises.

REMUNERATION :

160.000 Frs environ.

Référence 82 - 01

Manager for Industrial and Investment Development

MISSION :

- conception and implementation of commercial and technical agreements between regional and foreign firms
- prospection of foreign partners in joint ventures or takeovers of industrial firms.

PROFILE :

- a contact man with several years of international experience in the banking or industrial sector (U.S.A. and E.E.C.)
- experience in negotiating industrial markets, licence transfers and foreign investments.

Référence 82 - 02

Les deux postes sont basés à Orléans et nécessitent de fréquents déplacements. Des contrats à durée déterminée ou indéterminée pourront être envisagés.

Adresser CV, photo et prétentions en précisant la réf. du poste à :
12, rue P. & M. Curie - Z.I. d'Ingre
45140 - ST JEAN-de-la-BUEILLE
(réponse rapide et confidentielle assurée).

jouffrieau international

Troyes

Leader à l'export dans le domaine de la CONSTRUCTION METALLIQUE et du BATIMENT TCE, JOUFFRIEAU INTERNATIONAL offre de nouvelles opportunités de carrière. Elles pourront convenir à des hommes davantage attirés par une entreprise à dimensions humaines que par des sociétés trop importantes.

Dynamisme et performances sont les atouts de JOUFFRIEAU INTERNATIONAL qui, par son expérience de 10 années à l'exportation, se situe avec force et sécurité sur ses marchés et notamment par des implantations permanentes dans plusieurs pays d'Afrique et du Moyen-Orient. Nous recherchons pour son siège situé à TROYES :

ingénieurs travaux (expatriés) (réf. 3677/M)
ingénieurs technico-commerciaux (réf. 3698/M)
ingénieurs d'affaires charpente (réf. 3699/M)
ingénieurs d'affaires TCE (réf. 3700/M)
projeteurs devis charpente (réf. 3701/M)
projeteurs devis TCE (réf. 3702/M)
projeteurs ensembliers charpente (réf. 3703/M)
projeteurs exécution-TCE (réf. 3704/M)

Ces postes sont basés à TROYES et nécessiteront quelques déplacements de courte durée à l'étranger (sauf pour les ingénieurs travaux expatriés en permanence). Nous souhaiterions rencontrer des candidats ayant déjà une expérience professionnelle similaire et connaissant l'Anglais, soucieux de s'exprimer et de faire carrière.

Pour obtenir des informations complémentaires, écrire avec CV sous référence choisie à P. Audry, Sema-Selection : 54 bis, rue d'Alsace 31000 TOULOUSE

sema selection

Les achats : un patron

Valenciennes - 200 000 F +

Pour cette entreprise industrielle de plus de 1000 personnes, gagner quelques points sur 150 M de France d'achats, c'est sans doute appréciable. S'organiser et faire respecter les délais par les fournisseurs, c'est encore plus important.

Dans une entreprise qui doit lancer ses fabrications avec un planning rigoureux, où chaque phase de la construction est en interaction avec la suivante, tout retard d'approvisionnement est lourd de conséquences. Les composants sont parfois simples (produits sidérurgiques, viterie, pièces de fonderie) mais également complexes (sous-ensembles électriques, pièces thermofonmées, automatismes, etc.). La fiabilité des fournisseurs, leur capacité à respecter le cahier des charges sont les éléments fondamentaux du service « achats ».

Son responsable anime une équipe de près de 40 personnes. En relation constante avec les bureaux d'études et la fabrication, il est nécessairement concret, réaliste et pragmatique. Il a le sens des priorités mais également une personnalité qui lui permet de faire le poids face à des fournisseurs qui sont souvent parmi les plus grands. Une formation d'ingénieur électro-mécanicien, mais surtout une expérience probante d'achats en milieu industriel, constituent les principaux facteurs de réussite.

Merci d'écrire à Christian BLEU qui traite confidentiellement votre candidature sous la référence 1202 LM.

argos

Département Conseil en Recrutement
517 avenue de la République
R.P. 319 - 59701 MARCQ EN BAROEUL Cedex.

INGÉNIEURS ORGANISATEURS-INFORMATIENS

VOUS ÊTES JEUNES ET SOUCIEUX DE VOTRE CARRIÈRE

Vous avez une formation scientifique supérieure, quelques années d'expérience informatique, et recherchez de réelles possibilités de carrière, de préférence en Province.

Nous sommes un important Groupe National du secteur tertiaire. Dans le cadre de notre expansion, nous développons nos activités de conseil en organisation et informatique et serons amenés à pourvoir en 1982 un certain nombre de postes diversifiés sur toute la France.

Dans l'immédiat, nous recherchons :

- 3 ingénieurs en organisation Pays de Loire - Bretagne - Franche-Comté
- 1 ingénieur en télématique Toulouse
- 2 analystes programmeurs Rennes - Lille

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. BRION (mentionné sur l'enveloppe) à

Publicis Conseil EMPLOIS et CARRIÈRES
30, rue Vernet - 75008 PARIS

A VALENCE

Crouzet

Division « Aéronautique » pour son département Spatial-Engins recherche

INGÉNIEURS Grandes Ecoles

Débutants ou expérimentés pour postes en étude et développement.

INGÉNIEUR MÉCANICIEN

Objet : mécanismes et conditionnement mécanique de matériels aéronautiques.

Compétences : calcul de structure - modélisation thermique.

Référence n° 231.

INGÉNIEURS ÉLECTRONIQUES (I.S.I., ENSERG)

Objet : conception de matériel embarqué.

Compétences :

- POSTE 1 - Électronique analogique et de puissance pour éléments de systèmes de conversion d'énergie embarqués.
- Référence n° 232.
- POSTE 2 - Traitement de l'information pour équipements numériques avec calculateur ou microprocesseur.
- Référence n° 233.

INGÉNIEUR LOGICIEL

Objet : logiciel temps réel ou microprocesseur.

Référence n° 234.

Pour tous ces postes la connaissance de l'anglais est indispensable. Adresser C.V., photo, références et prétentions en précisant la référence du poste choisi à : **CROUZET S.A. - 26027 VALENCE Cedex.**

Importante société nationale AGRO-ALIMENTAIRE leader sur son marché cherche

INGÉNIEUR E.N.S.I.A. ou I.B.A.N.A.

pour son laboratoire central USINE DU LOIRET.

Il devra être spécialisé dans l'étude des céréales et avoir expérience formulation pour création produits alimentaires et être à même de faire évoluer gammes, produits existants en collaboration étroite avec la Direction Générale et Marketing.

Adr. lettre manuscrite avec C.V. et photo + prétentions sous n° 31.227 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Raoult, 75002 PARIS.

THOMSON-CSF TELEPHONE

Etablissement d'EU, Seine Maritime, (proche de Dieppe)

RECHERCHE

Dans le cadre du développement de ses fabrications de centraux téléphoniques temporels

4 INGENIEURS ELECTRONICIENS

Pour son Service «Industrialisation»

diplômé ESE, ENSI... débutant ou ayant 1 à 2 ans d'expérience

- Interlocuteur de la ligne de production pour les problèmes techniques nécessitant une assistance fabrication sur des sous-ensembles de centraux téléphoniques temporels

Pour son Service «Contrôle de Production»

Débutant, diplômé ENSI, IDN, ENI. Un DESS de gestion serait apprécié

- Développement du système de gestion de production informatisée, planification et suivi de fabrications

Pour son Service «Inspection fabrication»

diplômé ENSI, ENI, ayant 2 à 3 ans d'expérience

- Responsable de l'inspection et du contrôle final des fabrications

Pour son Service «Méthodes»

Débutant, diplômé INSA, ENSI, ESIEE

- Responsable de groupe au sein d'un service méthodes, pour la ligne de production : assemblage de circuits imprimés.

Avantages sociaux, restaurant d'entreprise, facilités de logement.

Les candidats, dégagés des obligations militaires, doivent adresser leur CV détaillé, identité du poste de leur choix et leurs prétentions, au SERVICE EMPLOI de THOMSON-CSF TELEPHONE, Rue Lavoisier 76260 EU.

Concepteurs informatiques responsables de projets

Nous désignons ces postes évolutifs à des candidats de formation supérieure en informatique (maîtrise ou école d'ingénieurs).

Pour le premier, 33 ans minimum, une expérience confirmée dans la conception, le développement et la mise en place de projets informatiques de gestion, paraît indispensable.

Pour le second, 25 ans minimum, une pratique même courte de l'analyse fonctionnelle devrait lui permettre de s'intégrer rapidement à notre équipe.

Dans les deux cas, une bonne connaissance des techniques basées de données et du télétraitement, et la pratique du Cobol paraissent indispensables.

Une connaissance des techniques bancaires serait également appréciée.

Nous souhaitons vous rencontrer rapidement, aussi vous voudrez bien adresser dans les meilleurs délais votre candidature avec C.V., photo et prétentions à D.C.S. notre conseil en mentionnant la référence 2 430 LM.

Conseil en Recrutement
37 Quai Richelieu
33024 BORDEAUX cedex

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

auditeur interne

Vous avez choisi cette fonction parce que sa proximité de la Direction Générale et la vision synthétique qu'elle donne de la marche de l'entreprise vous permet d'être au cœur de son évolution.

Nous sommes l'un des plus importants groupes industriels français d'envergure internationale dont la structure se développe et évolue. C'est le moment pour vous de rejoindre notre équipe d'auditeurs internes. Cette petite équipe rattachée à la Direction Générale et bénéficiant de son appui réalise des missions d'audit en France et à l'étranger.

Votre mission :

contrôler les procédures et vérifier les comptes de sociétés du groupe sous forme d'audits comptables et financiers et d'audits opérationnels. Établir les rapports d'audit et suggérer les mesures correctives à la Direction Générale et aux opérationnels.

Vous êtes diplômé d'une grande école HEC, ESSEC, ESC et après 3 ans d'expérience, par exemple dans un cabinet anglo-saxon, vous souhaitez vous intégrer dans une entreprise. Vous parlez anglais et êtes disponible pour voyager à 50 % de votre temps en France et à l'étranger. Vous avez le potentiel pour parvenir dans 3 ou 5 ans à un poste de responsabilité.

Votre candidature nous intéresse.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à Madame Anne MALDIDIER, sous la référence 236 LM.

jacques fixier s.a.
7 rue de logelbach - 75017 paris

membre de syntec

ÉTUDES ET PRODUCTION SCHLUMBERGER

conçoit et réalise des systèmes pour la recherche et l'exploitation pétrolières. Son département informatique, qui gère l'ensemble des logiciels d'interprétation des mesures pétrolières recherche un

Ingénieur informaticien (grande école)

ayant acquis une expérience d'environ 2 ans en développement de Software. Il sera chargé de l'intégration des logiciels et de leur distribution aux centres de calculs utilisateurs basés à l'étranger.

Ce poste recouvre de nombreux contacts à l'intérieur et à l'extérieur de l'entreprise, et nécessite donc une pratique courante de l'anglais. Il ouvre des perspectives de carrière dans le groupe SCHLUMBERGER, notamment aux USA.

Les candidatures seront adressées, accompagnées d'un CV détaillé et d'une photo sous la référence 81128 à

ÉTUDES ET PRODUCTIONS
SCHLUMBERGER

Schlumberger

26, rue de la Cavée
92142 CLAMART.

Télématique

Société spécialisée dans la transmission de données informatiques recherche un

INGENIEUR

niveau II, pour son département «politique produits».

Ce poste requiert un minimum de connaissances dans les domaines suivants :

- architectures de réseaux (IBM/ANA, CII-HB/DNA, ...)
- produits téléinformatiques : frontaux, satellites, terminaux...

Au contact avec l'ensemble de la profession informatique, le cadre recherché aura ainsi l'occasion de se valoriser en développant sa connaissance de produits qui appartiennent à un domaine en très forte croissance.

Ce poste convient à un cadre ayant entre 2 et 5 ans d'expérience dans une activité de ce type chez un constructeur de matériels informatiques ou une société de services.

Adresser C.V. et prétentions à Pierre Mulot, Publicité - sous référence 5834 - 39 rue de l'Arcade - 75008 PARIS, qui transmettra.

Importante société
PRODUITS INDUSTRIELS Paris
filiale groupe américain
recherche un jeune

ingénieur

Il devra dans un premier temps participer aux ÉTUDES de mise au point de nouveaux produits dans le cadre du laboratoire de recherche appliquée. De solides connaissances en CERAMIQUE sont indispensables pour cette première étape.

Dans un deuxième temps, il se verra confier des responsabilités en PRODUCTION afin d'assurer la supervision complète d'un secteur de fabrication impliquant gestion de personnel et maîtrise des coûts de production. Bonne maîtrise de l'anglais nécessaire.

Veuillez écrire sous réf. 7956 à

INTERCARRIÈRES
5 rue du Helder 75009 Paris

LA SOCIÉTÉ DE LA LOTERIE NATIONALE ET DU LOTO NATIONAL RECHERCHE POUR RENFORCER LES SERVICES DE SON DEPARTEMENT INFORMATIQUE :

Programmeurs système

IBM 4341/370-138

(réf. 410 M)

- Formation : niveau IUT, Bac C, ou équivalent.
- Expérience : 3 ans dans le poste sur des matériels de différents constructeurs, bonne faculté d'adaptation.
- Connaissances : Assembleur, CICS/VSE, DOS/VSE.

Préparateur BATCH

(réf. 412 M)

- Formation : Bac, AFPA, ou équivalent.
- Expérience : 2 à 3 ans dans le poste.
- Connaissances : Jeu DOS/VSE, VSAM indispensables - ICCF, DYNAM, souhaitées.

Nous vous remercions de bien vouloir adresser votre candidature en mentionnant vos prétentions et la référence du poste auquel vous postulez à :
L. GOURNAY - LOTO NATIONAL
Domaine des Gueules Cassées - Montsy le Vieux
77230 DAMMARTIN EN GOELE

Analyste programmeur

(réf. 411 M)

- Formation : IUT
- Expérience : 2 ans. Parfaite maîtrise des méthodes d'analyse.
- Connaissances : - CICS/VSE, DLI, souhaitées - Assembleur - Algol facultatif.

Pupitreurs

(réf. 413 M)

- Formation : Bac, AFPA ou équivalent.
- Expérience : 2 à 3 ans dans le poste.
- Connaissances : CICS/VSE pour IBM 4341, 370-138, indispensables.

LOTO

JEUMONT-SCHNEIDER

LA PLAINE SAINT-DENIS

Pour son Laboratoire de Recherches et de développement en signalisation ferroviaire

1 TECHNICIEN

Titulaire d'un BTS ou DUT en électronique ou automatique, le candidat doit justifier d'une expérience de 2 à 3 ans en études de matériels électroniques et d'automatismes industriels.

Le poste comportant éventuellement des déplacements à l'étranger, une bonne connaissance de l'anglais sera un atout.

Adresser C.V. avec prétentions à JEUMONT-SCHNEIDER
M. COURTEAUX
194, Avenue du Président Wilson
93212 LA PLAINE SAINT-DENIS.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES POUSSIÈRES ET EXPLOSIFS

Nous sommes un centre de recherches implanté en banlieue Sud de Paris.

Notre Société emploie 6000 personnes dans toute la France.

Notre centre de calcul scientifique développe des techniques de modélisation de phénomènes physiques ou mécaniques des milieux continus et en aérodynamique, il entretient des contacts au niveau international.

Nous recherchons le :

RESPONSABLE DU GROUPE DE CALCULS DES STRUCTURES

qui sera chargé des études théoriques, des améliorations de programmes d'ÉLEMENTS FINIS dans le domaine NON LINEAIRE.

Ce poste est offert à un scientifique de valeur ayant une première expérience en calcul par éléments finis non linéaires.

Ecrire avec références à M. THOMAS, Centre de Recherches du BOUCHET - B.P. No 2 - 91710 VERT LE PETIT. Référence à rappeler MIO5.



DAF FRANCE

recherche

FUTURS CHEFS d'ENTREPRISE

Où, après une période de formation au Siège se verront confiés :

des responsabilités fonctionnelles en France impliquant des déplacements, puis, la Direction d'une Unité Commerciale pouvant nécessiter un déménagement.

La fonction s'adresse à des Cadres Commerciaux de Haut Niveau possédant de réelles qualités de gestionnaires et justifiant d'une expérience confirmée de la vente de biens d'équipements.

Adresser CV détaillé, photo à :
DAF FRANCE - Service du Personnel
SURVILLIERS B.P. 4 - 95470 FOSSES

LOCAFRANCE

ÉTABLISSEMENT FINANCIER
CRÉDIT BAIL MOBILIER

recherche

ATTACHÉ ADMINISTRATIF

MISSION :
- assurer le traitement de toutes les opérations intervenant sur les contrats en cours ;
- assurer, dans ce cadre, les relations avec les clients et les organismes extérieurs concernés ;
- animer et contrôler un groupe de travail.

PROFIL :
- expérience professionnelle en gestion administrative (type assurances) certaine ayant permis d'acquérir des connaissances comptables, financières, fiscales et juridiques dans ce domaine ;
- aptitudes aux contacts commerciaux et à l'animation du personnel.

Envoyer C.V., photo et prétentions à LOCAFRANCE, Direction du Personnel,
43-47, avenue de la Grande-Armée, 75116 PARIS.

Valeo

GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS
C.A. 6.7 milliards, 30 000 personnes

Dans le cadre de notre politique de promotion interne, nous privilégions le recrutement de jeunes diplômés de grandes écoles et à fort potentiel d'évolution. Notre gestion prévisionnelle des ingénieurs et cadres ouvre de larges possibilités de carrière dans le Groupe à des

INGENIEURS DEBUTANTS

1) Ingénieur mécanicien vous avez des connaissances en automatismes. Vous serez chargé, après formation, d'études et de réalisations techniques visant à améliorer les matériels et procédés de fabrication d'embranchages en grandes séries pour obtenir les meilleures conditions techniques, humaines et économiques de production en relation avec de nombreux services de cette importante usine. Poste à AMIENS (80). Réf. 43500/1

2) Ingénieur généraliste vous avez des connaissances en gestion. Au sein du service Achat de notre Division d'équipements thermiques automobile, vous serez responsable, après formation, de marchés d'achat de produits semi ouvrés : vous en assurerez la gestion (prix, qualité, délais, ...), négociez les cahiers des charges avec les services concernés (R.E., production, gestion, ...). et avec nos sous-traitants et recherchez de nouveaux fournisseurs. Anglais indispensable. Poste à LA VERRIERE (78). Réf. 43500/2

3) Ingénieur mécanicien vous avez de très bonnes connaissances en mécanique vibratoire, acquises soit dans votre école (SUP AERO, ENSICA, ...) soit au cours d'une thèse de doctorat. Au sein de ce centre de Recherches Avancées travaillant pour nos différentes lignes de produits, vous serez chargé de recherches approfondies et d'études ponctuelles sur des problèmes de vibrations et d'acoustique posés par nos centres de développement de produits, nos usines et certains de nos clients. Bonnes connaissances en allemand et/ou anglais. Poste à ST-OUEN (93). Réf. 43500/3

Adresser C.V., prétentions et photo en indiquant la référence du poste choisi à VALEO Service Recrutement I & C
43, rue Bayen - 75017 Paris

IMPORTANTES SOCIÉTÉS

INGÉNIEURS INFORMATIQUES

GRANDES ÉCOLES
Connaissent sans délai
assembleur. Exp. 3 à 7 ans.

SALAIRES MOTIVANTS

Env. C.V. et prêt. s/r 6.270
à PRAIRIAL, 47, rue des Tournelles, 75003 Paris,
qui transmettra.

JEUNE SOCIÉTÉ DE CONSEILS DE GESTION AU P.M.E.

Recherche pour faire face à son développement :

CADRES

Diplômé Ecole de Commerce + D.E.C.S. ou équivalent, 3 à 5 ans années d'exp., contrôle de gestion, audit ou conseil. Prière adresser C.V. et prêt. à : STRATÉGIE, 24/26, rue Henri-Barbusse, 92110 CLICHY.

médecin

délégué à l'information médicale
hospitalière
200.000 F

Le groupe pharmaceutique BEECHAM a su prendre une place prépondérante dans le domaine des antibiotiques notamment.

En France, notre centre de recherche, notre unité de fabrication et bien sûr nos réseaux d'informations médicales ont largement conforté cette position.

Aujourd'hui le médecin que nous recherchons assurera des missions opérationnelles d'information produits auprès des membres du Comité des Médicaments, des leaders hospitaliers influents de façon à renforcer les thèmes produits et l'action d'information-médicale. Il indiquera la philosophie, les principes d'utilisation, les schémas thérapeutiques.

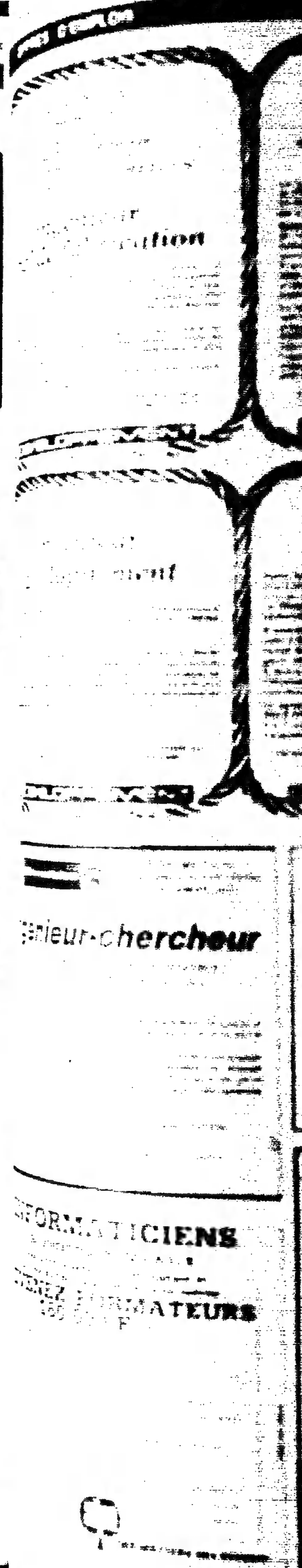
En plus de votre formation de médecin, vous avez une bonne expérience du milieu hospitalier. Par ailleurs, vous avez le sens de la communication, une assez grande disponibilité pour de courts déplacements et aimez travailler en équipe tout en sachant faire preuve d'autonomie.

Nous offrons de réelles possibilités de développement à un candidat de potentiel.

Merci d'envoyer votre C.V. sous réf. 5257 à Michel GARNIER

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
28, avenue de Messine
75008 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche.



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

TEXUNION
Groupe DMC
recherche pour
filature & tissage
(équipements modernes)
implantée au NORD CAMEROUN

**ingénieur
chef de fabrication**

Dépendant du DIRECTEUR D'USINE, il sera réellement responsable de la marche optimum de l'outil de fabrication (50000 broches de filature et 1000 métiers à tisser) et sera plus spécialement chargé d'assurer qualité, rendement et productivité au plus haut niveau en maintenant personnellement un contact permanent avec la fabrication.

Le dossier de candidatures - sous réf. 2306 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

**jeune directeur
filiale espagnole**

(CA 1982: 10 MF; effectif 50 personnes)
170000 F +

Un GROUPE FRANÇAIS D'EXTRACTION et de VENTE de PRODUITS MINÉRAUX - leader dans sa spécialité en EUROPE - recherche pour sa Filiale Espagnole implantée à FIGUERAS un JEUNE DIRECTEUR.

Rattaché au Directeur Général du Groupe et bénéficiant de l'appui des Directions fonctionnelles françaises (Marketing, Financière et Technique), il se verra confier la responsabilité du développement global de la Société.

Il sera capable d'assurer notamment une activité commerciale importante tant au plan de l'organisation et du suivi des contacts commerciaux qu'à celui des démarches auprès de la clientèle, avec l'aide des Agents en Espagne. Le candidat, âgé de 30 ans minimum, BILINGUE, pourra être de NATIONALITÉ ESPAGNOLE. Il sera diplômé d'études supérieures commerciales ou scientifiques (HEC, ESSEC, ESC, INSA ou équivalent). Il possèdera une expérience de quelques années acquise en milieu industriel, ayant travaillé à des responsabilités commerciales et d'encadrement. Il sera intéressé par le management complet d'une petite unité.

Le dossier de candidatures - sous réf. 2305 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

CFM
COMPAGNE FRANÇAISE DU MEUBLE
recherche pour sa
division «cuisines»

(CA 81: 80 MF)
située à HERQUEVILLE (20 km de ROUEN)

**directeur
de la distribution**

administration des ventes, expéditions,
S.A.V., poseurs...

Dépendant du Directeur Marketing et Commercial et en relation permanente avec la production, il sera chargé - dans le cadre de son budget - de parfaire l'organisation et le fonctionnement de l'administration des ventes, de la réorganisation du Service Expédition et du suivi du Service Après-Vente.

Ce poste comprendrait à DIPLÔME D'ÉTUDES COMMERCIALES SUPÉRIEURES, type ESC, âgé de 30 ans minimum, ayant une expérience administrative des ventes ou logistique, acquise de préférence dans une société de produits de grande et moyenne série ou société de transport.

Le dossier de candidatures - sous réf. 2302 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

**jeune
ingénieur
développement**

Un ÉDITEUR et IMPRIMEUR TECHNIQUE - 300 personnes, CA 70 MF - recherche pour l'une de ses usines situées à 120 km Ouest de Paris, un INGÉNIEUR.

Le Directeur du Département (Ingénieur lui-même) souhaite lui confier en direct des missions d'étude. Après une période de formation en Fabrication, il recherchera les techniques ou les processus permettant le développement des nouveaux produits. Sa créativité et son goût pour la technique devraient lui permettre de proposer des solutions originales.

FORMATION A E, M, INSA, ENI, IDN...

Le dossier de candidatures - sous réf. 2297 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

**jeune ingénieur
engineering international
SIÈGE PARIS**

Notre Société - Filiale d'un GROUPE MULTINATIONAL - construit et assiste techniquement des Usines dans les pays en voie de développement.

Le Directeur du Département d'ÉTUDES et RÉALISATIONS recherche pour le second un jeune INGÉNIEUR.

Il sera très étroitement associé aux études de conception générale, à la définition et à la sélection de l'ensemble des équipements industriels (énergies, installations thermiques, fluides, génie civil, etc.). Il devra également au cours de brefs séjours sur les sites à l'étranger, suivre la réalisation des projets et ultimement coordonner l'ensemble des travaux.

Ce poste, de création et de contacts, conviendrait à un jeune INGÉNIEUR A & M ou équivalent, DÉBUTANT ou possédant 2 à 3 ans d'expérience industrielle. La pratique de l'ANGLAIS sera un atout important.

Le dossier de candidatures - sous réf. 2306 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

**ingénieur méthodes
machines à commandes
numériques**

Une Société de MOULES MÉTALLIQUES installée en Seine-Maritime recherche pour son équipe Méthodes un INGÉNIEUR MÉCANICIEN, de formation A et M, INSA ou équivalent, ayant quelques années d'expérience de la programmation de machines à Commandes Numériques.

Ce poste doit évoluer vers la responsabilité d'un bureau de méthodes.

La candidature de JEUNES INGÉNIEURS DÉBUTANTS pourra être envisagée dans une autre perspective.

Logement assuré sur place.

Le dossier de candidatures - sous réf. 2307 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

Ministère des Postes,
des Télécommunications
et de la Télédiffusion

ingénieur-chercheur

Grande Ecole ou diplôme Universitaire
(Maîtrise ou DEA de Mathématiques
ou d'Informatique).

ayant une expérience en méthodes de conception de logiciel et des connaissances des techniques avancées de construction et de validation de programmes.

Il participera, au sein de l'équipe chargée de l'étude d'un langage de spécification : à la définition des concepts du langage et au développement et à l'expérimentation d'outils de génie logiciel et à la formalisation du cahier des charges des systèmes de communication.

Adresser C.V. et prétentions à :
Division CENTRES et LOGICIELS de COMMUTATION
Centre Paris A

Centre National d'Études des Télécommunications
(CNET) - 38/40, rue du Général Leclerc
92131 ISSY-LES-MOULINEAUX

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
100 MF de C.A. 300 personnes
récemment intégrée dans un groupe français,
recherche son

**RESPONSABLE ADMINISTRATIF
ET COMPTABLE**

qui aura pour missions de :

- Réorganiser et diriger le Service Comptable (comptabilité générale et analytique, prix de revient, consolidation...).
- Mettre en place les procédures groupe.
- Offrir la trésorerie et assurer les relations bancaires.
- Préparer et suivre les budgets.

Ce poste, basé à Gien (45), requiert un candidat de plus de 30 ans, titulaire de D.E.C.S. et ayant acquis pendant au moins cinq ans une expérience similaire dans une société industrielle de taille comparable.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions à :
SOFRELEC, BP 37 - 93171 Bagneux Cedex.

**PROMOTION
AGRO-ALIMENTAIRE**

Un organisme national
recherche :

- JEUNE CHEF DE PRODUITS
- Diplôme commercial supérieur.
- Expérience acquise en agence ou chez un annonceur.
- Très sûr dans les négociations à haut niveau.
- Disponible mi-février.
- JEUNE CADRE EXPÉRIMENTÉ
- Diplômé école de commerce.
- Excellente connaissance de la Distribution alimentaire.
- Rompu aux techniques promotionnelles.
- Très sûr dans les négociations à haut niveau.
- Disponible immédiatement.
- PROMOTEUR-MERCHANDISER
- Expérience confirmée dans la Distribution alimentaire.
- Déplacements fréquents dans toute la France ; basé à Paris.
- J. F. DE LANGUE ALLEMANDE
- Formation universitaire en Français et Anglais.
- Expérience Presse ou Publicité appréciée.
- Poste : Documentation - études.

Adresser C.V., dernier salaire et prétentions en indiquant poste retenu à M. BRESSON.

SOPEXA 43, rue de Naples,
PARIS 8^e.

**INGÉNIEUR D'APPLICATION
LOGICIEL
POUR ADAPTION SUR MACHINES
OUTILS A CN**

MDSI, leader mondial de la programmation automatique des machines outils à commande numérique, recherche, pour assister son service technique, un

Vous serez chargé de la préparation des spécifications en vue de l'écriture des programmes d'adaptation, des recommandations concernant l'implantation de nouvelles méthodes de programmation et la création d'un nouveau vocabulaire.

Vous assisterez également les ingénieurs d'application dans l'utilisation de programmes d'adaptation complexes et assurerez la formation du personnel dans le domaine du logiciel.

Vous êtes jeune ingénieur AM ou équivalent, vous parlez anglais correctement, des déplacements de courte durée avec une voiture de société ne vous font pas peur ; peut-être même avez-vous eu une première expérience similaire ou une expérience chez un constructeur de machines outils à C.N.

Merci d'envoyer votre C.V. + photo + prétentions à Marie-José Villain,
MDSI France, Tour Manhattan Cédex 21 92095 Paris la Défense 2.

MDSI
Une Société Schlumberger

**INGÉNIEUR INFORMATICIEN
pour rédaction notices techniques**

Notre Société spécialisée dans les applications aux secteurs industriel et militaire de l'électronique et de l'informatique professionnelle, recherche pour son activité :

VISUALISATION GRAPHIQUE

**UN INGÉNIEUR INFORMATICIEN
DIPLOME OU UNIVERSITAIRE 3^e CYCLE**

Il aura acquis une première expérience soit en laboratoire, soit dans un service de documentation ou de formation.

Cet ingénieur sera chargé de la documentation propre à cette activité : création de documentation, mise à jour, adaptation à la configuration du matériel livré.

SINTRA

4catel

Adresser votre candidature
sous référence JMP 1
à J.F. SILVESTRE - SINTRA ALCATEL
41, rue Périer
92120 MONTRouGE.

**INFORMATIENS
(INGÉNIEURS OU M.I.A.G.E.)**

Vous avez le sens de la pédagogie et
vous souhaitez transmettre votre métier
DEVEZ FORMATEURS
160 000 F +

L'AFPA recrute pour sa Direction Technique des
informaticiens ayant une expérience d'au moins 5 ans dans
la conduite de projets conversationnels (analyse et programmation).

Ces postes d'adressent à des spécialistes de la gestion
classique utilisant des réseaux et / ou des micro-ordinateurs.
Une expérience en bureautique serait appréciée.

Un stage de formation aux méthodes d'enseignement de
l'AFPA est prévu avant leur prise de fonction.

Si cette offre vous intéresse, adressez avant le

15 Janvier votre C.V. détaillé à N. LARDREAU AFPA DRCO -

88 rue Robespierre - La sélection aura lieu

93100 MONTREUIL le 26 Janvier.

afpa

DES METIERS QUI VIVENT !

médecin

député à l'information médicale
hospitalière
200 000 F

Le groupe hospitalier de l'AFPA
des soins spécialisés recherche un
médecin spécialiste

Le médecin spécialiste de l'AFPA
hospitalière est un médecin spécialiste
hospitalier

Après avoir travaillé pendant 5 ans
dans un service hospitalier, vous serez
nommé à la tête d'un service hospitalier
de soins spécialisés

Le groupe de soins spécialisés de l'AFPA
hospitalière est un service hospitalier
de soins spécialisés

Le groupe de soins spécialisés de l'AFPA
hospitalière est un service hospitalier
de soins spécialisés

Le groupe de soins spécialisés de l'AFPA
hospitalière est un service hospitalier
de soins spécialisés

Le groupe de soins spécialisés de l'AFPA
hospitalière est un service hospitalier
de soins spécialisés

Le groupe de soins spécialisés de l'AFPA
hospitalière est un service hospitalier
de soins spécialisés

Le groupe de soins spécialisés de l'AFPA
hospitalière est un service hospitalier
de soins spécialisés

**INTERNATIONAL
BUSINESS**

IBD

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Le Groupe CEGOS

Conseil et Formation
recherche pour sa
Division Finance et Gestion

Jeunes diplômés Gdes Ecoles

Votre première expérience de 2 ou 3 ans vous a fait mesurer l'importance décisive d'une «bonne gestion» pour la réussite de l'entreprise, la satisfaction de ses clients et de ses collaborateurs. La CEGOS poursuit ces mêmes buts, elle a des méthodes et un savoir-faire éprouvés et constamment adaptés aux évolutions des organisations et des techniques de gestion.

Vous êtes dans un service Informatique, ou méthode, ou organisation, ou contrôle de gestion et vous souhaitez approfondir les systèmes qui sont à la base d'une bonne gestion : contrôle des coûts, gestion prévisionnelle, gestion de trésorerie, comptabilité...

Vous souhaitez apporter à des entreprises variées vos connaissances et vos goûts d'organisateur pour les aider à être bien gérées.

L'équipe Finance et Gestion qui fait une place importante aux activités de formation en complément du conseil vous propose de la rejoindre. Vous y trouverez les occasions d'affirmer vos talents, votre désir d'autonomie et de responsabilité.

Votre connaissance de l'anglais et votre attrait pour la mini-informatique seront de bons atouts.



Adresser C.V. à P. SCHUTZ, Directeur des Ressources Humaines
CEGOS 204, Rond Point du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE Cédex

Ablajan, Barcelone, Bruxelles, Düsseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo, Séville, Tunis

Dans le cadre d'une opération massive de recrutement
(80 postes à pourvoir) **INTERCONTROLE**
Filiale du Commissariat à l'Energie Atomique
spécialisée dans le Contrôle Non Destructif de haute technicité
(ultra-sons, courants de Foucault, etc. ...) recherche

9 INGENIEURS

1. pour l'unité PROCÉDES

4 Ingénieurs génie physique (métallurgie) débutants

(INSA, ENSI, AM, UTC, ECP ou équivalent) Réf. 1010
pour participer, après formation assurée par la société, aux travaux d'application de procédés de CND en Laboratoire, rédiger des procédures et rapports d'essais.
Connaissances en électronique et mécanique appréciées.

2. pour l'unité SERVICE

2 Ingénieurs électroniciens ou électromécaniciens

Réf. 1011
pour assurer l'encadrement sur chantiers d'une équipe de 30 techniciens (Responsables d'Opérations).

3. pour l'unité INGENIERIE

1 Ingénieur électronicien débutant Réf. 1012

1 Ingénieur mécanicien confirmé Réf. 1013

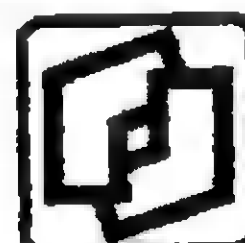
pour participer à l'étude et au développement de systèmes de CND.

1 Ingénieur électronicien confirmé Réf. 1014
(ou BTS + 10 à 15 ans d'expérience en électronique et mécanique)
pour élaborer la documentation technique nécessaire à la réalisation et à l'utilisation du matériel développé par la société (Rédacteur Technique)

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo en précisant le poste choisi à

INTERCONTROLE

15, rue des Solets, SILIC 433-94583 RUNGIS Cédex.



elf aquitaine

RECHERCHE POUR SA DIRECTION DU COMMERCE INTERNATIONAL

INGENIEUR D'ETUDE

PROFIL :

Débutant ou quelques années d'expérience.
Ingénieur Grande Ecole s'intéressant à l'économie.
Notions d'informatique avec si possible un langage.
Bonne connaissance de l'anglais.

MISSION :

Participer au soutien technico-économique à la vente de pétrole brut.

INTERET :

Activité variée.
Possibilité de carrière au sein du Groupe pour candidat motivé et mobile géographiquement.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous réf. 19030 à SNEAP - DC Recrutement
26, Avenue des Lilas - Tour 12.04 - 64018 PAU CEDEX.



AERONAUTIQUE - ESPACE - INFORMATIQUE

recherche

Pour son service clients Informatique et Instrumentation

1) Pour son siège social :

INGENIEURS DEBUTANTS

ou éventuellement AGENTS TECHNIQUES
ELECTRONICIENS niveau V/3 (Réf. SC. 45)

Ils assureront le développement des procédures de maintenance sur les nouveaux produits informatiques et participeront à la formation des techniciens d'intervention.

INSPECTEURS TECHNIQUES ELECTRONICIENS

(Réf. SC. 46)

ayant de bonnes connaissances en informatique pour assurer la maintenance et l'intervention sur calculateurs et périphériques associés.

2) pour son agence de LILLE :

1 INSPECTEUR TECHNIQUE ELECTRONICIEN

(Réf. SC. 47)

ayant de bonnes connaissances en informatique pour assurer la maintenance et l'intervention sur calculateurs et périphériques associés.

Un stage de formation au siège social est prévu.
POUR TOUTS CES POSTES, LA CONNAISSANCE DE LA LANGUE ANGLAISE SERA APPRECIÉE.

Nombreux avantages sociaux par accord d'entreprise, dont prime de fin d'année.
Restaurant d'entreprise.

Adresser C.V. avec prétentions, en précisant la référence de l'annonce, à la Direction du Personnel

INTERTECHNIQUE - 78270 PLAISIR

Leader sur ses marchés (EQUIPEMENT
ET DECORATION DE LA MAISON)
notre société en expansion s'implantera
au cours du premier trimestre 1982
au SUD DE PARIS.

Dans cette perspective, elle recherche

DEUX CHEFS DE PRODUITS HF

En relation avec le Directeur du marketing, ils participeront à l'élaboration du plan marketing et seront responsables de sa gestion et de son animation au niveau du couple produit/marché qui leur sera confié.

Ils seront en liaison constante avec les équipes de développement des usines pour la définition et la mise au point des produits.

Ils devront motiver les équipes de vente et assurer le management des divers prestataires de services internes et externes.

Une formation supérieure commerciale complétée par une première expérience de chef de produits junior est indispensable.

Une expérience vécue au sein d'une entreprise touchant les produits de grande consommation (circuit food) serait un atout supplémentaire.
La réussite dans la fonction débouchera rapidement vers des responsabilités de chef de groupe.

Adresser lettre manuscrite, indiquant prétentions et CV s/réf. 151 à Corine VAN LOEY.

11, rue La Boetie
75008 PARIS

degré

Conseil

Importante société d'ingénierie
- 4800 personnes - située à La Défense
recherche

ADJOINT CHEF ADMINISTRATION DU PERSONNEL

Ce cadre, diplômé de l'enseignement supérieur, sera chargé, au sein du Service Administration du Personnel (20 personnes), des fonctions suivantes :

- encadrement journalier et organisation des cellules chargées de la gestion administrative, paie et statistiques sociales;
- développement et perfectionnement d'applications informatiques : gestion des absences, saisies et consultations temps réel...
- études et applications diverses en liaison avec l'évolution de la législation.

Une première expérience de l'administration du personnel est indispensable pour réussir dans ce poste et évoluer au sein d'une Direction du Personnel.

Adresser C.V. et prétentions sous référence 73187 M
à HAVAS CONTACT
156, bd Haussmann - 75008 PARIS,
qui transmettra

CAMBISTE

qui désirez évoluer vers une activité de
PROMOTION
sans quitter votre milieu professionnel
venez contribuer
au développement de notre Service d'Information
en temps réel.

Nous sommes un GROUPE spécialisé dans
L'INFORMATION ECONOMIQUE
ET FINANCIERE

et nous vous offrons une rémunération à la hauteur
de vos résultats.

Merci de nous envoyer lettre manuscrite, C.V. et
rémunération actuelle s/n° 1.450, GAUCHER,
98, rue de la Victoire,
75009 PARIS, qui transmettra.

Importante entreprise
de travaux publics
présente dans 26 pays
recherche pour son Siège à

LA DEFENSE un Cadre Administratif

Le candidat retenu sera titulaire d'une
maîtrise de droit des affaires. Il sera
intéressé par le droit international et le
droit fiscal.

Il aura acquis une expérience de
quelques années, si possible dans les
travaux publics. Il parlera Anglais et
Espagnol.

Il sera chargé d'étudier et de négocier les
clauses juridiques des contrats à
l'étranger.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et
prétentions sous réf. 9390 à L.T.P.
31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris
Cedex 02 - qui transmettra

IMPORTANTE SOCIETE
REGION PARISIENNE
recherche

INGENIEUR

Pour assister le Chef de son Service Achats.

Vous qui :

- êtes dynamique
- recherchez les contacts humains
- aimez la négociation
- voulez participer à la mise en place de l'informatique dans le secteur des achats
- avez une expérience de l'industrie électronique ou mécanique.

Vous êtes cet Ingénieur que nous recherchons.

Adresser votre C.V., manuscrit et photo sous No 19.444
CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

PARIS
ANGERS

MDSI, leader mondial de la programmation automatique
de machines outils à commande numérique,
recherche, pour Paris et Angers

INGENIEURS D'APPLICATION COMMANDE NUMERIQUE

A.M. ou équivalent

Vous assisterez l'ingénieur commercial lors de la démonstration des
produits MDSI.

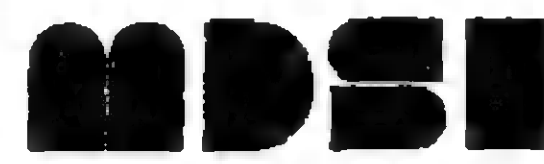
Vous ferez une évaluation technique des machines outils de la clientèle,
en vue de l'élaboration des spécifications des programmes d'adaptation.

Vous serez également chargé de la formation et du suivi des nouveaux
clients (résolution de leurs problèmes complexes de programmation, et
assistance-conseils techniques en commande numérique).

Diplômé AM ou équivalent, votre bon niveau d'anglais vous permettra
d'apprécier la formation-produits qui aura lieu en France et aux U.S.A.

Une voiture de fonction sera mise à votre disposition pour les déplacements
que vous aurez à effectuer dans votre zone d'activité.

Merci d'envoyer C.V. + photo + prétentions à Marie-José Villain, MDSI
France, Tour Manhattan Cédex 21 92095 Paris la Défense 2.



Une Société Schlumberger

DIEBOLD FRANCE

recherche

INGENIEURS CONSEILS

désireux de rejoindre une équipe de professionnels appelée à traiter des
interventions de haut niveau dans les domaines :

- INFORMATIQUE
- BUREAUTIQUE
- GESTION DE LA PRODUCTION

La préférence sera donnée à des Ingénieurs, Grandes Ecoles, pouvant
justifier d'une expérience professionnelle minimum de 3 années, acquise
en société de conseil.

Envoyer C.V., photo et prétentions à :

Mme AICH - DIEBOLD FRANCE - 63, rue la Boétie - 75008 PARIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

SOCIÉTÉ D'UN IMPORTANT GROUPE DE PRESTATIONS DE SERVICE

Siège Social parisien
Chiffre d'affaires : 1 Milliard de F

recherche pour sa DIRECTION FINANCIÈRE

un RESPONSABLE DE HAUT NIVEAU

- Vous serez RESPONSABLE :
- des Services Comptables (Comptabilité Générale, Comptabilité Clients),
- de l'élaboration du budget et du contrôle budgétaire,
- de la gestion d'une importante trésorerie.
 - RATTACHÉ au DIRECTEUR de la GESTION (Membre du Directoire), vous dirigerez 60 personnes.
 - Vous êtes de formation supérieure,
- Vous avez au minimum 10 ans d'expérience professionnelle,
- Vous avez déjà réalisé des créations de Sociétés en France et à l'Étranger, négocié dans le cadre d'un Joint-Venture, élaboré des plans de financement d'investissement, procédé à la consolidation des comptes,
- Vous êtes par définition homme d'autorité et bon négociateur,
- Votre rôle ne sera pas celui d'un fonctionnel,
- Vous savez diriger, déléguer, contrôler,
- Vous parlez anglais.
 - Rémunération en rapport avec vos capacités.
- Envoyer lettre manuscrite, cv, photo et prétentions sous n° 41768
HAVAS CONTACT 156, bd Haussmann, 75008 PARIS.

IMPORTANT GROUPE AGRO-ALIMENTAIRE recrute

Cadres de Gestion

- leur mission consistera en :
• la mise en place et suivi de l'organisation administrative et financière des Filiales du Groupe,
• le contrôle de leur gestion.
- Formation supérieure exigée :
Ecole supérieure de commerce + DECS ou équivalent.
5 ans d'expérience minimum souhaitable.
Les postes sont à pourvoir à Paris (déplacements à prévoir), et en Province.
Adresser CV, photo, prétentions s/réf. 6212 à I.C.M. 83, rue de Rennes 75006 PARIS qui transmettra.

INGÉNIEUR D'ÉTUDES ET D'ESSAIS

Pour une importante Société d'Ingénierie (5000 personnes), siège social La Défense, construisant des centrales thermiques.

Ayant une expérience de 2 à 3 ans en laboratoire, plate-forme d'essais ou bureau d'études de conception, dans le domaine des chaudières ou échangeurs de chaleur, il participera :

- à l'élaboration de programmes d'essais;
- à la recherche et sélection de sous-traitants et laboratoires;
- à la conception et modèles de maquettes;
- aux essais et à leurs dépouillements.

Intégré à une équipe de conception de gros matériels chaudronnés, ce poste s'adresse à un candidat intéressé par les domaines de la thermique et de l'instrumentation, ayant une bonne connaissance de l'anglais et du Fortran.

Adresser lettre manuscrite + CV + prétentions sous référence 73146 à HAVAS CONTACT - 156, boulevard Haussmann - 75008 Paris, qui transmettra.

HELMINGER

Important Groupe de Transports
2500 Personnes - 25 Établissements décentralisés
recherche pour son SERVICE INFORMATIQUE

INGENIEUR INFORMATICIEN

Formation supérieure, 2 ans expérience minimum sur mini-ordinateur

Au sein d'une équipe il participera à la conception et à la réalisation de projets de gestion en temps réel sur REALITE 2000.

Il travaillera notamment à la création d'un réseau pour interconnecter les 9 systèmes installés ou en cours d'installation.

Poste basé à Paris - Déplacements à prévoir en Province.

Adresser C.V., photo et prétentions, sous pli confidentiel, à :

SOCIÉTÉ HELMINGER - Service Informatique
31, rue du Département - BP 138
75863 - PARIS Cédex 18

KENDALL

Filiale française d'une très importante Société multinationale (720 millions de \$) faisant partie du Groupe Colgate Palmolive, recherche son **contrôleur de gestion**

Rattaché directement au responsable de la filiale, il prendra en charge la préparation et le suivi budgétaire, il collaborera au « reporting » à la Maison Mère, analysera les résultats et assistera la direction dans sa gestion.

Ce poste, très autonome, conviendra à un jeune candidat de formation commerciale supérieure possédant une première expérience de la fonction, ayant une bonne connaissance de la comptabilité anglo-saxonne et une très bonne pratique de l'anglais.

Lieu de travail : proche banlieue Ouest-La Défense.

Adresser candidature au Chef du Personnel,
KENDALL S.A. COLGATE PALMOLIVE 92401 COURBEVOIE Cedex.

THOMSON-CSF

FILIALE SPÉCIALISÉE EN FILS & CABLES
POUR L'ELECTRONIQUE ET
LES TELECOMMUNICATIONS
500 PERS. 200 MILLIONS DE F.
PROCHE BANLIEUE OUEST, rech.

CHEF DU Service ADMINISTRATION COMMERCIALE

QUI DIRIGERA ET ANIMERA UN SERVICE DE 14 PERSONNES DONT IL REPENSERA le cas échéant L'ORGANISATION ET LES PROCÉDURES. Trait d'union avec les Usines, il se consacrera au service des Clients et des Commerciaux.

POSTE ÉVOLUTIF

UN SPÉCIALISTE DE L'ADMINISTRATION COMMERCIALE en milieu industriel avec pratique
• des marchés d'Etat et avec gros Clients • de l'informatique • du contact avec les Clients.

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération et photo s/réf. 4777 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

IMPORTANT ORGANISME DE RECHERCHE

Grande banlieue Nord de Paris
recrute
pour son département
CALCUL

JEUNE INGENIEUR MECANICIEN

GRANDE ÉCOLE ou 3e CYCLE

Débutant ou ayant quelques années d'expérience.

Intégré à une équipe, il sera chargé de travaux de recherche et d'assistance technique sur des problèmes liés à la MECANIQUE DE LA RUPTURE.

De bonnes connaissances dans ce domaine ainsi qu'en informatique scientifique et en calcul de structures sont nécessaires.

Anglais indispensable.

Adresser CV, photo et prétentions à No 19.280 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

Région Parisienne 120 000 +

Un Jeune Ingénieur Grande Ecole

- Responsable d'études d'innovations technologiques -

Groupe Industriel français, C.A. annuel : 1 milliard 300 millions, recherche, pour l'une de ses sociétés filiales réalisant plus de la moitié de son C.A., un ingénieur ayant une expérience de 3 ans environ : méthode, B.E., développement, acquies, de préférence, dans des industries de grandes séries ; intégré au département Progrès techniques/industrialisation, il aura la responsabilité des études menées dans le cadre de la politique d'évolution technologique de la société, à moyen et long terme.

Possibilité d'évolution de carrière dans un groupe important.

Adresser lettre man., CV détaillé, photo, s/réf. 71600/M à R. VERDET, S&L-CEGOS, Tour Chénouaux, 204, Rd-point du Pont de Sèvres 92318 BOULOGNE Cedex

Pour faire face à son expansion rapide INTERCONTROLE, filiale du Commissariat à l'Energie Atomique, recrute d'urgence pour son unité PROCÉDES

2 Ingénieurs

confirmés en CND (ultra-sons, courants de Foucault, etc...)

Veuillez adresser lettre man., C.V. et photo sous réf. 1009 à

INTERCONTROLE

15, rue des Solets, 91110 433, 94583 RUNGIS CEDEX



SODERN

SOCIÉTÉ D'ÉTUDE ET DE DÉVELOPPEMENT DE MATÉRIELS DE HAUTE TECHNICITÉ NUCLEAIRE-ESPACE-AUTOMATISME

Banlieue SUD-EST

recherche

INGENIEUR expérimenté

Pour mener des travaux de réalisation de matériels électroniques faisant appel à des technologies d'enrobage plastique.

Sens du Commandement nécessaire.

Adresser C.V. manuscrit, photo au Service du Personnel, 1, avenue Descartes 94450 LIMEIL BREVANNES.

SOCIÉTÉ DE GESTION DE SERVICES PUBLICS EAUX - ASSAINISSEMENT

1500 personnes - (600 millions CA)

filiale d'un grand groupe français, recherche

INGENIEUR D'AFFAIRES

Ecole d'Ingénieurs avec formation complémentaire à la gestion des entreprises ou H.E.C. - ESSEC - SUP. de CO. - Sciences PO. (BCOFT).

Après étude approfondie du marché, il préparera la négociation de contrats et y participera en liaison avec les responsables opérationnels locaux.

Il est demandé quelques années d'expérience en matière de négociations commerciales, de préférence en rapport avec l'administration.

Le poste est basé à Paris avec des déplacements fréquents de courte durée.

Ecrire avec CV photo et prétentions sous référence 19065 à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

futur directeur administratif et financier

Nous sommes l'une des bonnes affaires de fabrication en sous-traitance d'ensembles mécaniques (500 personnes), installée dans une grande ville universitaire du Centre de la France. Notre DAF prend prochainement sa retraite et souhaite confier progressivement à son adjoint la totalité de ses fonctions : comptabilité générale et analytique, contrôle de gestion, trésorerie et relations bancaires, problèmes financiers, administration des achats, personnel (il anime une quinzaine de collaborateurs).

A 33 ans minimum, de formation Sup de Co + DECS par exemple, vous êtes un praticien de ces fonctions et avez fait votre carrière dans des affaires moyennes de préférence proches de la mécanique.

Bien sûr, vous êtes familier de l'informatique (la gestion de production puis la comptabilité vont être traitées sur un mini).

Notre consultant, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire (réf. 4029 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.

10, RUE ROYALE 75008 PARIS
LYON - LILLE - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

SITA

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE
TELECOMMUNICATIONS AERONAUTIQUES
INGENIEUR CONCEPTEUR
de systèmes de télécommunications

Dans le cadre du Département Etudes de Nouveaux Services, cet ingénieur sera chargé des études d'opportunité, de la définition et de la conception techniques des nouveaux services de télécommunications, ainsi que de la définition de l'architecture et de la conception générale des systèmes de télécommunications correspondants.

- Services de communications digitales air-sol.
- Services télématiques :
 - Télétexte.
 - Téléfax.
 - Courrier électronique.
 - Services de messagerie évolués.

Ce poste s'adresse à des ingénieurs Grandes Ecoles (ENST, Centrale, ESE, ENSI, ...), spécialistes dans les domaines de communications digitales et transmissions de données et justifiant de 3 à 5 ans d'expérience de conception de systèmes et réseaux de télécommunications (réseaux à commutation de paquets, téléinformatique, systèmes temps réel, normalisation de protocoles).

Pour ce poste, une excellente maîtrise de l'anglais écrit et parlé est indispensable.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions à :
SITA - Direction du Personnel
112 Avenue Charles de Gaulle - 92522 NEUILLY-SUR-SEINE

ETABLISSEMENT DE CREDIT

PARIS-19

recherche pour son

SERVICE CONTRATS

et pour remplacements

de longue durée :

Rédacteurs (trices)**Juridiques**

- Disponibles rapidement.
- Titulaires DEUG ou Licence.
- Droit privé moderne et ayant si possible, stage ou expérience en étude de notaire.

Ecr. av. C.V., photo s/réf. 3.143 à P. LICHAU S.A. - B.P. 220 - 75063 Paris Cedex 02, qui tr.

S.I.D.E.

Librairie spécialisée

1) ANALYSTE

2) ANALYSTES

PROGRAMMEURS

- Expérience 3 ans min.
- Préférence COBOL ou PLI.
- Connaissance souhaitée : CICS ou IMS.
- Salaire motivant.
- Avantages sociaux.
- Formation complétée, assurée.
- Adresse : curriculum vitae au 11, rue Daguer, 75016 PARIS.

SOCIÉTÉ DES TUYAUX BONNA
3.000 personnes - C.A. 600 millions de F.
Fabrication et pose de canalisations en béton
Engineering, fourniture d'usines de préfabrication
produits en main - FRANCE et ETRANGER
recherche**JEUNES INGENIEURS**

PONTS ET CHAUSSEES - MINES - CENTRALE

1) Pour son Département Etudes et Projets à Paris

Les postes conviennent à des ingénieurs formés notamment en Génie Civil - Hydraulique - Béton, débuteurs ou quelques années d'expérience et désireux :

- a) d'avoir dès le départ des responsabilités techniques sur des projets France et Etranger
- b) d'assurer les relations avec les Clients et les services Production, Travaux et Commercial.

2) Pour son service Qualité

Le poste convient à un ingénieur de quelques années d'expérience. La connaissance des techniques de soudure sur acier doux serait appréciée.

Dans les deux cas, il est prévu d'évoluer vers d'autres fonctions pour déboucher sur des responsabilités plus étendues en France et à l'Etranger.

- Les postes nécessitent :
 - de l'initiative,
 - du caractère,
 - le goût de la technique.

Ecrire avec C.V. et photo sous référence 8619 à :
Société des Tuyaux BONNA
Boîte Postale 371 - 08
75365 Paris Cedex 08

SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION DE
MATÉRIELS ÉLECTRONIQUES
Filiale d'un groupe multinational,
Zone SUE à RUNGIS (94)
recherche pour entrées en fonction immédiate :**CHEF COMPTABLE**
CADRE

- DECS ou équivalent.
- Bonne connaissance des méthodes comptables anglo-saxonnes.
- Expérience d'environ 3 ans.
- Fonction : responsabilité du service comptabilité (2 personnes), déclarations fiscales et sociales, reporting mensuel.

CHEF S.A.V. CADRE

- Expérience électronique, mécanique, informatique.
- Meneur d'hommes, responsabilité 5 personnes.
- Excellent contact clientèle.

INGENIEUR
S.A.V. CADRE

- Installation, entretien,
- Contrôle d'entrée.
- Equipements haute technicité.
- Déplacements courts durée.

STANDARDISTE
TELEXISTE

- De préférence langue maternelle anglaise.
- Pour ces quatre postes, l'anglais est nécessaire.

Adresser C.V. + photo + prétentions s/réf. 7767 à :
PIERRE LICHAU S.A. - B.P. 220 - 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Importante Société Industrielle
du secteur Bois
(6 usines en France) - recherche pour
son siège social (Paris - La Défense)**un ingénieur**
recherche
et développement

Diplômé
ENS Chimie ou ENS Chimie - EFP

Il aura une première expérience (Sans mini) acquise de préférence dans l'industrie papetière comme ingénieur de recherche ou de fabrication.

Placé sous l'autorité du DIRECTEUR INDUSTRIEL il coordonnera l'activité des laboratoires des usines de la société et participera à l'élaboration des programmes de recherche appliquée.

Il participera également au développement des procédés existants ou futurs en recherchant les informations susceptibles de conduire à des transferts de technologie.

Ce poste très autonome implique sens des contacts et esprit d'initiative. Une bonne connaissance de l'Anglais est indispensable.

Il nécessite de nombreux déplacements de courte durée.

Adres. lettre man., C.V., photo (retournée), sous référence 8605 à AXIAL Publicité 27, rue Talbot 75009 Paris qui transmettra.

JEUNES INGENIEURS

Débuteurs ou avec une première expérience
CENTRALE, ESE, IEG, ENSAM, ENSTA, IDN...

SB La Division SPIE du groupe
SPIE-BATIGNOLLES
spécialisée dans les activités
électriques et électromécaniques, souhaite
intégrer des jeunes ingénieurs pour renforcer ses
équipes d'études et de réalisations en France et à
l'étranger.

Après une période de formation, ils se verront confier des responsabilités d'études, de gestion d'affaires et de réalisations de travaux, au sein des Directions d'affaires en régions et à l'exportation, en électricité générale, en entreprise mécanique et en entreprise générale.

La pratique de l'anglais et la mobilité sont des atouts importants pour travailler dans un groupe de dimension internationale.

Adresser dossier de candidature à la Direction du Personnel, Division SPIE 202 quai de Cléchy 92111 Cléchy Cedex.

Les Editions
FERNAND NATHANrecherche un collaborateur chargé de l'Édition des
PRODUITS
AUDIO-VISUELS
EDUCATIFS

destinés à la promotion scolaire et professionnelle.

A partir d'une étude permanente du marché et en liaison avec les auteurs qu'il contacte, il conçoit et contrôle la réalisation des produits nouveaux.

Il contribue au développement de la diffusion nationale et internationale des produits. Ce poste s'adresse de préférence à un jeune candidat ayant une pratique des techniques audio-visuelles, notamment d'enregistrement sonore, et une première expérience de l'enseignement, de la formation et/ou de l'édition.

Lieu de travail : PARIS
Anglais courant, Allemand souhaité

Ecrire avec CV détaillé en précisant la rémunération actuelle, s/réf. 62 à Denis JOUSSET

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS

Patron
des Entrepôts

Paris Sud-Est
Distribution physique sur 50 000 M²
Mouvement 160 000 tonnes - 250 véhicules
450 personnes

Le Candidat : porteur de méthodes rationnelles et nouvelles en logistique, il a démontré ses capacités de commandement, rayonnement sur les hommes de terrain. Ingénieur ou équivalent technique, rodé aux responsabilités d'exploitation, il aspire à maîtriser budget, hommes, moyens, mais se sent capable de se substituer temporairement à un chef de dépôt défaillant.

La Société : assure pour un groupe français international, la distribution de production de 22 usines depuis 7 entrepôts, chacun centre de livraisons régionales et d'approvisionnement des 6 autres. De dimension "humaine", 170 millions de C.A., son directeur d'exploitation vous attend avec l'espoir de trouver en vous un prolongement présent et... à terme.

Discrétion absolue sous référence 1350
CAPFOR, 23, avenue Marceau - 75116 PARIS.

CAPFOR

NANTES - PARIS - LYON - BREIST - QUIMPER - LORIENT

IMPORTANT GROUPE CHIMIE
région parisienne
recherche**son responsable**
formulation
PHYTOSANITAIRE

JEUNE INGENIEUR CHIMISTE
diplômé, 32 ans minimum, le candidat aura une expérience réussie de la formulation acquise de préférence dans le domaine phytosanitaire.

- Il sera chargé d'animer un groupe de 4 collaborateurs.
- Bonne connaissance de l'Anglais exigée

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence 8609 à AXIAL Publicité 27, rue Talbot 75009 Paris, qui transmettra.

ETABLISSEMENT FINANCIER
en pleine expansion, allié à de
grands groupes de distribution,
recherche**collaboratrices**

pour services administratifs à Paris.

- Niveau BTS secrétariat ou DUT gestion ou économie ;
- Expérience préalable souhaitée.

POSTES SOULAITES
SUIVANT COMPETENCES
Adresser C.V., photo, références et prétentions à M. 1727 - PUBLICITES REUNIES 112, Bd Voltaire - 75011 Paris

SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE DANS LA FABRICATION
DE PRODUITS FRAIS
TRAITEUR-BOULANGERIE-VIENNOISERIE
recherche**1 ATTACHÉ COMMERCIAL**

- Région parisienne.
- Rémunér. fixe + commission.
- Voiture de service fournie.
- Quelques années d'expérience dans la vente de produits de même type auprès de la distribution moderne.

Env. lettre man., C.V., photo à SMD Aff. Sociales, 17, avenue de la Résidence, 92160 ANTONY.

Ingénieurs

Important groupe industriel
recherche

- INGENIEUR INFORMATICIEN :
ayant deux à quatre années d'expérience, il assurera le développement de l'enseignement assisté par ordinateur appliqué à la C.A.O. en relation avec les universités. (réf. 1249).

- INGENIEUR DE RECHERCHES :
appliquées en hydraulique systèmes et composants. Ce poste conviendrait à un ingénieur mécanicien débutant ayant des connaissances en électricité et en électronique. Il sera chargé de la conception et de la mise au point de dispositifs pour véhicules dans les domaines de la direction, de la suspension et du freinage. Anglais nécessaire, allemand souhaitable. (réf. 1246).

Lieu de travail : banlieue Ouest de Paris. Situations d'avenir dans secteurs de pointe avec possibilité de mobilité à l'intérieur du groupe permettant une carrière intéressante. Adresser lettre manuscrite, + C.V. + photo sous références ci-dessus à Monsieur O'DELANT - CAPFOR - 23, avenue Marceau - 75116 PARIS.

NANTES - PARIS - CAPFOR - LYON - BREIST

BERTIN & Cie

Recherche et Développement
recherche pour sa division énergétique
plusieurs

INGENIEURS
GRANDES ECOLES
(X, ECP, MINES, ESC...)

pour développer ses activités dans les domaines suivants :

- ECONOMIE D'ENERGIE (Bâtiment, Industrie, transport)
- ENERGIE NOUVELLE (Solaire, biomasse)
- PROCÉDES NOUVEAUX mettant en œuvre la thermique, la thermodynamique, la combustion et la mécanique des fluides.
- MACHINES TOURNANTES

Envoyer C.V. et rémunération souhaitée sous référence 821 à :
M. R. BOY - BERTIN & Cie
B.P. 3 - 78370 PLAISIR

CALIQUEA

Société de thermique industrielle Paris
recherche pour renforcer son potentiel d'études

2 Ingénieurs
grande école
(Mines, Centrale, AM)

Un ingénieur confirmé chef de projet ayant des connaissances approfondies en thermique industrielle, thermo-dynamique et mécanique des fluides.

Il lui sera confié l'étude de propositions importantes sur le plan technique impliquant quelques relations avec la clientèle dans les domaines de production d'énergie et/ou de récupération d'énergie.

Un ingénieur débutant ayant choisi option thermique

Bonne connaissance de l'anglais appréciée pour ces 2 postes.

Veillez écrire, sous réf. 8023 à

INTERCARRIÈRES

5 rue du Helder 75009 Paris

GROUPE IMPORTANT 8^e ARRONDISSEMENT
recherche**CONTROLEUR DE GESTION**

pour : Activités à l'Exportation Filiales

Il est demandé :
- I.U.T., D.E.C.S. ou Ecole de Commerces

Expérience quelques années soit :

- Dans un Groupe international ou dans un Cabinet d'Audit.
- Anglais courant.
- Connaissance comptabilité anglo-saxonne.

Envoyer C.V., photo et prétentions à S.E.E.P., 18 bis, rue d'Anjou, 75008 Paris, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE MULTINATIONAL
recherche**COMPTABLE 2^e échelon**

Formation minimum B.P., expérience souhaitée en cabinet comptable 3 à 5 ans, pour tenue comptabilité complète d'une holding jusqu'aux déclarations fiscales, suivi de la trésorerie.

Lieu de travail grande banlieue Ouest, région de Mantes.

Adr. C.V. dét., photo et prêt s/n° 02904, P.A. SVP, 37, rue du Général-Foy, 75008 PARIS.

1982
Inter
vous présente ses meilleurs vœux

OFFRES D'EMPLOIS

BOULOGNE BILLANCOURT
filiale d'un puissant groupe multinational

CHEF DU SERVICE FORMATION

pour un 5 établissements - 1700 personnes
- à étudier les besoins de la direction
- à centraliser et analyser les besoins de formation ;
- à concevoir les programmes ;
- à établir les formations et évaluer leurs résultats ;
- à gérer les budgets de la formation.

POSTE EVOLUTIF
ne pouvant compter qu'à un diplôme de l'enseignement supérieur, ayant déjà une première expérience de la formation dans une entreprise industrielle, par exemple en qualité d'adjoint. Anglais apprécié.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et références sur son dossier à :
N. 1750 - P. 01/11/82 - C. 01/15
112, Bd Voltaire - 75011 Paris

CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

dans le cadre d'un grand projet d'interconnexion de systèmes informatiques de télématique recherche

Ingénieur Informaticien

réf. MAF 1
chargé de la conception et de l'organisation du contrôle qualité du réseau, expérience de 3 à 5 ans des mini-ordinateurs temps réel et de la mise en place de systèmes informatiques, pratique des télécommunications appréciées.

Ingénieur Informaticien

réf. MAF 2
chargé d'analyser les besoins des différents partenaires et d'organiser les installations pratiques de la mise en place de systèmes informatiques, connaissance en télécommunication, expérience technico-commercial.

Adresser CV, photo, sal. et prêt. en réf. à CNCA Recrutement Carrières - 75710 Paris Brune

dassault systemes
(Suresnes) recherche

un Technicien Supérieur

Il deviendra un excellent utilisateur du système interactif CATIA développé et vendu par Dassault Systèmes. Ce système très évolué de Conception et de Fabrication Assistées par Ordinateur (C.F.A.O.) fonctionne sur le principe d'un dialogue entre un ordinateur et l'opérateur au travers d'une console graphique.

MISSION : former le personnel des sociétés qui ont adopté CATIA pour les bureaux d'études ou leurs usines de production.

Traiter des problèmes concrets pour le compte de clients potentiels.

PROFIL : 30 ans environ - BTS ou DUT de type bureau d'études en mécanique, goût prononcé pour les techniques nouvelles.

Anglais courant exigé.

Adresser lettre manuscrite + photo récente + CV détaillé à :

CONSILIA Conseil en Ressources Humaines
5, rue Lincoln 75008 Paris

débutant assistant contrôle de gestion

Banlieue Nord-Ouest

Notre société internationale, distribue en France des biens d'équipement aux particuliers et aux professionnels. Notre croissance est importante, nos prévisions ambitieuses. Aujourd'hui, nous recrutons le poste. Il s'agit d'assister la Direction Financière dans un certain nombre de tâches : mise en place et animation du contrôle budgétaire, préparation du reporting, suivi des procédures comptables, participation à l'élaboration des budgets, etc.

Bien sûr, nous vous apporterons une formation pratique complémentaire à vos études supérieures (E.C.S. ou maîtrise de gestion avec DEC) car nous attendons plus de vous une capacité à apprendre que des connaissances exploitables de suite.

Par ailleurs, notre contexte international nécessite une bonne pratique de la langue anglaise. Enfin, pour un candidat à fort potentiel, une évolution est possible à l'intérieur du groupe.

Nous d'envoyer votre C.V. sous référence 5246 à Michel GARNIER.

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
28, avenue de Messine
75008 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche.

(CSC)

IMPORTANT ORGANISME FINANCIER (Paris)

recherche pour son Secteur Prêts et Personnel

un Juriste confirmé

en liaison avec le responsable du secteur, il coordonnera les activités des différentes cellules constituant le secteur, il présidera également à l'étude, à l'attribution, à la réalisation et au suivi du remboursement des prêts. Il participera enfin à la mise en place d'une nouvelle chaîne de prêts au personnel.

Une formation supérieure (droit privé) est nécessaire ainsi qu'une expérience de plusieurs années dans le domaine juridique.

La connaissance pratique des prêts (réglementations, assurances...) ainsi qu'une habitude du traitement par informatique seront appréciées, une bonne aptitude à l'encadrement est indispensable.

Adresser CV, photo, sal. et prêt. en réf. 5438 à L.T.P.

31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02 qui transmettra

OMNIUM
TECHNIQUE des TRANSPORTS
PAR PIPELINE (O.T.P.)

recherche

ingénieur grande école

(formation génie-chimique)

pour développement projets-gaz et ayant 1 à 2 ans d'expérience. Formation gazier/pétrolière souhaitée (type E.N.S.P.M.). La connaissance de l'anglais est indispensable.

Adresser C.V. (photo et références) à :
OTP - Service du Personnel
5, rue Charle-Cox - 92801 PUTEAUX

Chef des Services Production Papetière

IMPORTANT GROUPE PAPETIER

recherche un animateur dynamique avec une solide expérience de la production papetière.

Logement disponible.

Mr. Dannenberg - Société CEPIAD - 2135, avenue de Wagram - 75017 Paris - vous assure la discrétion de l'instruction de votre dossier.

SYNDICAT PATRONAL INDUSTRIE AGROCHIMIQUE

recherche

FUTUR RESPONSABLE

de son service

ÉCONOMIQUE ET JURIDIQUE

Justifiant obligatoirement :

- Formation supérieure à base juridique.
- Expérience de plusieurs années acquise de préférence dans le domaine des produits agrochimiques.
- Une bonne pratique des études législatives et des contacts avec les milieux ministériels et parlementaires.

Adresser lettre manuscrite + C.V. à M^{me} GADET, 1, rue Gambetta, 92100 BOULOGNE.

Stré vente têtes Galva L.A.F.

Electrographes, inox, etc.

CORRESPONDANTS VIDEURS

TELEPHONES

Stège bureaux Est Paris. Boite n° 30708. M. BLEU, 17, rue Labat, 94300 Vincennes.

Nous sommes une Société Française de première importance

Nous recherchons

quelques

PERSONNES DE CARACTÈRE

Capables après STAGE d'entraîner en quelques mois de 5.000 à 7.000 F. MENSUELS

Nous leur offrons :

- Une formation complète.
- Une activité stimulante.
- Un plan de carrière précis.
- Si vous pensez pouvoir faire à PEU NEUVE

Ecrire avec C.V. et photo n° 1722, Publications Réunies, 112, Bd Voltaire, 75011 Paris. La préférence sera donnée à candidat ayant fait :

- SOIT de bonnes études.
- SOIT la preuve de leur personnalité.

6. INFO

INGÉNIEURS TÉLÉCOM

Débutez ou 1 an d'expérience

INGÉNIEURS D'ÉTUDES

EN TÉLÉPHONE

pour système de communication

ingénieurs LOGICIEL

sauf et maintenance de logiciel. Réalisation et planification des réseaux.

INGÉNIEURS TEMPS RÉEL

Connaissances en séquentiel, réseaux.

INGÉNIEURS MICRO

Intel 80/80

MOTOROLA 6800 et MC 68000

INGÉNIEURS CALCULS SCIENTIFIQUES

Connaissances MICRO FORTRAN

Lieu d'affectation : Paris-Strasbourg

Salaires 108.000 F. à 152.000 F. en 7, rue de l'Ély, 75008 Paris.

Cie d'ASSURANCES DU SECTEUR PRIVÉ

recherche

DIPLOMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉ.

(Droit, Sciences Eco et Sup. de Co) pour postes d'INSPECTEURS SINISTRES

Installations en province après un stage de formation de 15 mois.

Escr. avec C.V. et photo à M. DESAUN GELINET

Directeur des Sinistres Cie LE CONTINENT, 62, r. de Richelieu, 75002 Paris.

PRESSE

Habitué très proche Paris cherche

JOURNALISTES polyvalents, locaux.

Barrière habitude régionale. Tél. ap. 20 h. 011-62-78.

secrétaires

HOOVER
FRANCE

recherche

pour PARIS PORTE MAILLOT

une secrétaire de direction commerciale

Parfaitement bilingue anglais. Sténo anglaise. Disponibilité et sens des responsabilités. Sans aigreur de l'organisation, autorité et discrétion naturelles. Expérience professionnelle minimale de 5 ans.

Expérience professionnelle minimale 3 ans. Bonne sténo et orthographe parfaite.

La lettre accompagnant le C.V. et la photo devra être manuscrite et adressée à J. CLUYOMARCHÉ - S. HOOVER, B.P. 9 - 21600 LONGVIC.

P.M.E. NEUILLY-PLAISANCE (93) ans R.E.R. joch. de suite

Recherche

SECRÉTAIRE

bilingue français/allemand. 35 ans environ. 35 ans env. Libre immédiatement. Env. lettre manuscrite, C.V. et photo récente à Sophie JUREL

Conseil en marketing, 88, rue de Lille, 75007 PARIS.

avec expérience et notions comptables.

Env. C.V. manuscrite + photo + prêt. à RUMACCO, 12, av. V-Aga.

SECRÉTAIRE COMMERCIALE Responsable agence Paris. Bonnes connaissances sténo et allemand ou anglais.

Téléphone : 238-52-84.

représentation offres

Cherche pour Région Parisienne

REPRÉSENTANTS

pour us. labo pharmaceutiques, facilités, universités.

Escr. CEAL à 72570 Ardenay.

formation professionnelle

Dirigeants, Ingénieurs, Cadres,

ou assimilés

ayant une expérience professionnelle de plusieurs années en entreprise.

L'APRODI organise la FORMATION de CONSEILLERS D'ENTREPRISES et de CADRES de GESTION

pour les petites et moyennes entreprises industrielles.

DEBOUTCHES POSSIBLES :

Les Cabinets de Conseil, les Entreprises et tous organismes publics ou privés concernés par la promotion de la P.M.I. S'adresse également aux Représentants d'entreprises.

OBJECTIFS :

- connaître, savoir utiliser et mettre en place les techniques de gestion.
- acquérir une compétence réelle en matière de diagnostic d'entreprise P.M.I.

DURÉE ET DATES DU STAGE :

- 24 semaines dont 9 semaines en entreprises.
- Session débutant le 8 février 1982.

Indemnité de formation de l'Associé et possibilité de rémunération de l'Etat.

Pour s'inscrire à la réunion d'information du 19 janvier 1982, envoyer CV sous réf. 695 M à

APRODI 87-89 avenue Kléber 75784 Paris Cedex 16

Tél. 727.51.49

DEMANDES D'EMPLOI

DIRECTEUR D'USINE

46 ans

Ingénieur A.M. + Gestion L.C.G., expérience confirmée dans le domaine « relations sociales » de la fonction. Disponible rapidement.

recherche

DIRECTION D'USINE ou

DIRECTION GÉNÉRALE P.M.I.

Ecrire sous n° 6390 M RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

H. 38 ans, ch. emp. en expérience en qualité de : comptable de chantier pétrolier - ou autre, au Moyen-Orient ou Afrique, études des projets - Conseil, Français, Anglais et Arabe.

SECRÉTAIRE D'ÉDITION J. F. 35 ans, coll. exp. éd. tion, dynamique, rech. poste réponse, prêt. éditeur. Escr. n° 13 688 Courneuve Publi-20, av. Opéra 75 040 Paris-1^{re}.

CADRE 44 ans

Format, expertise comptable finance-gestion-contrôle animation-jeunesse. Contrôles-fiscalité-informatique depuis 10 ans.

Directeur financier

Paris/Banque-Sud

PSYCHOLOGUE CLINICIENNE, 28 ans, titulaire D.E.S.S., pratique de méthodes psychopédagogiques, expérience professionnelle en tant qu'adulte, en prévention des troubles.

Recherche poste ou vacation. Travail souhaité.

Maria Moutier, 7, Ville Jacquemont 75017 Paris.

Téléphone : 226-31-62

J. H. 23 ans ; dynamique motivé, ch. emploi vente, approvisionnement, habillement, ou similaire. Eventuel, représentation. Tél. 1 778-12-26, poste 42-81 ou 046-13-06 après 20 h.

JNE FEMME rech. emploi TRIADUCTRICE France, Russie Téléphone : 258-81-06

capitales propositions commerciales

UNE OPPORTUNITÉ est offerte à personne avec relations P.M.I. P.M.E. pour créer, dans le cadre d'un groupe multinational, son cabinet indépendant de conseil en exportation.

Appui technique et financier ainsi que formation assurée à candidat sélectionné.

Envoie S.R.M., 82, av. St. Clément, 92100 BOULOGNE.

propositions diverses

Pour connaître les emplois offerts à l'étranger (Australie, Canada, Afrique, Amérique, Asie) dans la revue spécialisée MIGRATIONS (L.M.), 3, rue Montyon, 75428 Paris Cedex 08.

L'immobilier

appartements ventes

2^e arrdt

OPÉRA

Dans immeuble rénové à neuf par architecte spécialiste. 571,000 F. Plus, localité de suite à partir de 350.000 F. Sur place 1, RUE MONCEY, tous les jours de 10 h à 18 h. 280-19-81 ou 522-95-20.

3^e arrdt

RÉPUBLIQUE Privé - Living + chambre pour off. carrosse. A SAISON - Tél. : 326-75-42.

6^e arrdt

SITUATION EXCEPTIONNELLE SUR LUXEMBOURG

133 m² + mezz. 60 m² de terr. C. ACHARD : 624-78-97.

7^e arrdt

Rue SAINT-DONNOLÉ pour + chère, cd. d'hab. 60 m² cd. GABRI : 567-22-85.

8^e arrdt

SOLFERINO 354-85-10, Calme, 400 m², GRAND STANDING sur jardin, arbor. haut plafond.

9^e arrdt

R. LABORDE

2 P. sur 33 m² environ + petit grenier, 4^e étage sans asc. Prie 270.000 F. CABINET DES LANDES. Tél. : 233-84-78.

10^e arrdt

VIR QUARTIER EUROPE

pièce de ville, 67/7 P. 170 m², standing, 1.450.000 F. Téléphone : 281-33-01.

11^e arrdt

CADET, 11, RUE SAULNIER

5 P., 106 m², 490.000 F. 2^e étage, 5 et 7 janvier, de 14 à 18 h.

12^e arrdt

M^{me} OBERKAMPF 60, rue Follie-Métout. Propriétaire vend libre spt 2 pièces poss. confort.

Prie 140.000 F. à débiter. Téléphone : 587-70-08.

13^e arrdt

BASTILLE

180 m² sur 2 étages, poutres, cheminée, possibilité division, parking. Tél. : 273-40-19.

14^e arrdt

Michel Blanc - Darnassé

VUE TOUT PARIS

85 m², balc., bas - 354-98-10.

15^e arrdt

M^{me} TOLBIAC, rénové

BEAU 2 P., 42 m²

4^e et 5^e étages, de 3 étages.

42.000 F. 887-13-51.

16^e arrdt

M^{me} PORTES-DE-CHENEY, rénové

BEAU 4 P., 67 m²

étage div. cave, parking.

470.000 F. 588-13-51.

17^e arrdt

App. vente 15^e SEVRES-LECOUREUX, 3 poss. gde cul.

équipée. Vue s/Paris. Imm. stg. 9 10.000 F. Paris rénové.

Ag. BRANCION - 575-73-84.

POUR PROFESSION LIBÉRALE

2, 3 P. CONFORT

1^{er} et 2^e étages, 750.000 F.

Jean FEILLADE, 588-00-75.

18^e arrdt

ÉTRANGER

En Argentine

Le gouvernement prescrit un traitement de choc pour une économie malade

Pour la première fois depuis qu'il a quitté le pouvoir, le 11 décembre 1981, l'ancien président Roberto Viola a pris, publiquement, la parole, lundi 4 janvier, pour affirmer qu'il avait été « renvoyé » et « n'avait pas démissionné pour raisons de santé », comme l'avait prétendu la version officielle. Le général Viola a, cependant, qualifié de « très bonnes », ses relations avec son successeur, le président Leopoldo Galtieri. Ce dernier a commencé à s'attaquer aux graves problèmes économiques que connaît l'Argentine, faisant monter en première ligne son ministre de l'économie, M. Roberto Alemann.

Correspondance

Buenos-Aires. — Au cours de deux brèves conférences de presse, à la veille de Noël et du jour de l'An, le nouveau ministre de l'économie, M. Roberto Alemann, a annoncé une série de mesures qui démontrent la volonté du nouveau gouvernement d'appliquer un traitement de choc à l'économie malade. Persuadé que « l'Argentine réunirait toutes les conditions de la croissance », M. Alemann se propose de lui administrer la dose de remède libéral, seul capable, à ses yeux, de ranimer la production, grâce surtout à la reprise de l'investissement privé.

Pour ramener le déficit budgétaire de 8 % du PIB en 1981 à moins de 2 % en 1982, M. Alemann n'y est pas allé par quatre chemins : les salaires des fonctionnaires — civils et militaires — sont bloqués jusqu'à nouvel ordre, ce qui touche près de trois millions de personnes. La T.V.A. sur les biens de première nécessité, en particulier les produits alimentaires et les médicaments, passe de 10 % à 12 %. Les principaux tarifs publics augmentent en moyenne de 13,5 %. Enfin, le minimum non assujéti à l'impôt sur le revenu est désormais gelé ce qui réduira sensiblement la portée des hausses de salaires que pourrait accorder le secteur privé.

En ce qui concerne le secteur extérieur, M. Alemann a fait preuve d'un peu plus de modération. Le marché des changes est resté (1), ce qui se traduit par une hausse du dollar de 96 %. Cette mesure vise à stimuler les exportations agricoles. D'autre part, pour réduire l'impact de la dévaluation sur les prix intérieurs, le ministre de l'économie compte sur la hausse du tarif douanier minimum qui passe de 5 % à 10 %. Le taux de change flottant en principe librement, M. Alemann a toutefois admis la possibilité d'une intervention de la Banque centrale, en raison du montant de la dette extérieure du secteur public (environ 18 milliards de dollars) et du niveau des réserves qui, selon ses affirmations, se situe « à la limite inférieure de la normale ».

Le nouveau responsable de

l'économie n'ignore pas les risques de récession consécutifs à de telles mesures mais table sur une baisse progressive des taux d'intérêt qui permettrait un redémarrage de l'activité à partir du second semestre. Ce pronostic paraît cependant peu compatible avec une politique monétaire restrictive et l'obligation pour les entreprises publiques de financer leur déficit sans recourir à l'institution d'émission. Le niveau des taux d'intérêt dépendra, en fait, dans une large mesure du comportement du marché des changes. Or, les premières réactions aux mesures prises par M. Alemann montrent que la confiance ne reviendra pas facilement.

Le dollar a franchi de nouveau la barre des 10 000 pesos et les opérations à terme sont, pour l'instant, insignifiantes. Le nouveau ministre de l'économie parvient-il à lui au moins à contenir l'inflation ? Ce n'est pas certain. La dévaluation, la hausse de la T.V.A. et l'augmentation des tarifs publics entraîneront une inflation sensible du coût de la vie, qui ne sera atténuée que par la chute de la demande.

Un pays dans lequel le PIB a reculé de plus de 4 % en un an, où le chômage atteint un million trois cent mille personnes et où le pouvoir d'achat a diminué durant 1981 de plus de 20 % est-il en mesure de supporter ce nouveau choc ?

JACQUES DESPRÉS.

(1) Depuis le 23 juin 1981 existait un double marché des changes. Le cours du dollar « commercial » était fixé par la Banque centrale, tandis que le dollar utilisé dans les transactions financières flottait librement.

● Les grandes banques helvétiques ont abaissé de 0,25 % à 0,50 % selon les cas les taux d'intérêt applicables aux dépôts de 3 à 6 mois, 8 % pour ceux de 6 à 9 mois, 7,75 % pour les dépôts de 9 à 11 mois et 7,5 % pour ceux de 12 mois. Il s'agit là de la sixième réduction de ces barèmes, conséquence de la baisse des taux constatée sur l'euro-marché. — (A.F.P.)

C.E.E.

BRUXELLES AUTORISE L'OCTROI D'AIDE PUBLIQUE A PLUSIEURS SIDÉRURGIES EUROPÉENNES

(De notre correspondant.)

Bruxelles (Communautés européennes). — La Commission européenne a autorisé le 4 janvier le gouvernement français à accorder des aides de trésorerie d'un montant total de 4,43 milliards de francs à Usinor et Sacilor au cours des six prochains mois, aucun paiement ne pouvant avoir lieu après le 30 juin 1982. En échange, Paris s'est engagé à ouvrir la discussion avec Bruxelles sur la restructuration de la sidérurgie française pendant le second trimestre de 1982, et la Commission renforcera ses contrôles sur les prix pratiqués par Usinor et Sacilor afin de vérifier s'ils ne sont pas inférieurs aux tarifs minimaux fixés par elle.

De même, la Commission a autorisé le gouvernement belge à accorder une aide de 8,2 milliards de francs belges (environ 1,3 milliard de francs français), dont 5,2 milliards de francs en conversion de prêts en capital et un nouveau prêt de 4,1 milliards de francs, pour la première tranche de la restructuration financière de Cockfield.

En retour, deux trains de laminés à produits longs d'une capacité annuelle de 700 000 tonnes seront fermés à Charleroi et deux hauts fourneaux seront éteints à Liège.

Enfin, le gouvernement italien pourra accorder une aide de 390 milliards de lire (1,7 milliard de francs) à la société sidérurgique d'Etat Finisider, sous la condition que sa capacité de production de tôles laminées à chaud soit réduite de 130 000 tonnes.

MARCEL SCOTTO.

LOGEMENT

Le nécessaire équilibre

(Suite de la première page.)

Aujourd'hui, par un nouveau mouvement de balancier, le propriétaire a retrouvé une situation de force, et le locataire est parfois « la victime de cette précarité du droit » (1). Les accords Delmon sur les charges — d'autant plus mal supportées qu'elles s'ajoutaient à la crise de l'énergie et à la multiplication des services communs (ascenseurs, vide-ordures, etc.) — ne sont que des documents de référence : les baux d'un an, voire d'un mois, permettent aux propriétaires d'établir le locataire en place ou de lui imposer de fortes hausses spéculatives (c'est ainsi que Paris est devenue une ville interdite à tout cadre moyen) ; le tout entre-coupé de blocages épisodiques des loyers ou d'accords de modération sans obligations ni sanctions. Bref, « trop souvent, bailleur et preneur vivent face à face ou côte à côte, comme deux ennemis dans une guerre civile, avant que n'aient été définies les règles d'un dialogue social » (1).

Sensible à ces déséquilibres, le président de la République s'est prononcé pour un nouveau droit du logement qui comble le vide législatif, ou plutôt dépasse la confusion réglementaire et nous ramène à l'équilibre par la répartition des bénéfices et des charges.

Le gouvernement n'est pas parti de zéro : depuis des années, les locataires et propriétaires de bonne foi, l'énorme majorité, recherchent, dans le cadre d'une commission Delmon, une organisation contractuelle de leurs relations. La loi sur le logement concorde le prolongement de ces accords.

Elle obéit à trois principes : — Clarté : Un contrat sera signé entre propriétaire et locataire ; un état des lieux sera établi, soit d'un commun accord, soit par huissier, avant l'entrée dans le logement. De nombreux conflits, reposant le plus souvent sur l'ignorance ou le malentendu, pourront ainsi être évités.

— Responsabilité : Le locataire reçoit la garantie de voir son bail prolongé s'il remplit correctement ses obligations, à moins que le propriétaire ne décide, comme c'est son droit, d'occuper personnellement son logement, d'y installer ses descendants ou ses enfants, ou de le vendre, dans des conditions à déterminer par le Parlement.

Il va de soi que le non-paiement des loyers et une mauvaise occupation des lieux sont, à tout moment, des motifs sérieux et légitimes de résiliation du bail.

Je souhaiterais personnellement que la justice soit mise en état d'intervenir dans tous les litiges concernant le droit du logement, plus rapidement qu'elle ne peut le faire actuellement : peut-être, pour plus d'efficacité, faudrait-il un juge au logement, comme il existe un juge à l'expatriation.

— Dialogue : La concertation est institutionnalisée pour la fixation des loyers et l'évaluation des charges. Le gouvernement veut rompre avec ce mouvement pendulaire qui nous a balancés du blocage absolu aux périodes de blocage — dont le rapporteur du Sénat, M. Péllet, rappelle honnêtement qu'il avait couvert plus de quatre ans de dernier septennat.

Une négociation, conduite dans un cadre national par secteur local, entre propriétaires et locataires, déterminera le taux maximum d'évolution des loyers pour les nouvelles locations avec ou sans changement de locataire. Les accords intervenus à ce niveau pourront être étendus par décret. A défaut, l'Etat pourra fixer lui-même ce taux ; en aucun cas il ne descendra en deca des 4/5 de la progression de l'indice (CINQS) du coût de la construction. Encore devra-t-il tenir compte des travaux entrepris ou à entreprendre, ou d'une réévaluation manifeste des loyers autorisant leur « remise à niveau » progressive.

« L'Etat-arbitre ? »

Comme on le voit, ce n'est nullement « le retour à la loi de 1965 avec ses effets pervers » : le nouveau droit du logement ne prévoit pas le maintien dans les lieux mais un simple droit à reconduction du bail, sans motifs sérieux et légitimes, sans la vente et la reprise à titre familial, ou sans éviction pour non respect des devoirs du locataire ; au lieu et place de la fixation autoritaire et bureaucratique du loyer, il prévoit un accord entre les parties et, en cas d'intervention de l'Etat, il fixe un plancher. D'autre part, le loyer est indexé annuellement sur l'indice du coût de la construction pendant toute la durée du bail, ce qui constitue une garantie de revenu appréciable pour le propriétaire.

Est-ce l'« equo canon » instauré — on oublie de le préciser — par la démocratie chrétienne italienne ? Nullement. Celle-ci définit une sorte de « juste loyer », difficilement applicable (l'expérience le prouve) et les communistes italiens le reconnaissent) sauf à tolérer les abus de la loi.

Est-ce une « intrusion inadmissible dans la gestion » ? Le droit du logement n'instaure pas la cogestion mais le droit à l'information de qui paie le restaurateur s'efforce-t-il si vous consultez la carte ou le menu et si vous l'interrogez sur le pourcentage du service ?

Est-ce l'« Etat-patron » ? Strictement pas. L'Etat-arbitre ? Pourquoi pas ?

Est-ce la fin des professions immobilières ? Tout au contraire : en contractualisant les rapports des propriétaires et locataires, la loi les légitime dans la fonction d'intermédiaire qu'ils exercent généralement en fait. Et Catherine Lajoumieu l'a dit au nom du gouvernement, celui-ci n'est nullement opposé à ce que leur rémunération soit partagée dans des conditions de principe et de pratique à préciser par le Parlement.

Au total, je ne connais que deux grandes catégories de propriétaires-bailleurs : les investisseurs et les occasionnels. Les premiers, qui cherchent un placement et une rémunération, connaissent rarement leurs locataires, souhaitent une rentabilité correcte, un bon entretien de leur patrimoine et la possibilité de le

réaliser en cas de nécessité. La loi y veillera. Révent-il de spéculer grassement ? Alors, oui, la loi le leur interdit. On n'objecte que les spéculations sont rares et qu'il est donc inutile de légiférer à leur sujet.

Curieux raisonnement : les escrocs sont une infime minorité dans ce pays : les absents ou pour autant ? Vous allez, me dire, pour poursuivre quelques coupables, gêner la grande masse des honnêtes gens. Refuserez-vous les contrôles d'identité, d'alcoolémie ou de bagages au motif que vous n'êtes ni délinquant, ni éthylique, ni terroriste ? Toute répression des abus entraîne, l'en conviens, quelque gêne pour les honnêtes gens. Il n'y a pas de loi innocente. C'est une raison pour renoncer à légiférer ?

Quant aux bailleurs occasionnels et tout propriétaire occupant l'est à sa puissance — ils souhaitent, outre un entretien correct de leur habitation, la possibilité de reprise à des fins personnelles ou de vente car nécessité : ces droits leur sont reconnus et la jurisprudence en tirera la pratique.

Qu'on veuille bien m'en croire : nous n'avons cessé de penser à la nécessité, pour un gouvernement soucieux de l'emploi, de ne briser en rien le rythme de la construction et de la réhabilitation : aussi bien les loyers des logements neufs seront-ils libres et les travaux de réhabilitation échapperont à la règle commune de modération des loyers.

Aussi suis-je pleinement rassuré quand je lis dans la note mensuelle d'un des plus importants groupes bancaires privés : « L'actuel climat qui règne sur le marché de l'immobilier ne doit pas faire oublier la pierre d'attente de l'investissement de base des Français. Pour réaliser des investissements intéressants, il faut savoir aller au-delà de l'encre de des idées ambiantes. En conclusion, l'investissement immobilier reste conseillé (2), d'autant qu'il bénéficie d'une fiscalité incitative dans le cas où il est réalisé pour louer ».

Alors ! les banquiers sont optimistes : une fois passée la vague de panique déclenchée et exploitée par quelques demi-habiles, il y aura de beaux jours pour le bâtiment, redevenu priorité nationale, et notamment pour le logement locatif dont on veut bien enfin reconnaître la nécessité. Car « la situation de pénurie », dont on nous parle avec tremblement et fureur, n'est-ce pas au contraire des dernières années qu'on l'a organisée, en réduisant à peu de chose le nombre de logements locatifs sociaux, que l'actuel gouvernement a décidé de multiplier ?

ROGER QUILLIOT.

(1) La formule est de Jacques Barrot, secrétaire d'Etat au logement de juin 1974 à avril 1978.

(2) Ce n'est pas moi qui souligne, mais le groupe C.I.C. (lettre de la Banque transatlantique, décembre 1981).

FAITS ET CHIFFRES

Automobile

● Suppression du mot d'ordre de grève chez Ford en Grande-Bretagne. — A la suite de concessions patronales de dernière heure, la grève qui devait paralysier les usines du constructeur Ford en Grande-Bretagne, a été décommandée provisoirement. Selon le porte-parole syndical, l'offre totale de la direction correspond à une augmentation de salaires de 18 à 20 % ; en contrepartie les salariés devront accepter des pratiques restrictives de la production afin de permettre une utilisation plus efficace de la main-d'œuvre. Des suppressions d'emplois devront être décidées. L'annulation définitive de l'ordre de grève est suspendue au

résultat de votes : ceux-ci auront lieu dans les prochains jours dans les vingt-quatre usines de la compagnie. — (A.F.P.)

Social

● La grève de vingt-quatre heures des chauffeurs des voitures officielles, observée lundi (le Monde du 5 janvier), l'occasion de la cérémonie des vœux à l'Elysée, a été « bien suivie », selon P.O., qui avait appelé à ce débrayage, avec la C.G.T. et le syndicat autonome, pour appuyer des revendications portant notamment sur le reclassement indiciaire. Quelque 150 à 200 conducteurs sur les 800 de la région parisienne, dont les syndicats, travail, L'Étoile Matignon indiquent, pour sa part, que seulement 16 des 33 chauffeurs, qui dépendent de ses services, ont fait grève.

● PRÉCISION. — La direction du Corning France (verrière) nous prie d'indiquer que les ouvriers de l'usine située à Antiche (Nord), qui avaient entamé le 22 décembre (le Monde du 23 décembre), une grève de la faim, ont cessé le mouvement deux jours plus tard, après que la procédure du licenciement économique engagée contre quatre d'entre elles ait été provisoirement suspendue pour une période de deux mois.

PRESSE

SOCIÉTÉ DES RÉDACTEURS DU « MONDE »

Les associés de la Société civile à capital variable des rédacteurs du Monde sont convoqués, le lundi 11 janvier 1982, à 15 heures, au Foyer des lycéennes, 10, rue du Docteur-Blanche, 75014 Paris, pour y tenir une assemblée générale ordinaire convoquée extraordinairement, avec l'ordre du jour suivant : suites statutaires de l'assemblée du 13 novembre 1981 : questions diverses.

● Mlle Francine Amoury, fille du fondateur du Parisien libéré, proteste vigoureusement contre le coup de force qui a anéanti le R.U.C. du groupe, après la démission de M. André Fosset (le Monde du 2 janvier).

Dans une lettre adressée aux membres du conseil d'administration, Mlle Amoury dénonce la procédure employée

Le Carnet des Entreprises

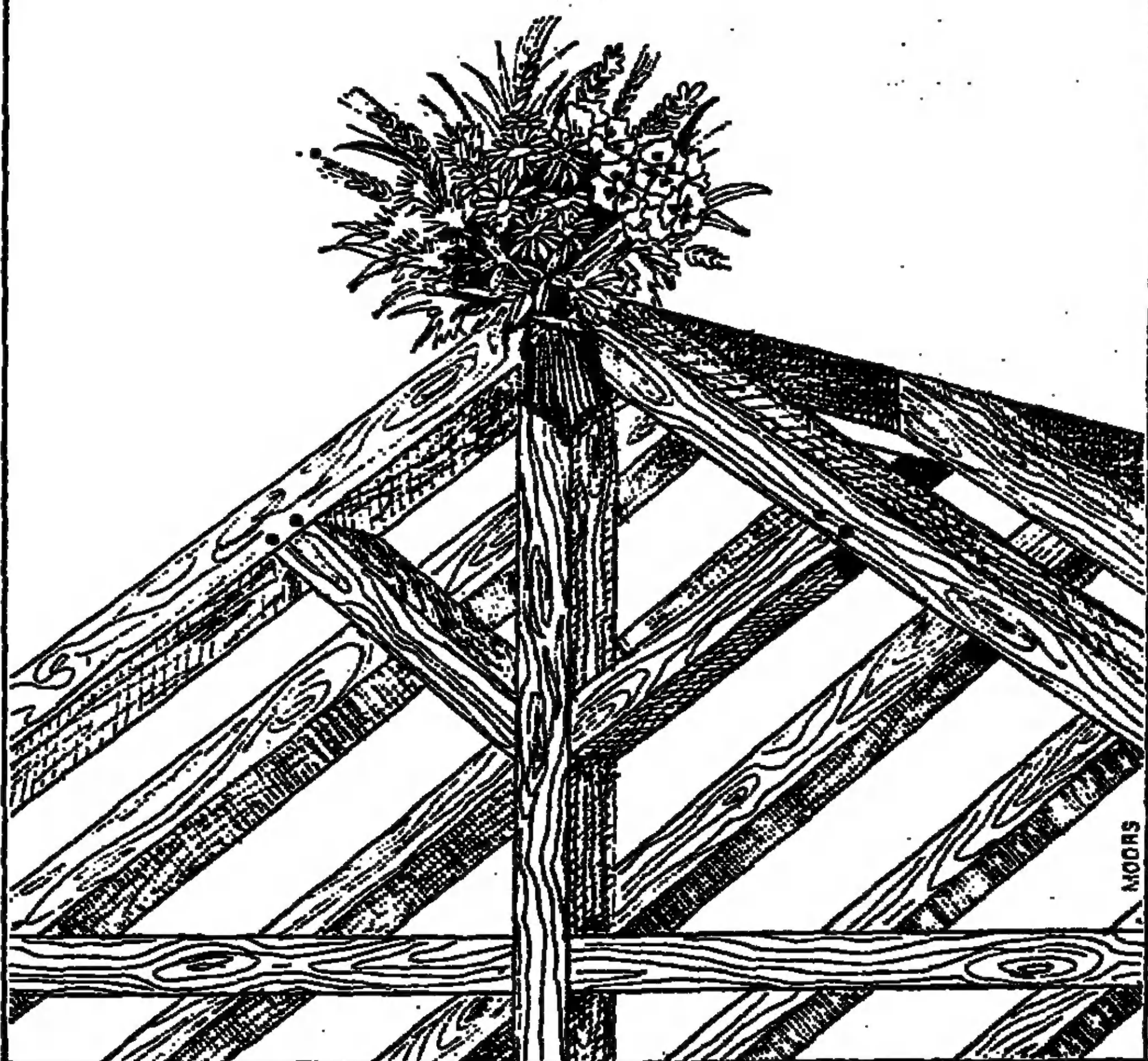
● FAUCHON S.A.

Mme Josette GUILLEMINO PILOSOFF, déjà présidente de la société FAUCHON S.A., est, depuis le 23 décembre 1981, présidente de la Société d'Exploitation des Magasins FAUCHON, 26, place de la Madeleine, 75008 Paris, en remplacement de Monsieur Edmond BORY.

Pour tous renseignements sur le CARNET, téléphoner à : 770-85-33

LA FRANCE: CONSTRUISONS LA TOUS ENSEMBLE.

EMPRUNT D'ETAT 16,20% - 8 ANS.



فكرنا من الأصل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. LE DÉBAT SUR LA RÉFORME PÉNALE : « Réprimer », par Jean Foyer ; « Vos papiers ! », par Bernard Le Gendre ; « L'inconnu du code », par Bernard Privat.

ÉTRANGER

3-4. LA SITUATION EN POLOGNE SES RÉPÉRISSONS

— Solidarité avec la lutte d'émancipation du pays « en vase clos de travail ».

— Après la réunion des Dlx, la position européenne sur les relations économiques avec Varsovie reste floue.

4. PROCHE-ORIENT

— Un entretien avec le chef de la diplomatie d'Israël : l'unité entre les deux Yémens n'est pas une entreprise utopique.

5. AFRIQUE

— ÉTATS-UNIS : M. Clark remplace M. Allen à la tête du Conseil national de sécurité.

RÉGIONS

6-7. PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR : à Nice, le casino Ruhl n'a plus d'autorisation d'exploitation.

POLITIQUE

7. Les cérémonies des vœux à l'Élysée.

SOCIÉTÉ

8. L'agence de « squit Lessard ».

11. DÉFENSE.

— L'amiral Lacombe évoque « les difficultés du moment » que connaît la marine.

— MM. Hertz et Weinberger vont tenter de relancer la coopération militaire entre la France et les États-Unis.

15. SPORTS

LE MONDE DE LA MÉDECINE

9-10. MORALE ET MÉDICAMENTS : les deux logiques.

10-11. L'ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE : le colloque national sur la recherche travaillant sur deux rapports ; « Pour la science » (II), par Edgar Morin.

CULTURE

12. MUSIQUE.

14-15. RADIO-TELEVISION. — VU : « Quinze millions de sourires », par Claude Savouret.

ECONOMIE

29. ÉNERGIE : l'augmentation des tarifs des produits pétroliers.

— SOCIAL : le revenu des ouvriers en 1981.

— AFFAIRES : le conglomérat Deauville.

30. ÉTRANGER

RADIO-TELEVISION

(14-15) INFORMATIONS.

— « SERVICES » (18) : La mode ; Météorologie ; Journal officiel ; Mots croisés.

— Annonces classées (17 à 28) ; Carnet (15) ; Programmes spectacle (13-14) ; Bourse (31).

2 boulevard de la Madeleine
Parking gratuit - 7 r. Caumartin

Gallo
MODELEINE

solde
pour ELLE
pour LUI

2 boulevard de la Madeleine
Parking gratuit - 7 r. Caumartin

Gallo
MODELEINE

solde
pour ELLE
pour LUI

2 boulevard de la Madeleine
Parking gratuit - 7 r. Caumartin

Gallo
MODELEINE

solde
pour ELLE
pour LUI

2 boulevard de la Madeleine
Parking gratuit - 7 r. Caumartin

Gallo
MODELEINE

solde
pour ELLE
pour LUI

2 boulevard de la Madeleine
Parking gratuit - 7 r. Caumartin

Gallo
MODELEINE

solde
pour ELLE
pour LUI

2 boulevard de la Madeleine
Parking gratuit - 7 r. Caumartin

Gallo
MODELEINE

solde
pour ELLE
pour LUI

2 boulevard de la Madeleine
Parking gratuit - 7 r. Caumartin

Gallo
MODELEINE

A Pékin

UN ARTISTE CHINOIS NON-CONFORMISTE A PU ÉPOUSER UNE FRANÇAISE

Pékin (A.F.P.). — Un des plus célèbres artistes chinois non conformistes, le sculpteur Wang Keping, a épousé le 30 décembre à Pékin une Française qui travaille dans la capitale chinoise, Mlle Catherine Desaly.

M. Wang, trente-trois ans, appartient au groupe d'artistes Xing-Xing (les étoiles). Ce mariage intervient moins de deux mois après l'affaire Li Shuang, Mlle Li Shuang, condamnée à une peine de détention, était membre du même groupe et fiancée à un diplomate français, M. Emmanuel Bellefroid. Elle avait notamment été accusée de « vendre son âme » à l'étranger. En autorisant le mariage du sculpteur et de Mlle Desaly (trente et un ans), les autorités chinoises ont voulu montrer, estiment les observateurs, qu'elles font de la condamnation de Mlle Li Shuang un acte de justice.

M. Wang a déclaré lundi à l'A.F.P. qu'il avait « toujours gardé confiance », bien qu'il ait attendu plus de six mois avant d'obtenir l'autorisation d'épouser sa fiancée française. Le jeune couple n'a pas l'intention pour l'instant de quitter la Chine.

Le groupe d'artistes Xing-Xing, né dans le cadre du mouvement de contestation du printemps de Pékin, a organisé deux expositions officielles à Pékin en 1979 et en 1980. Il ne fait toutefois plus guère parler de lui à l'heure actuelle. La plupart de ses membres travaillent désormais de façon isolée. Ainsi, M. Wang qui écrit généralement des scénarios pour la radio et la télévision chinoise, travaille à ses sculptures pendant ses moments de loisir.

Le groupe d'artistes Xing-Xing, né dans le cadre du mouvement de contestation du printemps de Pékin, a organisé deux expositions officielles à Pékin en 1979 et en 1980. Il ne fait toutefois plus guère parler de lui à l'heure actuelle. La plupart de ses membres travaillent désormais de façon isolée. Ainsi, M. Wang qui écrit généralement des scénarios pour la radio et la télévision chinoise, travaille à ses sculptures pendant ses moments de loisir.

Le groupe d'artistes Xing-Xing, né dans le cadre du mouvement de contestation du printemps de Pékin, a organisé deux expositions officielles à Pékin en 1979 et en 1980. Il ne fait toutefois plus guère parler de lui à l'heure actuelle. La plupart de ses membres travaillent désormais de façon isolée. Ainsi, M. Wang qui écrit généralement des scénarios pour la radio et la télévision chinoise, travaille à ses sculptures pendant ses moments de loisir.

Le groupe d'artistes Xing-Xing, né dans le cadre du mouvement de contestation du printemps de Pékin, a organisé deux expositions officielles à Pékin en 1979 et en 1980. Il ne fait toutefois plus guère parler de lui à l'heure actuelle. La plupart de ses membres travaillent désormais de façon isolée. Ainsi, M. Wang qui écrit généralement des scénarios pour la radio et la télévision chinoise, travaille à ses sculptures pendant ses moments de loisir.

Le groupe d'artistes Xing-Xing, né dans le cadre du mouvement de contestation du printemps de Pékin, a organisé deux expositions officielles à Pékin en 1979 et en 1980. Il ne fait toutefois plus guère parler de lui à l'heure actuelle. La plupart de ses membres travaillent désormais de façon isolée. Ainsi, M. Wang qui écrit généralement des scénarios pour la radio et la télévision chinoise, travaille à ses sculptures pendant ses moments de loisir.

Le groupe d'artistes Xing-Xing, né dans le cadre du mouvement de contestation du printemps de Pékin, a organisé deux expositions officielles à Pékin en 1979 et en 1980. Il ne fait toutefois plus guère parler de lui à l'heure actuelle. La plupart de ses membres travaillent désormais de façon isolée. Ainsi, M. Wang qui écrit généralement des scénarios pour la radio et la télévision chinoise, travaille à ses sculptures pendant ses moments de loisir.

Le groupe d'artistes Xing-Xing, né dans le cadre du mouvement de contestation du printemps de Pékin, a organisé deux expositions officielles à Pékin en 1979 et en 1980. Il ne fait toutefois plus guère parler de lui à l'heure actuelle. La plupart de ses membres travaillent désormais de façon isolée. Ainsi, M. Wang qui écrit généralement des scénarios pour la radio et la télévision chinoise, travaille à ses sculptures pendant ses moments de loisir.

Le groupe d'artistes Xing-Xing, né dans le cadre du mouvement de contestation du printemps de Pékin, a organisé deux expositions officielles à Pékin en 1979 et en 1980. Il ne fait toutefois plus guère parler de lui à l'heure actuelle. La plupart de ses membres travaillent désormais de façon isolée. Ainsi, M. Wang qui écrit généralement des scénarios pour la radio et la télévision chinoise, travaille à ses sculptures pendant ses moments de loisir.

Le groupe d'artistes Xing-Xing, né dans le cadre du mouvement de contestation du printemps de Pékin, a organisé deux expositions officielles à Pékin en 1979 et en 1980. Il ne fait toutefois plus guère parler de lui à l'heure actuelle. La plupart de ses membres travaillent désormais de façon isolée. Ainsi, M. Wang qui écrit généralement des scénarios pour la radio et la télévision chinoise, travaille à ses sculptures pendant ses moments de loisir.

Le groupe d'artistes Xing-Xing, né dans le cadre du mouvement de contestation du printemps de Pékin, a organisé deux expositions officielles à Pékin en 1979 et en 1980. Il ne fait toutefois plus guère parler de lui à l'heure actuelle. La plupart de ses membres travaillent désormais de façon isolée. Ainsi, M. Wang qui écrit généralement des scénarios pour la radio et la télévision chinoise, travaille à ses sculptures pendant ses moments de loisir.

Le groupe d'artistes Xing-Xing, né dans le cadre du mouvement de contestation du printemps de Pékin, a organisé deux expositions officielles à Pékin en 1979 et en 1980. Il ne fait toutefois plus guère parler de lui à l'heure actuelle. La plupart de ses membres travaillent désormais de façon isolée. Ainsi, M. Wang qui écrit généralement des scénarios pour la radio et la télévision chinoise, travaille à ses sculptures pendant ses moments de loisir.

Le groupe d'artistes Xing-Xing, né dans le cadre du mouvement de contestation du printemps de Pékin, a organisé deux expositions officielles à Pékin en 1979 et en 1980. Il ne fait toutefois plus guère parler de lui à l'heure actuelle. La plupart de ses membres travaillent désormais de façon isolée. Ainsi, M. Wang qui écrit généralement des scénarios pour la radio et la télévision chinoise, travaille à ses sculptures pendant ses moments de loisir.

Le groupe d'artistes Xing-Xing, né dans le cadre du mouvement de contestation du printemps de Pékin, a organisé deux expositions officielles à Pékin en 1979 et en 1980. Il ne fait toutefois plus guère parler de lui à l'heure actuelle. La plupart de ses membres travaillent désormais de façon isolée. Ainsi, M. Wang qui écrit généralement des scénarios pour la radio et la télévision chinoise, travaille à ses sculptures pendant ses moments de loisir.

Le groupe d'artistes Xing-Xing, né dans le cadre du mouvement de contestation du printemps de Pékin, a organisé deux expositions officielles à Pékin en 1979 et en 1980. Il ne fait toutefois plus guère parler de lui à l'heure actuelle. La plupart de ses membres travaillent désormais de façon isolée. Ainsi, M. Wang qui écrit généralement des scénarios pour la radio et la télévision chinoise, travaille à ses sculptures pendant ses moments de loisir.

Le groupe d'artistes Xing-Xing, né dans le cadre du mouvement de contestation du printemps de Pékin, a organisé deux expositions officielles à Pékin en 1979 et en 1980. Il ne fait toutefois plus guère parler de lui à l'heure actuelle. La plupart de ses membres travaillent désormais de façon isolée. Ainsi, M. Wang qui écrit généralement des scénarios pour la radio et la télévision chinoise, travaille à ses sculptures pendant ses moments de loisir.

Le groupe d'artistes Xing-Xing, né dans le cadre du mouvement de contestation du printemps de Pékin, a organisé deux expositions officielles à Pékin en 1979 et en 1980. Il ne fait toutefois plus guère parler de lui à l'heure actuelle. La plupart de ses membres travaillent désormais de façon isolée. Ainsi, M. Wang qui écrit généralement des scénarios pour la radio et la télévision chinoise, travaille à ses sculptures pendant ses moments de loisir.

Le groupe d'artistes Xing-Xing, né dans le cadre du mouvement de contestation du printemps de Pékin, a organisé deux expositions officielles à Pékin en 1979 et en 1980. Il ne fait toutefois plus guère parler de lui à l'heure actuelle. La plupart de ses membres travaillent désormais de façon isolée. Ainsi, M. Wang qui écrit généralement des scénarios pour la radio et la télévision chinoise, travaille à ses sculptures pendant ses moments de loisir.

Le groupe d'artistes Xing-Xing, né dans le cadre du mouvement de contestation du printemps de Pékin, a organisé deux expositions officielles à Pékin en 1979 et en 1980. Il ne fait toutefois plus guère parler de lui à l'heure actuelle. La plupart de ses membres travaillent désormais de façon isolée. Ainsi, M. Wang qui écrit généralement des scénarios pour la radio et la télévision chinoise, travaille à ses sculptures pendant ses moments de loisir.

Le groupe d'artistes Xing-Xing, né dans le cadre du mouvement de contestation du printemps de Pékin, a organisé deux expositions officielles à Pékin en 1979 et en 1980. Il ne fait toutefois plus guère parler de lui à l'heure actuelle. La plupart de ses membres travaillent désormais de façon isolée. Ainsi, M. Wang qui écrit généralement des scénarios pour la radio et la télévision chinoise, travaille à ses sculptures pendant ses moments de loisir.

Le groupe d'artistes Xing-Xing, né dans le cadre du mouvement de contestation du printemps de Pékin, a organisé deux expositions officielles à Pékin en 1979 et en 1980. Il ne fait toutefois plus guère parler de lui à l'heure actuelle. La plupart de ses membres travaillent désormais de façon isolée. Ainsi, M. Wang qui écrit généralement des scénarios pour la radio et la télévision chinoise, travaille à ses sculptures pendant ses moments de loisir.

Le groupe d'artistes Xing-Xing, né dans le cadre du mouvement de contestation du printemps de Pékin, a organisé deux expositions officielles à Pékin en 1979 et en 1980. Il ne fait toutefois plus guère parler de lui à l'heure actuelle. La plupart de ses membres travaillent désormais de façon isolée. Ainsi, M. Wang qui écrit généralement des scénarios pour la radio et la télévision chinoise, travaille à ses sculptures pendant ses moments de loisir.

Le groupe d'artistes Xing-Xing, né dans le cadre du mouvement de contestation du printemps de Pékin, a organisé deux expositions officielles à Pékin en 1979 et en 1980. Il ne fait toutefois plus guère parler de lui à l'heure actuelle. La plupart de ses membres travaillent désormais de façon isolée. Ainsi, M. Wang qui écrit généralement des scénarios pour la radio et la télévision chinoise, travaille à ses sculptures pendant ses moments de loisir.

Le groupe d'artistes Xing-Xing, né dans le cadre du mouvement de contestation du printemps de Pékin, a organisé deux expositions officielles à Pékin en 1979 et en 1980. Il ne fait toutefois plus guère parler de lui à l'heure actuelle. La plupart de ses membres travaillent désormais de façon isolée. Ainsi, M. Wang qui écrit généralement des scénarios pour la radio et la télévision chinoise, travaille à ses sculptures pendant ses moments de loisir.

Le groupe d'artistes Xing-Xing, né dans le cadre du mouvement de contestation du printemps de Pékin, a organisé deux expositions officielles à Pékin en 1979 et en 1980. Il ne fait toutefois plus guère parler de lui à l'heure actuelle. La plupart de ses membres travaillent désormais de façon isolée. Ainsi, M. Wang qui écrit généralement des scénarios pour la radio et la télévision chinoise, travaille à ses sculptures pendant ses moments de loisir.

Le groupe d'artistes Xing-Xing, né dans le cadre du mouvement de contestation du printemps de Pékin, a organisé deux expositions officielles à Pékin en 1979 et en 1980. Il ne fait toutefois plus guère parler de lui à l'heure actuelle. La plupart de ses membres travaillent désormais de façon isolée. Ainsi, M. Wang qui écrit généralement des scénarios pour la radio et la télévision chinoise, travaille à ses sculptures pendant ses moments de loisir.

Le groupe d'artistes Xing-Xing, né dans le cadre du mouvement de contestation du printemps de Pékin, a organisé deux expositions officielles à Pékin en 1979 et en 1980. Il ne fait toutefois plus guère parler de lui à l'heure actuelle. La plupart de ses membres travaillent désormais de façon isolée. Ainsi, M. Wang qui écrit généralement des scénarios pour la radio et la télévision chinoise, travaille à ses sculptures pendant ses moments de loisir.

Le groupe d'artistes Xing-Xing, né dans le cadre du mouvement de contestation du printemps de Pékin, a organisé deux expositions officielles à Pékin en 1979 et en 1980. Il ne fait toutefois plus guère parler de lui à l'heure actuelle. La plupart de ses membres travaillent désormais de façon isolée. Ainsi, M. Wang qui écrit généralement des scénarios pour la radio et la télévision chinoise, travaille à ses sculptures pendant ses moments de loisir.

Le groupe d'artistes Xing-Xing, né dans le cadre du mouvement de contestation du printemps de Pékin, a organisé deux expositions officielles à Pékin en 1979 et en 1980. Il ne fait toutefois plus guère parler de lui à l'heure actuelle. La plupart de ses membres travaillent désormais de façon isolée. Ainsi, M. Wang qui écrit généralement des scénarios pour la radio et la télévision chinoise, travaille à ses sculptures pendant ses moments de loisir.

Le groupe d'artistes Xing-Xing, né dans le cadre du mouvement de contestation du printemps de Pékin, a organisé deux expositions officielles à Pékin en 1979 et en 1980. Il ne fait toutefois plus guère parler de lui à l'heure actuelle. La plupart de ses membres travaillent désormais de façon isolée. Ainsi, M. Wang qui écrit généralement des scénarios pour la radio et la télévision chinoise, travaille à ses sculptures pendant ses moments de loisir.

Le groupe d'artistes Xing-Xing, né dans le cadre du mouvement de contestation du printemps de Pékin, a organisé deux expositions officielles à Pékin en 1979 et en 1980. Il ne fait toutefois plus guère parler de lui à l'heure actuelle. La plupart de ses membres travaillent désormais de façon isolée. Ainsi, M. Wang qui écrit généralement des scénarios pour la radio et la télévision chinoise, travaille à ses sculptures pendant ses moments de loisir.

Le groupe d'artistes Xing-Xing, né dans le cadre du mouvement de contestation du printemps de Pékin, a organisé deux expositions officielles à Pékin en 1979 et en 1980. Il ne fait toutefois plus guère parler de lui à l'heure actuelle. La plupart de ses membres travaillent désormais de façon isolée. Ainsi, M. Wang qui écrit généralement des scénarios pour la radio et la télévision chinoise, travaille à ses sculptures pendant ses moments de loisir.

Les cérémonies de vœux à l'Élysée

Il faut que les « forces vives » soient « à l'aise dans la vie nationale »

souligne M. Mitterrand

M. François Mitterrand a reçu, mardi 5 janvier à 11 heures au palais de l'Élysée, les représentants des « forces vives » de la nation : organisations professionnelles et syndicales, anciens combattants, etc. Improvisant quelques mots à son intention, le chef de l'État a souligné qu'il avait tenu à ce que ces « forces vives » soient présentes « pour qu'il soit bien connu à l'étranger que qu'elles représentent une large part de la France ».

Après ces quelques mots, le chef de l'État a entretenu un court instant avec chacune des personnalités présentes avant de recevoir les vœux des présidents de conseil régional et de conseil général.

Après ces quelques mots, le chef de l'État a entretenu un court instant avec chacune des personnalités présentes avant de recevoir les vœux des présidents de conseil régional et de conseil général.

Après ces quelques mots, le chef de l'État a entretenu un court instant avec chacune des personnalités présentes avant de recevoir les vœux des présidents de conseil régional et de conseil général.

Après ces quelques mots, le chef de l'État a entretenu un court instant avec chacune des personnalités présentes avant de recevoir les vœux des présidents de conseil régional et de conseil général.

Après ces quelques mots, le chef de l'État a entretenu un court instant avec chacune des personnalités présentes avant de recevoir les vœux des présidents de conseil régional et de conseil général.

Après ces quelques mots, le chef de l'État a entretenu un court instant avec chacune des personnalités présentes avant de recevoir les vœux des présidents de conseil régional et de conseil général.

Après ces quelques mots, le chef de l'État a entretenu un court instant avec chacune des personnalités présentes avant de recevoir les vœux des présidents de conseil régional et de conseil général.

Après ces quelques mots, le chef de l'État a entretenu un court instant avec chacune des personnalités présentes avant de recevoir les vœux des présidents de conseil régional et de conseil général.

Après ces quelques mots, le chef de l'État a entretenu un court instant avec chacune des personnalités présentes avant de recevoir les vœux des présidents de conseil régional et de conseil général.

Après ces quelques mots, le chef de l'État a entretenu un court instant avec chacune des personnalités présentes avant de recevoir les vœux des présidents de conseil régional et de conseil général.

Après ces quelques mots, le chef de l'État a entretenu un court instant avec chacune des personnalités présentes avant de recevoir les vœux des présidents de conseil régional et de conseil général.

Après ces quelques mots, le chef de l'État a entretenu un court instant avec chacune des personnalités présentes avant de recevoir les vœux des présidents de conseil régional et de conseil général.

Après ces quelques mots, le chef de l'État a entretenu un court instant avec chacune des personnalités présentes avant de recevoir les vœux des présidents de conseil régional et de conseil général.

Après ces quelques mots, le chef de l'État a entretenu un court instant avec chacune des personnalités présentes avant de recevoir les vœux des présidents de conseil régional et de conseil général.

Après ces quelques mots, le chef de l'État a entretenu un court instant avec chacune des personnalités présentes avant de recevoir les vœux des présidents de conseil régional et de conseil général.

Après ces quelques mots, le chef de l'État a entretenu un court instant avec chacune des personnalités présentes avant de recevoir les vœux des présidents de conseil régional et de conseil général.

Après ces quelques mots, le chef de l'État a entretenu un court instant avec chacune des personnalités présentes avant de recevoir les vœux des présidents de conseil régional et de conseil général.

Après ces quelques mots, le chef de l'État a entretenu un court instant avec chacune des personnalités présentes avant de recevoir les vœux des présidents de conseil régional et de conseil général.

Après ces quelques mots, le chef de l'État a entretenu un court instant avec chacune des personnalités présentes avant de recevoir les vœux des présidents de conseil régional et de conseil général.

Après ces quelques mots, le chef de l'État a entretenu un court instant avec chacune des personnalités présentes avant de recevoir les vœux des présidents de conseil régional et de conseil général.

Après ces quelques mots, le chef de l'État a entretenu un court instant avec chacune des personnalités présentes avant de recevoir les vœux des présidents de conseil régional et de conseil général.

Après ces quelques mots, le chef de l'État a entretenu un court instant avec chacune des personnalités présentes avant de recevoir les vœux des présidents de conseil régional et de conseil général.

Après ces quelques mots, le chef de l'État a entretenu un court instant avec chacune des personnalités présentes avant de recevoir les vœux des présidents de conseil régional et de conseil général.

Après ces quelques mots, le chef de l'État a entretenu un court instant avec chacune des personnalités présentes avant de recevoir les vœux des présidents de conseil régional et de conseil général.

Après ces quelques mots, le chef de l'État a entretenu un court instant avec chacune des personnalités présentes avant de recevoir les vœux des présidents de conseil régional et de conseil général.

Après ces quelques mots, le chef de l'État a entretenu un court instant avec chacune des personnalités présentes avant de recevoir les vœux des présidents de conseil régional et de conseil général.

Après ces quelques mots, le chef de l'État a entretenu un court instant avec chacune des personnalités présentes avant de recevoir les vœux des présidents de conseil régional et de conseil général.

Après ces quelques mots, le chef de l'État a entretenu un court instant avec chacune des personnalités présentes avant de recevoir les vœux des présidents de conseil régional et de conseil général.

Après ces quelques mots, le chef de l'État a entretenu un court instant avec chacune des personnalités présentes avant de recevoir les vœux des présidents de conseil régional et de conseil général.

Après ces quelques mots, le chef de l'État a entretenu un court instant avec chacune des personnalités présentes avant de recevoir les vœux des présidents de conseil régional et de conseil général.

Après ces quelques mots, le chef de l'État a entretenu un court instant avec chacune des personnalités présentes avant de recevoir les vœux des présidents de conseil régional et de conseil général.

Après ces quelques mots, le chef de l'État a entretenu un court instant avec chacune des personnalités présentes avant de recevoir les vœux des présidents de conseil régional et de conseil général.

Après ces quelques mots, le chef de l'État a entretenu un court instant avec chacune des personnalités présentes avant de recevoir les vœux des présidents de conseil régional et de conseil général.

Par suite d'une grève de marins britanniques

LE TRAFIC MARITIME ENTRE DIEPPE ET NEWHAVEN EST INTERROMPU

Le trafic maritime entre Dieppe et Newhaven est suspendu depuis ce mardi 5 janvier pour une durée indéterminée, par suite d'une grève de l'équipage du car-ferry britannique Sealink qui paralysait le port anglais. Les embarcations sont bloquées à l'entrée de la Manche, à l'attente de la décision, annoncée la veille à Londres, de Sealink U.K. filiale maritime des chemins de fer britanniques, de se retirer, à compter du 1^{er} février, de l'exploitation du service maritime Newhaven-Dieppe, qu'elle assurait jusqu'ici avec la S.N.C.F.

La dénonciation du pool, auquel appartenait également la S.N.C.F., de l'exploitation du service maritime Newhaven-Dieppe, qu'elle assurait jusqu'ici avec la S.N.C.F., a été annoncée par la S.N.C.F. le 27 octobre 1981, suite de divergences financières entre les deux participants. Cette ligne est, en effet, assez lourdement déficitaire. Sealink U.K., qui n'aurait qu'un car-ferry — le Sealink — participant pour une exploitation, perdrait un million de francs (11 millions de francs) par an. La société britannique souhaitait voir se part de responsabilité augmenter afin, d'ailleurs, d'être plus efficace.

La S.N.C.F., qui exploite de son côté deux bateaux — le Valençay et le Valençay — sur cette liaison, refusait toute restructuration du pool, estimant la domination anglaise dans l'ensemble de Sealink déjà excessive.

Du coup, Sealink U.K. a décidé de se retirer de l'exploitation de Dieppe-Newhaven et de vendre le Sealink. Un préavis de licenciement des 240 marins du navire qui ont assisté entamé une grève illimitée avec occupation du Sealink, puis un blocage de la rampe de déchargement des car-ferry dans le port de Newhaven.

Le Centre indépendant soutient en effet également M. Feytaud, secrétaire fédéral du P.C.F., en Seine-et-Marne et de Benouville dans la 1^{re} circonscription de Paris (le Monde du 5 janvier).

La Fédération de Paris de l'Union des jeunes pour le progrès (jeunes gaullistes) a décidé d'apporter son soutien pour les prochaines élections législatives partielles. M. de Benouville (apparenté R.P.R.) candidat de l'opposition dans la 1^{re} circonscription de Paris et à M. Dabiez (apparenté P.S.) candidat de la majorité dans la 1^{re} circonscription.

Le Centre indépendant soutient en effet également M. Feytaud, secrétaire fédéral du P.C.F., en Seine-et-Marne et de Benouville dans la 1^{re} circonscription de Paris (le Monde du 5 janvier).

La Fédération de Paris de l'Union des jeunes pour le progrès (jeunes gaullistes) a décidé d'apporter son soutien pour les prochaines élections législatives partielles. M. de Benouville (apparenté R.P.R.) candidat de l'opposition dans la 1^{re} circonscription de Paris et à M. Dabiez (apparenté P.S.) candidat de la majorité dans la 1^{re} circonscription.

Le Centre indépendant soutient en effet également M. Feytaud, secrétaire fédéral du P.C.F., en Seine-et-Marne et de Benouville dans la 1^{re} circonscription de Paris (le Monde du 5 janvier).

La Fédération de Paris de l'Union des jeunes pour le progrès (jeunes gaullistes) a décidé d'apporter son soutien pour les prochaines élections législatives partielles. M. de Benouville (apparenté R.P.R.) candidat de l'opposition dans la 1^{re} circonscription de Paris et à M. Dabiez (apparenté P.S.) candidat de la majorité dans la 1^{re} circonscription.

Le Centre indépendant soutient en effet également M. Feytaud, secrétaire fédéral du P.C.F., en Seine-et-Marne et de Benouville dans la 1^{re} circonscription de Paris (le Monde du 5 janvier).

La Fédération de Paris de l'Union des jeunes pour le progrès (jeunes gaullistes) a décidé d'apporter son soutien pour les prochaines élections législatives partielles. M. de Benouville (apparenté R.P.R.) candidat de l'opposition dans la 1^{re} circonscription de Paris et à M. Dabiez (apparenté P.S.) candidat de la majorité dans la 1^{re} circonscription.

Le Centre indépendant soutient en effet également M. Feytaud, secrétaire fédéral du P.C.F., en Seine